

DECISION DU

06/01/2017

N° E16000234 /34

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE
MONTPELLIER

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

Vu enregistrée le 16 décembre 2016, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de l'Aude demande la désignation **d'une commission d'enquête** en vue de procéder à **une enquête publique relative à l'approbation du PPRI** du Bassin de la Berre et du Rieu qui concerne sept communes (Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières et Villesèque-des-Corbières) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5 ;

Vu la décision en date du 19 décembre 2016, par laquelle le Président du tribunal administratif a délégué Madame Michelle COUEGNAT, premier conseiller, pour procéder à la désignation des commissaires-enquêteurs ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2017 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Monsieur Claude FAYT, Directeur régional d'exploitation de la société des autoroutes du sud de la France, retraité, demeurant 40, rue des Dahlias, NARBONNE (11100)

Membres titulaires :

Monsieur Bruno FROIDURE, Ingénieur en agriculture, retraité, demeurant Croix de Paumelle CAZILHAC (11570)
Monsieur Gérard BISCAN, Urbaniste au Ministère de l'Equipement, retraité, demeurant 10, rue Jean Lebrau COMIGNE (11700)

En cas d'empêchement de Monsieur Claude FAYT, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Bruno FROIDURE, membre titulaire de la commission.

Membre(s) suppléant(s) :

Monsieur Michel ISLIC, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines retraité, demeurant 568, avenue René Cassin 11620 VILLEMUSTAUSOU

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le membre suppléant.

ARTICLE 2 : La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude versera dans délai de 15 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64 **une provision d'un montant de 3000 euros.**

ARTICLE 3: L'indemnisation du commissaire-enquêteur sera assurée par le responsable de projet en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 5: La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet de l'Aude, aux membres de la commission d'enquête, et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Montpellier, le 06/01/2017

Le Premier-Conseiller,


Michelle COUEGNAT

Communes de :

**CASCASTEL DES CORBIERES,
DURBAN CORBIERES,
PORTEL DES CORBIERES,
ROQUEFORT DES CORBIERES,
SIGEAN,
VILLENEUVE DES CORBIERES,
VILLESEQUE DES CORBIERES**

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 03 avril au 19 mai 2017 inclus

**PLAN de PREVENTION des RISQUES d'INONDATION du
BASSIN de la BERRE et du RIEU (PPRi)**

NOTE A L'ATTENTION DES LIEUX D'ENQUETE

Conformément à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-0121 du 10 mars 2017 cette enquête publique se déroulera pendant 47 (quarante-sept) jours consécutifs du 03 avril au 19 mai 2017 inclus.

La présente note a été rédigée afin de préciser les principales dispositions qui doivent permettre d'assurer le bon déroulement de l'opération sur les différents lieux d'enquête où sont déposés un dossier et un registre d'enquête, dans les mairies des communes de :

- **CASCASTEL DES CORBIERES,**
- **DURBAN CORBIERES,**
- **PORTEL DES CORBIERES,**
- **ROQUEFORT DES CORBIERES,**
- **SIGEAN,**
- **VILLENEUVE DES CORBIERES,**
- **VILLESEQUE DES CORBIERES.**

Rappel des textes

Cette enquête doit être effectuée dans les conditions prévues :

- Par le code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-9,
- Par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

- Par le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- Par le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Par l'arrêté préfectoral n° 20130005 en date du 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPRI) du Bassin de la Berre et du Rieu sur les communes de **Cascastel des Corbières, Durban Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigean, Villeneuve des Corbières, Villesèque des Corbières.**
- Par l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2016-024 du 02 août 2016 portant prorogation de l'arrêté du 10 octobre 2013 et modifiant la nature du risque à prendre en compte sur la commune de Sigean.
- Par l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 du 10 mars 2017

L'organisation de cette enquête répond à une procédure juridique précise et encadrée. Le non-respect peut conduire à l'annulation de l'enquête.

La commission d'enquête :

Pour conduire l'enquête publique une commission d'enquête a été désignée par Décision du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 06 janvier 2017, afin de recueillir les avis et observations du public, puis établir une synthèse et formuler des conclusions et un avis motivés.

Les membres de la commission d'enquête sont à votre disposition pour tout renseignement relatif aux modalités de déroulement de l'enquête :

Président :

M. Claude FAYT
Tél : 06 83 27 13 45
Mail : fayt.claude@wanadoo.fr

Membres titulaires :

M. Bruno FROIDURE
Tél : 06 70 35 01 89
Mail : bruno.froidure@sfr.fr

M. Gérard BISCAN
Tél : 06 87 03 60 13
Mail : gerard.biscan@orange.fr

Membre suppléant :

M. Michel ISLIC

Tél : 06 60 69 96 45

Mail : michel.islic@orange.fr

Ne pas communiquer au public les coordonnées des commissaires enquêteurs.

La publicité de l'enquête :

Mesures obligatoires :

- A la diligence des services de la DDTM de l'Aude : Parution d'une annonce légale dans deux journaux locaux au moins 15 jours avant le début de l'enquête, soit avant le 19 mars 2017 et dans les 8 premiers jours qui suivent le début de l'enquête, soit avant le 11 avril 2017.
- A la diligence des services des mairies : Affichage de l'avis d'enquête établi par la préfecture, **visible depuis la rue**, à la mairie et autres lieux habituels ; ainsi qu'en plusieurs endroits du territoire des communes, en particulier aux abords des sites concernés par les risques littoraux, avant le 19 mars 2017, (soit 15 jours avant le début de l'enquête).

Mesures complémentaires éventuelles en fonction des possibilités :

A la diligence des services des mairies l'information relative à la tenue de cette enquête (objet, dates, permanences) peut être donnée par des moyens suivants : panneaux électroniques, bulletin municipal d'information, site internet de la commune, article dans la presse locale dans la rubrique de la commune,

Le déroulement de l'enquête :

Pour consulter le dossier du **projet** et exprimer des observations, divers moyens sont proposés au public :

- Un dossier et un registre d'enquête sont disponibles pour recueillir les observations du public dans les mairies des communes de **Cascastel des Corbières, Durban Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigean, Villeneuve des Corbières, Villesèque des Corbières**, concernées par le projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation du bassin de la Berre et du Rieu.
- Ces documents doivent être accessibles au public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures d'ouverture au public des mairies concernées.
- Le dossier est également consultable sur le site internet des services de l'Etat dans l'Aude à l'adresse mail suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.
- La commission d'enquête assurera **23 (vingt-trois) permanences** au cours desquelles au moins un membre se tiendra à la disposition du public pour apporter des explications complémentaires et recevoir des remarques et observations :

- Mairie de CASCASTEL DES CORBIERES, les : mardi 04 avril (9h00 à 12 h00), vendredi 21 avril (14h00 à 17h00), et jeudi 18 mai (9h00 à 12h00)
 - Mairie de DURBAN CORBIERES, les: lundi 03 avril (9h00 à 12h00), jeudi 27 avril (14h00 à 17h00), vendredi 05 mai (14h00 à 17h00), et vendredi 19 mai (9h00 à 12h00)
 - Mairie de PORTEL DES CORBIERES les: mercredi 05 avril (9h00 à 12h00), jeudi 27 avril (9h à 12h00), et jeudi 18 mai (9h00 à 12h00)
 - Mairie de ROQUEFORT DES CORBIERES les: lundi 03 avril (16h00 à 19h00), vendredi 05 mai (9H à 12h00) , et jeudi 18 mai (9h00 à 12h00).
 - Mairie de SIGEAN les: lundi 03 avril (9h00 à 12h00), mardi 18 avril (14h00 à 17h00), Jeudi 11 mai (9h00 à 12h00) et Vendredi 19 mai (14h00 à 17h00).
 - Mairie de VILLENEUVE DES CORBIERES les: mardi 04 avril (14h00 à 17h00), vendredi 21 avril (9h00 à 12h00), et Jeudi 18 mai (14h00 à 17h00).
 - Mairie de VILLESEQUE DES CORBIERES les: Jeudi 06 avril (9h00 à 12h00), mardi 02 mai (9h00 à 12h00), et vendredi 19 mai (9h00 à 12h00).
- Des rendez-vous fixés dans les horaires des permanences peuvent être calés au préalable en envoyant un mail de demande au président de la commission d'enquête (fayt.claude@wanadoo.fr). **(Ne pas communiquer au public les coordonnées des commissaires enquêteurs)**
 - Les observations peuvent également être adressées par courrier postal au siège de l'enquête:
 - Président de la commission d'enquête
 - PPRi de la Berre et du Rieu
 - Mairie de SIGEAN
 - Place de la Libération
 - 11130 SIGEAN

Le président de la commission d'enquête ou un commissaire enquêteur titulaire sont seuls habilités à ouvrir ces courriers. Ils seront annexés au registre d'enquête par l'un des trois lors de ses passages au siège de l'enquête en mairie de SIGEAN.
 - Le public a également la possibilité de s'exprimer par courrier électronique à l'adresse suivante : ddtm-sprisr-uprim@aude.gouv.fr. Ces courriels seront transmis par mail dans les meilleurs délais aux services de la Mairie de SIGEAN (siège de l'enquête) qui intégreront une copie dans le registre d'enquête. Une copie sera également adressée par mail aux trois membres de la commission d'enquête par les services de la DDTM.
 - Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude - 105, boulevard Barbès 11838

CARCASSONNE. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00; et au Service Aménagement Territorial Est Maritime - rue du Pont de l'Avenir, B.P. 813, 11108 NARBONNE Cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04 68 90 22 00.

Composition du dossier mis à la disposition du public :

Dossier d'enquête publique

La liste des pièces constituant ce dossier figure au verso de la couverture du classeur contenant toutes les pièces du dossier.

Rôle du personnel chargé de la surveillance du dossier et du registre d'enquête :

Les services des sept mairies qui accueillent l'enquête publique sont responsables de son bon déroulement quotidien. A ce titre elles assurent pendant les **47 jours consécutifs** de la durée de l'enquête :

1 - L'organisation matérielle :

- Accueil du public et mise à disposition auprès de celui-ci du dossier et du registre d'enquête, consultables aux jours et heures d'ouverture des mairies. Prévoir un endroit calme avec une table et des chaises pour la consultation du dossier, l'ouverture des plans et l'inscription des observations sur le registre d'enquête.
- Accueil du (ou des) commissaire(s) enquêteur lors des permanences avec mise à disposition d'une pièce ou local indépendant avec table et chaises, afin que le public (personne seule ou groupe de personnes) puisse s'exprimer librement en toute confiance et confidentialité.

2 - Le respect de la procédure :

- Chaque jour, avant l'ouverture au public, inscrire la date dans le registre.
- Pendant la journée, si possible, noter le nombre de personnes qui viennent consulter le dossier d'enquête (avec observations sur le registre ou pas).
- Chaque soir où au moins un avis a été porté sur le registre, si cela est possible, il est souhaitable :
 - de scanner le (ou les) texte(s) pour envoi par mail aux trois membres de la commission d'enquête ;
 - et de préciser le nombre de personnes qui sont venues consulter le dossier d'enquête.
- Chaque soir, les lettres, documents ou dossiers remis par le public doivent être numérotés et annexés au registre en **précisant le nombre de pages** ; de même que

les courriels transmis par les services de la DDTM. Ils doivent être enregistrés à la page 21 (vingt et un) du registre d'enquête (1).

- Les courriers reçus au siège de la commission d'enquête ou déposés sous pli cacheté en mairies seront conservés par la personne en charge de l'enquête au sein de la mairie. Le président de la commission d'enquête en sera informé. Il prendra les dispositions pour assurer leur ouverture par un membre de la commission d'enquête qui annexera le (ou les) document(s) au registre d'enquête.

ATTENTION

- Les registres d'enquête et les dossiers ont été visés au préalable par un membre de la commission d'enquête.
- Le registre d'enquête et l'ensemble des pièces du dossier doivent être toujours disponibles aux heures d'ouverture de la mairie, pour être mises à la disposition du public.
- Aucune page ou pièce du dossier d'enquête ne doit disparaître, et aucune page ou pièce ne doit y être ajoutée.
- Aucune page du dossier ou du registre ne doit être arrachée.
- Veiller à ce que les pièces annexées au registre ne disparaissent pas. (Vérifier en fin de journée).
- Les plis cachetés contenant : lettre, dossier ou documents ne peuvent être ouverts que par un commissaire enquêteur qui les annexera au registre d'enquête.
- Si les observations et remarques notées sur le registre sont nombreuses et qu'il ne reste pratiquement plus de pages vierges sur le registre, alerter le président de la commission d'enquête qui prendra les dispositions nécessaires :
 - soit pour acheminer un registre vierge,
 - soit pour faire demander au public d'inscrire ses remarques sur une feuille indépendante qui sera annexée au registre d'enquête
- En cas d'incident ou de problème particulier, alerter immédiatement le président de la commission d'enquête :
(Tél : 06 83 27 13 45 ; Mail : fayt.claude@wanadoo.fr).

(1) Numérotation sur les registres des lettres, documents ou dossiers, courriels :

- Numéro d'ordre : **1, 2, 3,** et date du dépôt
- Suivant le support de l'observation, rajouter la lettre :
 - **L** : Lettre
 - **C** : Courriel,
 - **D** : Dossier ou Document

Clôture de l'enquête :

- Il conviendra, en fin d'enquête, de procéder au regroupement des dossiers complets et des registres à la mairie de SIGEAN
- A l'expiration du délai de l'enquête les registres d'enquête seront clos et signés par un membre de la commission d'enquête.
- Le certificat d'affichage, dûment complété et signé par le maire de chaque mairie, devra être adressé aux services de la DDTM dès la fin de l'enquête.

Les membres de la commission d'enquête.



PRÉFET DE L'AUDE

Arrêté n° DDTM-SPRISR-2017-012 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au dossier de Plan de Prévention des Risques d'Inondation du bassin de la Berre et du Rieu sur les communes de CASCATEL-DES-CORBIERES, DURBAN-CORBIERES, PORTEL-DES-CORBIERES, ROQUEFORT-DES-CORBIERES, SIGEAN, VILLENEUVE-LES-CORBIERES, VILLESEQUE-DES-CORBIERES.

LE PREFET DE L'AUDE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-9 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants, R 123-6 à R123-23 relatifs à l'enquête publique ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la décision au cas par cas prise par le Préfet de l'Aude en date du 1^{er} août 2013, en application de l'article R 122-18 du code de l'Environnement;

VU l'arrêté n° 2013275-0005 du 10 octobre 2013 portant prescription du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRI) du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières ;

VU l'arrêté n° DDTM-SPRISR-2016-024 du 2 août 2016 portant prorogation de l'arrêté du 10 octobre 2013 et modifiant la nature du risque pris en compte sur la commune de Sigean ;

VU la décision du Tribunal administratif de Montpellier n° E16000234/34 du 6 janvier 2017 désignant en son article 1 une commission d'enquête composée d'un président : Monsieur Claude FAYT et de deux membres assesseurs; Monsieur Bruno FROIDURE et de Monsieur Gérard BISCAN ainsi que Monsieur Michel ISLIC en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique désignée ci-dessus ;

VU le dossier présenté dûment constitué conformément aux dispositions des articles R123-8 et R562-3 du code de l'environnement ;

VU les avis des personnes et organismes associés demandés entre le 26 septembre 2016 et le 26 novembre 2016 ;

VU la note de synthèse portant bilan de la concertation ;

CONSIDERANT que les informations détenues à ce jour permettent d'analyser le risque d'inondation lié aux débordements de la Berre, du Rieu et de leurs affluents sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières et de la prise en compte du risque de submersion marine sur la commune de Sigean et qu'il convient à ce titre de délimiter les zones inondables correspondantes et de mettre en place les mesures préventives qui s'imposent

CONSIDERANT que ce projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi) sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières, ainsi que le risque de submersion marine sur la commune de Sigean doit être soumis à une enquête publique conformément aux dispositions des articles L 562-1 à L 562-9, R 123-6 à R 123-24 du code de l'environnement

SUR proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de l'Aude,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation liés aux débordements de la Berre et du Rieu sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières et de la prise en compte du risque de submersion marine sur la commune de Sigean.

du 03 avril 2017 au 19 mai 2017

pour une durée de 47 jours

dans les locaux des mairies suivantes:

Mairie de Cascastel des Corbières - Grand'Rue 11360 CASCATEL-DES-CORBIERES

Mairie de Durban Corbières - rue de la mairie 11360 DURBAN-CORBIERES

Mairie de Portel des Corbières -10, avenue des Corbières 11490 PORTEL-DES-CORBIERES

Mairie de Roquefort des Corbières - 2, chemin des Evangélis 11540 ROQUEFORT-DES-CORBIERES

Mairie de Sigean - place de la Libération 11130 SIGEAN

Mairie de Villeneuve les Corbières - avenue des Hautes Corbières 11360 VILLENEUVE-LES-CORBIERES

Mairie de Villesèque des Corbières - 1, Grand'Rue 11360 VILLESEQUE-DES-CORBIERES

ARTICLE 2 :

Est désigné en qualité de président de la commission d'enquête Monsieur Claude FAYT, Directeur Régional d'exploitation de la société des autoroutes du Sud de la France, retraité.

Sont désignés en qualité de membres assesses, Monsieur Bruno FROIDURE, ingénieur en agriculture, retraité et Monsieur Gérard BISCAN, urbaniste au Ministère de l'Équipement, retraité.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant, Monsieur Michel ISLIC, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, retraité.

ARTICLE 3 :

La mairie de Sigean - place de la Libération, 11130 SIGEAN - est désignée comme siège de l'enquête publique du PPRI de la Berre et PPRLi de Sigean.

ARTICLE 4 :

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête seront déposés en mairie de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières du **3 avril 2017 au 19 mai 2017** pour une durée de 47 jours consécutifs, aux heures et jours d'ouvertures habituels des bureaux conformément au tableau ci-dessous afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête domicilié au siège de l'enquête publique (voir article ci-dessus), pendant la durée et avant la date de clôture de l'enquête.

Les documents seront consultables, durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude - 105, boulevard Barbès 11838 CARCASSONNE. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00; et au Service Aménagement Territorial Est Maritime - rue du Pont de l'Avenir, B.P. 813, 11108 NARBONNE Cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04 68 90 22 00.

Les remarques pourront également être envoyées à l'attention de Monsieur le Président de la commission d'enquête sur la boîte aux lettres du Service Prévention des Risques Majeurs de la DDTM de l'Aude qui les transmettra au commissaire enquêteur : ddtm-sprsr-uprim@aude.gouv.fr et seront jointes au registre d'enquête dans les meilleurs délais.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Service Prévention des Risques et Sécurité Routière / Unité Prévention des Risques Majeurs) est responsable du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane REYNIER, chef de l'unité prévention des risques majeurs ou de M. José SAEZ chargé d'études dans la même unité.

Au moins un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie, aux dates et heures suivantes :

Mairie	Horaires d'ouverture au public de la mairie	Dates et horaires des permanences des commissaires enquêteurs	
Mairie de Cascastel-des-Corbières Grand'rue 11360 CASCATEL-DES-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14h00 à 16h00	Mardi 4 avril	09h00 à 12h00
		Vendredi 21 avril	14h00 à 17h00
		Jeudi 18 mai	09h00 à 12h00
Mairie de Durban-Corbières rue de la mairie 11360 DURBAN-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi et vendredi 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 Mercredi 9h00 à 12h00	Lundi 3 avril	09h00 à 12h00
		Jeudi 27 avril	14h00 à 17h00
		Vendredi 5 mai	14h00 à 17h00
		Vendredi 19 mai	09h00 à 12h00
Mairie de Portel-des-Corbières 10, avenue des corbières 11490 PORTEL-DES-CORBIERES	Du lundi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00	Mercredi 5 avril	09h00 à 12h00
		Jeudi 27 avril	09h00 à 12h00
		Jeudi 18 mai	09h00 à 12h00
Mairie de Roquefort-des-Corbières 2, chemin des Evangélis 11540 ROQUEFORT-DES-CORBIERES	Lundi de 09h00 à 12h00 et de 16h00 à 19h00 Du mardi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00	Lundi 3 avril	16h00 à 19h00
		Vendredi 5 mai	09h00 à 12h00
		Jeudi 18 mai	09h00 à 12h00
Mairie de Sigean place de la Libération 11130 SIGEAN	Du lundi au jeudi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 Vendredi 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00	Lundi 3 avril	09h00 à 12h00
		Mardi 18 avril	14h00 à 17h00
		Jeudi 11 mai	09h00 à 12h00
		Vendredi 19 mai	14h00 à 17h00
Mairie de Villeneuve-les-Corbières avenue des Hautes Corbières 11360 VILLENEUVE-LES-CORBIERES	Du lundi au vendredi de 14h00 à 18h00	Mardi 4 avril	14h00 à 17h00
		Vendredi 21 avril	09h00 à 12h00
		Jeudi 18 mai	14h00 à 17h00
Mairie de Villesèque-des-Corbières 1, Grand'rue 11360 VILLESEQUE-DES-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi de 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 Vendredi de 10h30 à 12h00	Jeudi 6 avril	09h00 à 12h00
		Mardi 2 mai	09h00 à 12h00
		Vendredi 19 mai	09h00 à 12h00

ARTICLE 5 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera affiché en mairie de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières et dans les lieux habituellement réservés à cet effet et de manière visible depuis la rue, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cet affichage devra être exécuté avant le 19 mars 2017 et sera justifié par un certificat du maire adressé à la DDTM de l'Aude qui sera annexé au dossier à la fin de l'enquête.

Le public sera informé de l'ouverture de l'enquête publique sur le site internet des services de l'Etat dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

ARTICLE 6 :

L'avis visé à l'article 5 sera également publié 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête soit avant le 19 mars et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans 2 journaux d'annonces légales diffusés dans tout le département soit entre le 3 avril et le 11 avril 2017.

Il sera également publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

ARTICLE 7 :

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos et signés par un membre de la commission d'enquête.

En vertu des l'articles R123-16 et R562-8 du Code de l'Environnement, le maire de chaque commune sera entendu par la commission d'enquête. Celle-ci entendra par ailleurs toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information sur le projet de plan soumis à l'enquête publique.

Après la clôture de l'enquête, la commission d'enquête rencontrera sous huitaine le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites ou orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire son mémoire en réponse.

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées et son avis sur le projet.

Elle adressera dans un délai d'un mois, à compter de la date de clôture de l'enquête, le dossier d'enquête accompagné de son rapport et de ses conclusions motivées à Monsieur le Préfet de l'Aude (Direction Départementale des Territoires et de la Mer - 105 boulevard Barpès - CS 40001 - 11838 CARCASSONNE CEDEX - Service Prévention des Risques et Sécurité Routière).

ARTICLE 8 :

Copie du rapport de la commission d'enquête et de ses conclusions, ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations, seront déposés en mairie de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Ces documents seront également consultables sur le site des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

ARTICLE 9 :

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête en s'adressant au Préfet de l'Aude, dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, relative à la liberté d'accès aux documents administratifs.

ARTICLE 10 :

A l'issue de la procédure d'enquête prévue au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières et de la prise en compte du risque de submersion marine sur la commune de Sigean, éventuellement modifié, pourra être approuvé par arrêté du Préfet de l'Aude.

ARTICLE 11 :

L'indemnisation des membres de la commission enquête sera à la charge de l'État.

ARTICLE 12 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur ou Madame le Maire des communes concernées,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier,
- Madame le Sous-Préfet de Narbonne,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie,
- Monsieur le Directeur Général de la Prévention des Risques du Ministère en charge de l'Environnement, du Développement durable et de la Mer.

ARTICLE 13 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de Narbonne, les maires de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières, le directeur départemental des territoires et de la mer, les membres de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CARCASSONNE, le

90 MARS 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD

DEPARTEMENT DE L'AUDE

ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES
INONDATION DU BASSIN DE LA BERRE ET DU RIEU
SUR LA COMMUNE DE ROQUEFORT DES CORBIERES

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 3 avril 2017 au 19 mai 2017

*

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné.e Mairie Christine THERON, Chef de Maire certifie que l'avis informant le public de l'ouverture d'une enquête publique relative à l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation sur la commune de Roquefort-des-Corbières a été affiché à partir du 16 mars 2017 et pendant toute la durée de l'enquête publique.

Il a été affiché aux endroits suivants :

- Mairie
- Panneaux d'informations
- Panneaux électroniques
- messagerie électronique

Fait à Roquefort des Corbières, le 22 Mai 2017

Le maire ou son représentant
Pour le Maire
l'Adjoint délégué

(cachet)



AVIS

D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est avisé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 en date du 10 mars 2017, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du

Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) des bassins de la Berre et du Rieu sur les communes de CASCATEL-DES-CORBIERES, DURBAN-CORBIERES, PORTEL-DES-CORBIERES, ROQUEFORT-DES-CORBIERES, SIGEAN, VILLENEUVE-LES-CORBIERES, VILLESEQUE-DES-CORBIERES.

pour une durée de 47 jours :

du 3 avril au 19 mai 2017 inclus,

A cet effet une commission d'enquête a été désignée, présidée par Monsieur Claude FAYT, Directeur Régional d'exploitation de la société des autoroutes du Sud de la France, retraité, de Monsieur Bruno FROIDURE, ingénieur en agriculture, retraité et Monsieur Gérard BISCAN, urbaniste au Ministère de l'Équipement, retraité, sont désignés en qualité d'assesseurs. Monsieur Michel ISLIC, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

À l'issue de cette procédure d'enquête publique, le projet de Plan de Prévention des Risques Inondation, éventuellement modifié, pourra être approuvé par le Préfet de l'Aude.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête recevront les observations du public (orales et/ou écrites) en mairie, lors des permanences suivantes :

Mairie	Horaires d'ouvertures au public de la mairie	Date et horaires des permanences des commissaires enquêteurs
Mairie de Cascastel-des-Corbières Grand'rue 11360 CASCATEL-DES-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14h00 à 16h00	Mardi 4 avril 09h00 à 12h00
		Vendredi 21 avril 14h00 à 17h00
		Jeudi 18 mai 09h00 à 12h00
Mairie de Durban-Corbières rue de la mairie 11360 DURBAN-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi et vendredi 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 Mercredi 9h00 à 12h00	Lundi 3 avril 09h00 à 12h00
		Jeudi 27 avril 14h00 à 17h00
		Vendredi 5 mai 14h00 à 17h00
Mairie de Portel-des-Corbières 10, avenue des corbières 11490 PORTEL-DES-CORBIERES	Du lundi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00	Vendredi 19 mai 09h00 à 12h00
		Mercredi 5 avril 09h00 à 12h00
		Jeudi 27 avril 09h00 à 12h00
Mairie de Roquefort-des-Corbières 2, chemin des Evangélis 11540 ROQUEFORT-DES-CORBIERES	Lundi de 09h00 à 12h00 et de 16h00 à 19h00 Du mardi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00	Jeudi 18 mai 09h00 à 12h00
		Lundi 3 avril 16h00 à 19h00
		Vendredi 5 mai 09h00 à 12h00
		Jeudi 18 mai 09h00 à 12h00

Mairie	Horaires d'ouvertures au public de la mairie	Date et horaires des permanences des commissaires enquêteurs
Mairie de Sigean place de la Libération 11130 SIGEAN	Du lundi au jeudi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 Vendredi 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00	Lundi 3 avril 09h00 à 12h00 Mardi 18 avril 14h00 à 17h00 Jeudi 11 mai 09h00 à 12h00 Vendredi 19 mai 14h00 à 17h00
Mairie de Villeneuve-les-Corbières avenue des Hautes Corbières 11360 VILLENEUVE-LES-CORBIERES	Du lundi au vendredi de 14h00 à 18h00	Mardi 4 avril 14h00 à 17h00 Vendredi 21 avril 09h00 à 12h00 Jeudi 18 mai 14h00 à 17h00
Mairie de Villesèque-des-Corbières 1, Grand'rue 11360 VILLESEQUE-DES-CORBIERES	Lundi, mardi, jeudi de 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 Vendredi de 10h30 à 12h00	Jeudi 6 avril 09h00 à 12h00 Mardi 2 mai 09h00 à 12h00 Vendredi 19 mai 09h00 à 12h00

Un exemplaire du dossier est déposé dans chaque mairie et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Il pourra y être consulté, aux heures et jours d'ouverture des mairies.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude - 105, boulevard Barbès 11838 CARCASSONNE. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00; et au Service Aménagement Territorial Est Maritime - rue du Pont de l'Avenir, B.P. 813, 11108 NARBONNE Cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04 68 90 22 00.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête mis à sa disposition dans chaque mairie.

Les observations pourront également être adressées par correspondance au siège de l'enquête publique en mairie de Sigean - place de la Libération, 11130 SIGEAN, ou par courriel à ddtm-sprisr-uprim@aude.gouv.fr, à l'attention de Monsieur le président de la Commission d'Enquête, lequel les annexera au registre d'enquête.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude (Service Prévention des Risques et Sécurité Routière / Unité Prévention des Risques Majeurs) - 105 boulevard Barbès - CS 40001 - 11838 CARCASSONNE - est responsable du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane REYNIER, chef de l'unité ou de M. José SAEZ chargé d'études dans la même unité Prévention des Risques Majeurs

Les documents et informations relatives à ce dossier sont également disponibles pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la DDTM dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le rapport et les conclusions établis à l'issue de l'enquête pourront être consultés pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières, à la DDTM de l'Aude ainsi que sur le site des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le projet de PPRi n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de l'article L 122-4 du Code de l'Environnement. Le dossier comprenant les informations environnementales et la décision de l'autorité environnementale sont jointes au dossier d'enquête publique.

MIDI LIBRE 14 mars 2017

Payez par Carte Bancaire.
Votre annonce dans le journal sous 48 h
 (selon le jour de parution le plus proche)

14/03/17
ANNONCES
LEGALES

MIDI LIBRE

SUCCESSION VACANTE

D.D.F.I.P - Pôle G.P.P.

672293

M. le Directeur départemental des Finances publiques, domicilié 334, allée Henri-II-de-Montmorency, à Montpellier (34000), curateur de la succession de M. Roger Louis Henriquel, décédé le 6 mars 2008 à Narbonne (Aude), a établi l'inventaire, le projet de règlement du passif et le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au tribunal de grande instance. Référence : 0343604470.



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de l'Aude

AVIS D'OUVERTURE AU PUBLIC D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Premier avis

le public est avisé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° ddtm-sprsr-2017-012 en date du 10 mars 2017, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières.

Celle-ci se déroulera du 3 avril 2017 au 19 mai 2017 pour une durée de 47 jours.

À cet effet, une commission d'enquête a été désignée par Mme le Président du tribunal administratif de Montpellier. La commission est composée d'un président : M. Claude Fayt, directeur régional d'exploitation de la société des Autoroutes du Sud de la France, retraité et de deux membres assesseurs, M. Bruno Froidure, ingénieur en agriculture, retraité et M. Gérard Biscan, urbaniste au ministère de l'Équipement, retraité. M. Michel Islic, ingénieur divisionnaire de l'Industrie et des Mines, retraité est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

À l'issue de cette procédure, le projet de PPRI, éventuellement modifié, pourra être approuvé par le préfet de l'Aude.

Les pièces du projet (note de présentation, résumé non technique, dossier cartographique, règlement), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront déposés dans chaque mairie concernée (Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières et Villesèque-des-Corbières) afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête à la mairie concernée ou ses observations pourront également être adressées par correspondance au siège de l'enquête publique en mairie de Sigean, place de la Libération, 11130 Sigean, ou elles pourront être envoyées sur la boîte aux lettres du service prévention des risques de la DDTM de l'Aude : ddtm-sprsr@aude.gouv.fr qui les transmettra dans les meilleurs délais à l'attention de M. le Président de la commission d'enquête, lequel les annexera au registre d'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie lors des permanences suivantes pour recevoir les observations du public (orales et/ou écrites) :

Mairies, horaires d'ouverture au public et permanences des commissaires-enquêteurs :

- Cascastel-des-Corbières, Grand'rue 11360 Cascastel-des-Corbières, lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 heures à 16 heures.
- Permanences le mardi 4 avril de 9 heures à 12 heures, vendredi 21 avril de 14 heures à 17 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.
- Durban-Corbières, rue de la Mairie 11800 Durban-Corbières lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, mercredi de 9 heures à 12 heures.
- Permanences lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 27 avril de 14 heures à 17 heures, vendredi 5 mai de 14 heures à 17 heures, vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.
- Portel-des-Corbières, 10, avenue des Corbières 11800 Portel-des-Corbières, du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures.
- Permanences mercredi 5 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 27 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.
- Roquefort-des-Corbières, 2, chemin des Évangélis 11700 Roquefort-des-Corbières, lundi de 9 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures, du mardi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
- Permanences lundi 3 avril de 16 heures à 19 heures, vendredi 5 mai de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.
- Sigean, place de la Libération 11700 Sigean, du lundi au jeudi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
- Permanences lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures, mardi 18 avril de 14 heures à 17 heures, jeudi 11 mai de 9 heures à 12 heures, vendredi 19 mai de 14 heures à 17 heures.
- Villeneuve-les-Corbières, avenue des Hautes Corbières 11700 Villeneuve-les-Corbières, du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures.
- Permanences mardi 4 avril de 14 heures à 17 heures, vendredi 21 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 14 heures à 17 heures.
- Villesèque-des-Corbières, 1, Grand'rue 11800 Villesèque-des-Corbières, lundi, mardi, jeudi de 10 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, vendredi de 10 h 30 à 12 heures.
- Permanences jeudi 6 avril de 9 heures à 12 heures, mardi 2 mai de 9 heures à 12 heures, vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

Les documents seront également consultables, durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'état dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude, 105, boulevard Barbès 11838 Carcassonne. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ; et au service Aménagement Territorial Est Maritime, rue du Pont de l'Avenir, B.P. 813 11108 Narbonne cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04.68.90.22.00 (article L123-10 du C.E.).

Toute personne, peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier à la DDTM de l'Aude, en charge du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane Reynier, chef de l'unité prévention des risques majeurs ou de M. José Saez chargé d'études dans la même unité.

Copies du rapport de la commission d'enquête et des conclusions motivées qu'elle émettra à l'issue de l'enquête seront déposées dans toutes les mairies sur le territoire desquelles se sera déroulée l'enquête, à la préfecture de l'Aude et à la direction départementale des territoires et de la mer pour y être tenues à la disposition du public pendant un an. Il sera également consultable sur le site internet des services de l'état dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/actualites-r482.html>

Le projet de PPRI n'est pas soumis à l'évaluation environnementale en application de l'article L122-4 du code de l'Environnement. Le dossier comprenant les informations environnementales et la décision de l'autorité environnementale sont jointes au dossier d'enquête publique.

L'INDEPENDANT 14 mars 2017**Payez par Carte Bancaire.****Votre annonce dans le journal sous 48 h**
(selon le jour de parution le plus proche)**INDEPENDANT**
ANNONCES LEGALES
ET OFFICIELLESHabilitation à publier par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Aude
Midimédia PublicitéTél. 04.67.07.69.52 - Fax : 04.67.07.69.39
34438 Saint-Jean-de-Védas cedex**ANNONCES**
LEGALES

671970



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de l'Aude

AVIS D'OUVERTURE AU PUBLIC
D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE**Premier avis**

Le public est avisé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° ddtm-sprisr-2017-012 en date du 10 mars 2017, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières.

Celle-ci se déroulera du 3 avril 2017 au 19 mai 2017 pour une durée de 47 jours.

À cet effet, une commission d'enquête a été désignée par Mme le Président du tribunal administratif de Montpellier. La commission est composée d'un président : M. Claude Fayt, directeur régional d'exploitation de la société des Autoroutes du Sud de la France, retraité et de deux membres assesseurs, M. Bruno Froidure, ingénieur en agriculture, retraité et M. Gérard Biscan, urbaniste au ministère de l'Équipement, retraité. M. Michel Islic, ingénieur divisionnaire de l'Industrie et des Mines, retraité est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

À l'issue de cette procédure, le projet de PPRI, éventuellement modifié, pourra être approuvé par le préfet de l'Aude.

Les pièces du projet (note de présentation, résumé non technique, dossier cartographique, règlement), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront déposés dans chaque mairie concernée (Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières et Villesèque-des-Corbières) afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête à la mairie concernée ou ses observations pourront également être adressées par correspondance au siège de l'enquête publique en mairie de Sigean, place de la Libération, 11130 Sigean, ou elles pourront être envoyées sur la boîte aux lettres du service prévention des risques de la DDTM de l'Aude : ddtm-sprisr@aude.gouv.fr qui les transmettra dans les meilleurs délais à l'attention de M. le Président de la commission d'enquête, lequel les annexera au registre d'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie lors des permanences suivantes pour recevoir les observations du public (orales et/ou écrites) :

Mairies, horaires d'ouverture au public et permanences des commissaires-enquêteurs :

- Cascastel-des-Corbières, Grand'rue 11360 Cascastel-des-Corbières, lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 heures à 16 heures.

- Permanences le mardi 4 avril de 9 heures à 12 heures, vendredi 21 avril de 14 heures à 17 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Durban-Corbières, rue de la Mairie 11800 Durban-Corbières lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, mercredi de 9 heures à 12 heures.

- Permanences lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 27 avril de 14 heures à 17 heures, vendredi 5 mai de 14 heures à 17 heures, vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

- Portel-des-Corbières, 10, avenue des Corbières 11800 Portel-des-Corbières, du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures.

- Permanences mercredi 5 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 27 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Roquefort-des-Corbières, 2, chemin des Évangélis 11700 Roquefort-des-Corbières, lundi de 9 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures, du mardi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

- Permanences lundi 3 avril de 16 heures à 19 heures, vendredi 5 mai de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Sigean, place de la Libération 11700 Sigean, du lundi au jeudi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

- Permanences lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures, mardi 18 avril de 14 heures à 17 heures, jeudi 11 mai de 9 heures à 12 heures, vendredi 19 mai de 14 heures à 17 heures.

- Villeneuve-les-Corbières, avenue des Hautes Corbières 11700 Villeneuve-les-Corbières, du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures.

- Permanences mardi 4 avril de 14 heures à 17 heures, vendredi 21 avril de 9 heures à 12 heures, jeudi 18 mai de 14 heures à 17 heures.

- Villesèque-des-Corbières, 1, Grand'rue 11800 Villesèque-des-Corbières, lundi, mardi, jeudi de 10 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, vendredi de 10 h 30 à 12 heures.

- Permanences jeudi 6 avril de 9 heures à 12 heures, mardi 2 mai de 9 heures à 12 heures, vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

Les documents seront également consultables, durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'état dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude, 105, boulevard Barbès 11838 Carcassonne. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ; et au service Aménagement Territorial Est Maritime, rue du Pont de l'Avenir, B.P. 813 11108 Narbonne cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04.68.90.22.00 (article L123-10 du C.E.).

Toute personne, peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier à la DDTM de l'Aude, en charge du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane Reynier, chef de l'unité prévention des risques majeurs ou de M. José Saez chargé d'études dans la même unité.

Copies du rapport de la commission d'enquête et des conclusions motivées qu'elle émettra à l'issue de l'enquête seront déposées dans toutes les mairies sur le territoire desquelles se sera déroulée l'enquête, à la préfecture de l'Aude et à la direction départementale des territoires et de la mer pour y être tenues à la disposition du public pendant un an. Il sera également consultable sur le site internet des services de l'état dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/actualites-r482.html>

Le projet de PPRI n'est pas soumis à l'évaluation environnementale en application de l'article L122-4 du code de l'Environnement. Le dossier comprenant les informations environnementales et la décision de l'autorité environnementale sont jointes au dossier d'enquête publique.

MIDI LIBRE 04 avril 2017

Votre annonce dans le journal sous 48 h
(selon le jour de parution le plus proche)

MIDI LIBRE
ANNONCES
LEGALES

04/04/17 671971



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de l'Aude

AVIS D'OUVERTURE AU PUBLIC D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Rappel

Le public est avisé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 en date du 10 mars 2017, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villeseque-des-Corbières.

Celle-ci se déroulera : du 3 avril 2017 au 19 mai 2017, pour une durée de 47 jours.

A cet effet, une commission d'enquête a été désignée par Mme le Président du tribunal administratif de Montpellier. La commission est composée d'un président : M. Claude Fayt, Directeur Régional d'exploitation de la Société des Autoroutes du Sud de la France, retraité et de deux membres assesseurs, M. Bruno Froidure, ingénieur en agriculture, retraité et M. Gérard Biscan, urbaniste au Ministère de l'Équipement, retraité. M. Michel Islic, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, retraité est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

À l'issue de cette procédure, le projet de PPRI, éventuellement modifié, pourra être approuvé par le Préfet de l'Aude.

Les pièces du projet (note de présentation, résumé non technique, dossier cartographique, règlement), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront déposés dans chaque mairie concernée (Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières et Villeseque-des-Corbières) afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête à la mairie concernée ou ses observations pourront également être adressées par correspondance au siège de l'enquête publique en mairie de Sigean - place de la Libération, 11130 Sigean, ou elles pourront être envoyées sur la boîte aux lettres du service Prévention des risques de la DDTM de l'Aude : ddlim-spris@aude.gouv.fr qui les transmettra dans les meilleurs délais à l'attention de M. le Président de la Commission d'Enquête, lequel les annexera au registre d'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie lors des permanences suivantes pour recevoir les observations du public (orales et/ou écrites) :

Mairie - (Horaires d'ouvertures au public de la mairie) - Date et horaires des permanences des commissaires-enquêteurs :

- Mairie de Cascastel-des-Corbières, Grand'rue, 11360 Cascastel-des-Corbières (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 heures à 16 heures).

Mardi 4 avril de 9 heures à 12 heures

Vendredi 21 avril de 14 heures à 17 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures

- Mairie de Durban-Corbières, rue de la Mairie, 11800 Durban-Corbières (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; mercredi de 9 heures à 12 heures).

Lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 27 avril de 14 heures à 17 heures

Vendredi 5 mai de 14 heures à 17 heures

Vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Portel-des-Corbières, 10, avenue des Corbières, 11800 Portel-des-Corbières (du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures).

Mercredi 5 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 27 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Roquefort-des-Corbières, 2, chemin des-Evangélis, 11700 Roquefort-des-Corbières (lundi de 9 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures ; du mardi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures).

Lundi 3 avril de 16 heures à 19 heures

Vendredi 5 mai de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Sigean, place de la Libération 11700 Sigean (du lundi au jeudi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures).

Lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures

Mardi 18 avril de 14 heures à 17 heures

Jeudi 11 mai de 9 heures à 12 heures

Vendredi 19 mai de 14 heures à 17 heures.

- Mairie de Villeneuve-les-Corbières, avenue des Hautes Corbières, 11700 Villeneuve-les-Corbières (du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures).

Mardi 4 avril de 14 heures à 17 heures.

Vendredi 21 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 14 heures à 17 heures.

- Mairie de Villeseque-des-Corbières, 1, Grand'rue, 11800 Villeseque-des-Corbières (lundi, mardi, jeudi de 10 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 heures ; vendredi de 10 h 30 à 12 heures).

Jeudi 6 avril de 9 heures à 12 heures

Mardi 2 mai de 9 heures à 12 heures

Vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

Les documents seront également consultables, durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude - 105, boulevard Barbès 11838 Carcassonne. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ; et au Service Aménagement Territorial Est Maritime, rue du Pont de l'Avenir, BP 813, 11108 Narbonne cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04.68.90.22.00 (article L123-10 du C.E.).

Toute personne, peut, sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier à la DDTM de l'Aude, en charge du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane Reynier, chef de l'unité prévention des risques majeurs ou de M. José Saez chargé d'études dans la même unité.

Copies du rapport de la commission d'enquête et des conclusions motivées qu'elle émettra à l'issue de l'enquête seront déposées dans toutes les mairies sur le territoire desquelles se sera déroulée l'enquête, à la préfecture de l'Aude et à la Direction départementale des territoires et de la mer pour y être tenues à la disposition du public pendant un an. Il sera également consultable sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/actualites-r482.html>

Le projet de PPRI n'est pas soumis à l'évaluation environnementale en application de l'article L 122-4 du Code de l'Environnement. Le dossier comprenant les informations environnementales et la décision de l'autorité environnementale sont jointes au dossier d'enquête publique.

L'INDEPENDANT 04 avril 2017

INDEPENDANT

Payez par Carte Bancaire.
Votre annonce dans le journal sous 48 h
(selon le jour de parution le plus proche)

671971



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de l'Aude

AVIS D'OUVERTURE AU PUBLIC D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Rappel

Le public est avisé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 en date du 10 mars 2017, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) du bassin de la Berre sur les communes de Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières.

Celle-ci se déroulera : du 3 avril 2017 au 19 mai 2017, pour une durée de 47 jours.

A cet effet, une commission d'enquête a été désignée par Mme le Président du tribunal administratif de Montpellier. La commission est composée d'un président : M. Claude Fayt, Directeur Régional d'exploitation de la Société des Autoroutes du Sud de la France, retraité et de deux membres assesseurs, M. Bruno Froidure, ingénieur en agriculture, retraité et M. Gérard Biscan, urbaniste au Ministère de l'Équipement, retraité. M. Michel Islic, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, retraité est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

À l'issue de cette procédure, le projet de PPRI, éventuellement modifié, pourra être approuvé par le Préfet de l'Aude.

Les pièces du projet (note de présentation, résumé non technique, dossier cartographique, règlement), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront déposés dans chaque mairie concernée (Cascastel-des-Corbières, Durban-Corbières, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Villeneuve-les-Corbières et Villesèque-des-Corbières) afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête à la mairie concernée ou ses observations pourront également être adressées par correspondance au siège de l'enquête publique en mairie de Sigean - place de la Libération, 11130 Sigean, ou elles pourront être envoyées sur la boîte aux lettres du service Prévention des risques de la DDTM de l'Aude : ddtm-sprisir@aude.gouv.fr qui les transmettra dans les meilleurs délais à l'attention de M. le Président de la Commission d'Enquête, lequel les annexera au registre d'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie lors des permanences suivantes pour recevoir les observations du public (orales et/ou écrites) :

Mairie - (Horaires d'ouvertures au public de la mairie) - Date et horaires des permanences des commissaires-enquêteurs :

- Mairie de Cascastel-des-Corbières, Grand'rue, 11360 Cascastel-des-Corbières (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 heures à 16 heures).

Mardi 4 avril de 9 heures à 12 heures

Vendredi 21 avril de 14 heures à 17 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures

- Mairie de Durban-Corbières, rue de la Mairie, 11800 Durban-Corbières (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; mercredi de 9 heures à 12 heures).

Lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 27 avril de 14 heures à 17 heures

Vendredi 5 mai de 14 heures à 17 heures

Vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Portel-des-Corbières, 10, avenue des Corbières, 11800 Portel-des-Corbières (du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures).

Mercredi 5 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 27 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Roquefort-des-Corbières, 2, chemin des Évangélis, 11700 Roquefort-des-Corbières (lundi de 9 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures ; du mardi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures).

Lundi 3 avril de 16 heures à 19 heures

- Vendredi 5 mai de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 9 heures à 12 heures.

- Mairie de Sigean, place de la Libération 11700 Sigean (du lundi au jeudi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures).

Lundi 3 avril de 9 heures à 12 heures

Mardi 18 avril de 14 heures à 17 heures

Jeudi 11 mai de 9 heures à 12 heures

Vendredi 19 mai de 14 heures à 17 heures.

- Mairie de Villeneuve-les-Corbières, avenue des Hautes Corbières, 11700 Villeneuve-les-Corbières (du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures).

Mardi 4 avril de 14 heures à 17 heures.

Vendredi 21 avril de 9 heures à 12 heures

Jeudi 18 mai de 14 heures à 17 heures.

- Mairie de Villesèque-des-Corbières, 1, Grand'rue, 11800 Villesèque-des-Corbières (lundi, mardi, jeudi de 10 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 heures ; vendredi de 10 h 30 à 12 heures).

Jeudi 6 avril de 9 heures à 12 heures

Mardi 2 mai de 9 heures à 12 heures

Vendredi 19 mai de 9 heures à 12 heures.

Les documents seront également consultables, durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/ppri-de-la-berre-r1509.html>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté sur un poste informatique mis à la disposition du public à la DDTM de l'Aude - 105, boulevard Barbès 11838 Carcassonne. Les horaires d'accès seront les suivants : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ; et au Service Aménagement Territorial Est Maritime, rue du Pont de l'Avenir, BP 813, 11108 Narbonne cedex - uniquement le matin, sur rendez-vous au 04.68.90.22.00 (article L123-10 du C.E.).

Toute personne, peut, sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier à la DDTM de l'Aude, en charge du projet. Des informations sur le projet soumis à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Mme Oriane Reynier, chef de l'unité prévention des risques majeurs ou de M. José Saez chargé d'études dans la même unité.

Copies du rapport de la commission d'enquête et des conclusions motivées qu'elle émettra à l'issue de l'enquête seront déposées dans toutes les mairies sur le territoire desquelles se sera déroulée l'enquête, à la préfecture de l'Aude et à la Direction départementale des territoires et de la mer pour y être tenues à la disposition du public pendant un an. Il sera également consultable sur le site internet des services de l'État dans l'Aude à l'adresse suivante : <http://www.aude.gouv.fr/actualites-r482.html>

Le projet de PPRI n'est pas soumis à l'évaluation environnementale en application de l'article L. 122-4 du Code de l'Environnement. Le dossier comprenant les informations environnementales et la décision de l'autorité environnementale sont jointes au dossier d'enquête publique.

randonnées, scrupuleuse- tir de 7 h 30 au club nouse

ROQUEFORT-DES-CORBIÈRES

Enquête publique sur le PPRI

L'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondations (PPRI) des bassins de la Berre et du Rieu se déroulera du 3 avril au 19 mai. Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public (orales et/ou écrites) en mairie de Roquefort-des-Corbières lors des

permanences suivantes : lundi 3 avril et vendredi 5 mai de 14 à 17 heures, et jeudi 18 mai de 9 h à 12 heures. Un exemplaire du dossier sera déposé en mairie et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Il pourra y être consulté aux heures et jours d'ouverture de la mairie : lundi de 9 à 12 heures et

de 16 à 19 heures, du mardi au vendredi de 9 à 12 heures et de 14 à 16 heures. Le public pourra y consigner ses observations, propositions et contre-propositions. Le rapport et les conclusions établis à l'issue de l'enquête pourront être consultés pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête en mairie.

FITOU

Vente des brioches des Hirondelles

Dans le cadre de l'opération Brioches organisée par l'association Afdaim (Association Familiale Départementale d'Aide aux Personnes Handicapées Mentales), le CMJ (Conseil municipal des jeunes) et le CCAS (Centre communal d'actions sociale) de Fitou or-

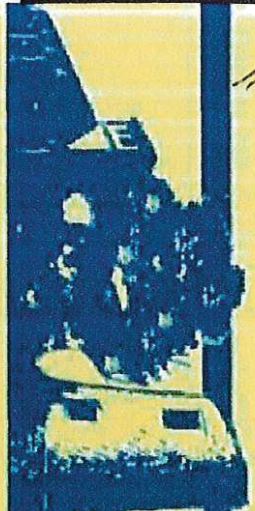
ganisent la vente des brioches des Hirondelles dans la commune. Celle-ci aura lieu samedi 1^{er} avril, place de la République chez Dany et André Sibaud de 8 à 12 heures, et de 9 h 30 à 11 h 30 sur la place des Combattants et de la Paix (près du monument aux Morts), sur le

parking du magasin SPAR et sur le parking de la cave du Capitat à côté du maraîcher. Une vente aura lieu aussi le mardi 28 mars à 16 heures et à 17 h 30 devant l'école, et un goûter « brioche » sera offert par la mairie aux enfants des écoles le 28 mars.

N12NA-1

28/03/17

L'INDÉPENDANT



Annonces Municipales



ANNONCES COMMERCIALES

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES COMMERCES, RESTAURANTS, ARTISANS et INFOS SPÉCIALES : page infos utiles

ANNONCES MUNICIPALES

Ce soir à 18 h 15 au Foyer des Campagnes : Exposition des TAP. Les enfants vous invitent à découvrir leurs travaux réalisés au 2ème trimestre, plus d'info sur www.roquefort-des-corbières.fr

Jusqu'au 2/04/2017 Opération brioches : Vente de brioches à l'épicerie et cet après-midi à 16 h à la sortie de l'école. Tarif : 6€.

Du 3/04/2017 au 19/05/2017 à la Mairie le lundi de 9 h à 12 h et de 16 h à 19 h ou du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h : Enquête publique Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) des bassins de la Berre et du Rieu sur les communes de Castetel des Corbières, Durban Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigeau, Villeneuve les Corbières. **Permanences des commissaires enquêteurs le lundi 3/04/2017 de 16 h à 19 h, le vendredi 5/05/2017 de 9 h à 12 h et le jeudi 18/05/2017 de 9 h à 12 h, plus d'info sur www.roquefort-des-corbières.fr**

Enquête publique relative au projet de PPRI&L de la Berre et du Rieu

Compte rendu de la visite de la visite du cours de la Berre, de Durban Corbières à Sigean, le 10 mai 2017

Participants :

- Association ARBRA :
 - BOSCH Jean Raymond, vice président
 - BOUQUET Jean Claude, membre CA, adjoint au maire de Villesèque
 - GARCIA Robert, membre, vigneron Villesèque
 - LABORDE Alain, membre CA
 - MONTANIE Jean Pierre, membre, vigneron Villesèque
 - NOWOTNY Bernard, président
 - MAITRE Catherine, membre, conseillère municipale Villesèque
 - PEREIRE Marie Laure Réserve Africaine de Sigean, membre
- Commission d'enquête du projet de PPRI&L :
 - BISCAN Gérard, membre
 - FAYT Claude, président
 - FROIDURE Bruno, membre

Cette visite a été organisée à la demande de l'association ARBRA, qui s'est exprimée une première fois, dans le cadre de la présente enquête, lors de la permanence du 27 avril. Elle a pour objet de parcourir une partie du cours de la Berre afin d'en apprécier les enjeux en termes d'entretien et d'aménagement.

Elle est précédée d'une présentation par les adhérents de l'association, de leur perception des problématiques d'inondation de la rivière, de ses conséquences sur les personnes et les biens, ainsi que sur les solutions à y apporter.

Le premier constat largement partagé par les intervenants est celui d'un sentiment de lassitude, de découragement, voire d'abandon éprouvé par la population locale en raison, entre autres, d'un manque de réactivité des autorités dans la mise en œuvre des travaux prévus à l'issue des évènements de 1999 et 2014.

A ce sujet Mr Garcia parle « d'un manque de motivation des habitants, en particulier des viticulteurs, dont certains envisagent de créer des ASA en vue de réaliser certains travaux d'urgence » et Mr Montanié souligne « la situation économique catastrophique de la vallée de la Berre ».

Le deuxième constat, mis en avant par les participants est celui de l'élévation continue du lit de la rivière en raison d'une accumulation des sédiments, pas uniquement à l'embouchure, comme cela est indiqué dans les études préalables à l'élaboration du projet de PPRI, mais plus en amont et notamment à partir de Durban.

Sur ce point, Mr Laborde évoque « la disparition des gouffres dans lesquels, au centre de Durban, la population avait l'habitude de se baigner » et ajoute « qu'auparavant le village était inondé lorsque la hauteur d'eau dans la rivière atteignait 3 mètres, alors qu'aujourd'hui il suffit de 1,50 mètre ».

Certains des participants rappellent que ces sédiments étaient régulièrement enlevés par les paysans qui les utilisaient pour l'entretien des chemins d'exploitation ou par les entreprises d'extraction des sables et graviers.

Mme Pereire souligne que « désormais, à l'embouchure le lit mineur n'existe plus, alors qu'il constitue une donnée de base dans la détermination de la hauteur d'eau de la crue de référence ».

Mr Montanié ajoute à ce sujet que l'accès au domaine de Gléon, dont il est propriétaire, par le pont éponyme était effectivement beaucoup plus bas qu'aujourd'hui et que progressivement le tracé du cours d'eau se modifie ».

Le troisième constat est celui de la permanence de l'encombrement du lit, soit par toutes sortes d'embâcles, tels que les vieux troncs d'arbres déracinés, les blocs de pierre déplacés lors des inondations, les détritiques jetés à même la rivière ou la présence d'une végétation arborée qui se régénère au cours du temps, soit par les atterrissements de sables et graviers.

A ce sujet Mr Nowotny « souligne l'impérieuse nécessité de remettre en état le lit de la Berre et ce n'est qu'à l'issue de cette opération que le PPRI trouvera sa légitimité ». Dans ce prolongement « il rappelle les conclusions de la Mission de médiation et d'expertise mandatée par le CGEDD qui a déterminé un plan d'actions complet et fixé des délais très courts quant à sa mise en œuvre ».

Tout en reconnaissant des avancées certaines dans l'organisation de la suite à donner à ce plan, avec la mise en place d'un comité de pilotage, d'un comité technique et d'un comité de suivi, il constate des dérives sur le plan opérationnel. A ce titre, il prend l'exemple du pont du Berrou à Durban où l'enlèvement de l'obstacle à l'écoulement hydraulique dans la quatrième arche de l'ouvrage est conditionné par l'acquisition d'une parcelle entière de terrain alors qu'une toute petite partie suffirait.

Parmi les conséquences à prendre en compte dans la mise en place du PPRI&L, l'association ARBRA met en exergue la dépréciation des biens ; « dans certains cas elle peut atteindre 50% » précise Mr Nowotny, qui complète son propos en informant la commission d'enquête qu'il avait sollicité le sénateur Courteau en vue de déposer deux requêtes au Parlement visant :

- Une atténuation de la taxe foncière pour les biens classés en zone inondable par un PPRI.
- Une modification des règles d'intervention du fonds Barnier concernant l'aide au financement des travaux obligatoires pour réduire la vulnérabilité, le reste à charge pour le propriétaire étant ramené à 40%, contre 60% aujourd'hui.

En appui à cette démarche, Mme Pereire souligne que La Réserve Africaine de Sigean a dû procéder récemment à une dépréciation de ses actifs de 50%.

A l'issue de cet exposé, Mr Fayt remercie les intervenants et leur demande d'exprimer par écrit ces informations, observations, remarques et propositions, dans les lieux d'enquête mis à disposition du public, afin que la commission d'enquête soit le mieux à même de les faire partager par le maître d'ouvrage.

A son tour Mr Nowotny remercie la commission d'enquête pour sa réactivité et sa capacité d'écoute. Il propose un découpage de la visite en cinq séquences :

- La point de confluence de la Berre et du Berrou, ainsi que le pont du Berrou, sur la commune de Durban.
- L'état du cours d'eau au lieu dit « château Bonnafous » sur la commune de Villesèque.
- Le pont de Gléon.
- Le site de l'ancien gué de franchissement de la Berre et la zone de ruissellement à Portel.
- Le site de la Réserve Africaine à Sigean

Le point de confluence de la Berre et du Berrou, situé quasiment à la sortie nord du village à 80 mètres en aval du pont révèle une accumulation importante de graviers (1,20m de hauteur) et une régénération rapide de la ripisylve, réduisant le passage de l'eau à un étroit ruisseau.

Quant au pont du Berrou, il semble qu'une intervention limitée, visant à supprimer une bande de terre de 4 à 5 mètres de large et correspondant au talus de la vigne, située immédiatement en amont du pont, sur la rive droite du Berrou, permettrait de rétablir le passage de l'eau. Il est à noter que la moitié de cette vigne, côté ruisseau, n'est plus entretenue.

Situé au carrefour de la route de Narbonne et de la route d'accès au village de Villesèque, le site du « château Bonnafous » est un point singulier en raison de sa faible déclivité qui en fait une sorte de cône de déjection des alluvions transportés par la Berre. Dès lors, c'est un secteur fortement exposé aux inondations de la Berre. La visite permet de vérifier que l'ouvrage de franchissement permettant le passage d'un chemin rural, posé sur cadres, constitue un frein sérieux à l'écoulement des eaux.

Au débouché du verrou de Ripaud, le secteur de Gléon a subi des dommages importants avec notamment la destruction du pont d'accès au domaine viticole et de plusieurs hectares de vignes. Comme on peut le constater « de visu », le pont a été reconstruit au même endroit, mais comme le précise Mr Montanié, à une hauteur plus élevée par rapport au lit de la rivière, ce qui a eu pour conséquence un rehaussement du chemin d'accès au pont, depuis la route départementale. Or, en période de crue, ce rehaussement constitue un obstacle à l'écoulement et est susceptible de générer des désordres en aval.

Par ailleurs, l'élévation du lit de la Berre, en amont du pont, a pour effet d'éroder le talus rive droite et de générer la perte de terrain agricole sur près de 15 m de large. Cela a entraîné en 2014 le débordement (embâcles sous le pont) par le haut, coté bâtiments.

Enfin en position dominante sur le pont, apparaît nettement, en direction de l'Est, la vigueur de la ripisylve qui, sans intervention humaine, est susceptible d'obstruer dangereusement le cours d'eau.

Plus en aval, à l'entrée du village de Portel, la visite permet de constater l'effacement récent d'un obstacle, constitué par un passage à gué bétonné sur la Berre, ce qui laisse penser que les choses sont bien en train de bouger. Selon Mr Nowotny le coût de cet effacement aurait été limité à 17 000€. Toutefois la mise en place d'un petit enrochement, avec semble-t-il des blocs de pierre récupérés sur place et destiné à protéger les jardins proches, laisse les visiteurs interrogatifs.

Enfin, à la demande d'un habitant du village, la visite se prolonge sur la zone d'extension urbaine située au dessus de la cave coopérative, identifiée au projet de PPRI comme une zone sensible au ruissellement et où, les constructeurs de maisons individuelles ne paraissent pas très soucieux du respect de la loi sur l'eau.

La visite se termine à l'embouchure de la Berre, sur le site de la Réserve Africaine de Sigean.

Mme Pereire, au nom du parc animalier, déposera un dossier complet le dernier jour de l'enquête en mairie de Sigean

Elle rappelle que la Réserve s'est implantée sur ce site au début des années 1970 avec l'accord des services de l'Etat et notamment de la Mission Racine et qu'elle joue sur le plan économique un rôle de premier plan.

Elle a subi des dommages importants lors des évènements de 1999 et de 2014 et l'hypothèse de son déplacement a été, à un moment, envisagée.

Aujourd'hui des investissements sont consentis pour améliorer la situation par rapport au risque d'inondation : création de zones refuge à l'attention des animaux, implantation de clôtures mobiles, laissant passer l'eau par-dessous en cas de submersion.

Toutefois la Réserve souhaite :

- que son activité soit prise en compte dans le PPRI à la hauteur de l'enjeu économique qu'elle représente ;
- que certains aménagements visant à améliorer la sécurité puissent être examinés avec attention par les services de l'Etat en charge du projet de PPRI et notamment le comblement de la « brèche » ouverte en 99 dans l'enrochement de la Berre, à proximité du hameau du lac et le projet de création d'une zone déversoir dans l'étang de Sigean pour accueillir une partie des eaux de la Berre en cas de crue.

En fin de journée Mr Fayt , président de la commission d'enquête renouvelle sa recommandation concernant l'intérêt pour les membres de l'association ARBRA de formaliser leurs demandes, soit dans les registres, soit par courrier électronique ou postal.

Fait à Sigean le 12/05/2017

La commission d'enquête

DEPARTEMENT DE L'AUDE

PREFECTURE DE L'AUDE

COMMUNE DE ROQUEFORT DES CORBIERES

ENQUETE PUBLIQUE

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX ET
D'INONDATION
DU BASSIN DE LA BERRE ET DU RIEU (PPRI)**

Du 03 avril au 19 mai 2017

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

La Commission d'Enquête : Claude FAYT, Bruno FROIDURE, Gérard BISCAN

SOMMAIRE

Article R 123-18 - Code de l'Environnement :

"Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse".

Article 7 – Arrêté Préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 du 10 mars 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au dossier du Plan de Prévention des Risques d'Inondation du bassin de la Berre et du Rieu sur les communes de Cascastel des Corbières, Durban-Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigean, Villeneuve les Corbières, Villesèque des Corbières :

"Après la clôture de l'enquête, la commission d'enquête rencontrera sous huitaine le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse."

I - : LA PARTICIPATION DU PUBLIC, LE CLASSEMENT DES OBSERVATIONS ET LES THEMES RETENUS page 3

II – RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES page 5

II-1 : LES OBSERVATIONS ET DEMANDES DU PUBLIC page 5

II-2 : LES OBSERVATIONS ET DEMANDES DE LA COMMISSION D'ENQUETE page 11

II-3 : LA RENCONTRE AVEC MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE ROQUEFORT DES CORBIERES page 11

III – SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS PAR THEME ET QUESTIONS AU MAÎTRE D'OUVRAGE page 12

I - LA PARTICIPATION DU PUBLIC, LE CLASSEMENT DES OBSERVATIONS ET LES THEMES RETENUS

Contributions du public :

Le public s'est exprimé au travers :

- Du registre d'enquête mis à sa disposition en mairie de Roquefort des Corbières,
- De lettres, documents ou dossiers remis sur le lieu de l'enquête, pendant et hors des permanences et annexés au registre,
- De courriels ,
- D'échanges oraux avec le commissaire enquêteur lors des permanences.

➤ Remarques inscrites sur le registre d'enquête : 13

➤ Lettres et dossiers joints au registre d'enquête : 13

➤ Courriels joints au registre d'enquête : 1

Courriel concernant le dossier de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES : Le courriel a été adressé à la mairie de Roquefort des Corbières par M. COPOVI. Il reprend les demandes exprimées oralement au commissaire enquêteur lors de la deuxième permanence du 5 mai 2017.

➤ Remarques orales notées par la commission d'enquête :

La commission d'enquête a retranscrit 10 observations orales du public reçu au cours des permanences.

La liste exhaustive des personnes qui se sont exprimées par écrit ou oralement, au cours de l'enquête, avec un résumé de leurs observations et interrogations, est présentée au § II ci-après.

La synthèse proposée ne reprend pas systématiquement l'intégralité des observations, remarques ou demandes formulées, surtout si celles –ci dépassent le cadre de l'enquête en cours.

L'objet est avant tout de dégager l'essentiel des diverses observations et remarques par un classement de répartition selon les 5 thèmes suivants afin

d'en faciliter l'analyse et le traitement.

En Pièces jointes : Copie des pages du registre mis à la disposition du public à la mairie de Roquefort des Corbières avec les observations du public et des documents réceptionnés par la commission d'enquête et annexés au registre de cette mairie.
Les observations ont été référencées en attribuant un numéro d'ordre aux contributions de chaque personne sur le registre d'enquête de la mairie de Roquefort des Corbières. Ce numéro d'ordre est précédé du sigle de la commune (ROQ) et est suivi de la lettre P si la contribution a été déposée lors d'une permanence.

Ex : ROQ 1 P (ROQ : sigle de la commune ; 1 : numéro d'ordre ; P : Contribution déposée lors d'une permanence)

Thèmes retenus :

A3 : Documents cartographiques

B : Entretien du lit des rivières

C1 : Extensions de ZUC

C2 : Requalifications de zonage

D - Pertinence des zones hydro-géomorphologiques et de leur portée ; confusion avec le ruissellement

H : Travaux

II - RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES

II-1 LES OBSERVATIONS ET DEMANDES DU PUBLIC - RECAPITULATIF

OBS N° Date	Nom	Reçue par le CE	Mention sur le registre	Contrib. écrite jointe	Obs. orale	Nature de l'observation	Thèmes
ROQ 1P 03/04/17	M. CANAL André et sa Fille 11540 Roquefort des Corbières.	2	X	D		Voir document joint : ROQ 1 D (1 page – Plan TOPO) M. CANAL confirme sa demande formulée par lettre du 15/09/2016 relative à la parcelle n°24 (Champ de Naut), et est toujours dans l'attente des éléments de réponse du bureau d'études comme indiqué dans la lettre DDTM du 13/12/2016 Il demande en outre quelles sont les possibilités de construction dans l'état de classement actuel de cette parcelle. Il estime que les constructions sont possibles à condition de remblayer le terrain et de construire des bâtiments sur-élevés. Il joint en pièce annexe un levé de nivellement de la parcelle déjà communiqué aux services de la DDTM.	C2
ROQ 2P 03/04/17	M. et Mme ALVERNHE Jean Luc et Françoise 3 chemin de Saint Martin 11540 Roquefort des Corbières.	2	X			La parcelle B 326 est classée en zone blanche, alors que la parcelle mitoyenne B 325 qui est au même niveau est classée en grande partie en zone Ri3. Ils demandent que la parcelle B 325 soit classée en zone blanche.	C2
ROQ 3P 03/04/17	M. CLASTRES Didier et Mme LOUBIE Chantal 5 rue du Commerce 11540 Roquefort des Corbières.	2			X	Ces personnes sont venues consulter le plan réglementaire pour connaître le zonage de certaines parcelles leur appartenant. Ces parcelles étant classées en zone Ri2 ; les propriétaires vont consulter le dossier sur internet, et en particulier les pièces écrites du règlement.	
ROQ 4P	M. BOULARD Jean-	2			X	Ces deux frères ont constaté que leur demande de classement des parcelles C 1486 et C 1487 a été	

03/04/17	Marc 7 Route des Corbières et M. BOULARD Philippe 11 Route des Corbières 11540 Roquefort des Corbières..				prise en compte. Elles ont été intégrées dans la ZUC et classées en Ri2. Ils s'interrogent toutefois sur le bien-fondé du classement de petites zones rouge (Ri1) figurant sur la parcelle la plus grande, car ils estiment qu'il n'y a pas de points bas justifiant ce classement partiel en Ri1.	
ROQ 5P 03/04/17	M. MIQUEL André 38 Ave de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	1		X	M. MIQUEL a constaté sur le plan de zonage réglementaire que des parcelles situées au nord de la zone à urbaniser qui sont quasiment au même niveau sont classées en partie en zone blanche et en partie en zone Ri3. Il reviendra déposer une observation sur le registre	C2
ROQ 6P 03/04/17	M. RIVIERE Pierre 5 Chemin de la Trillade 11540 Roquefort des Corbières..	1		X	M. RIVIERE s'est déjà exprimé lors de la phase de concertation du public. La réponse de la DDTM ne le satisfait pas. Il considère que ses parcelles constituent un "décrochement" (dent creuse) dans la ZUC..	C1
ROQ 7 07/04/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Eglise 11540 Roquefort des Corbières		D		Voir document joint : ROQ 7 D (2pages) Lettre du 15/09/17 adressée à la DDTM lors de la phase de concertation avec un plan de nivellement du terrain établi par un géomètre. Demande de classement en aléa modéré.	C2
ROQ 8 04/05/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Eglise 11540 Roquefort des Corbières			L	Voir lettre jointe : ROQ 8 L (1page) Demande de remblaiement du creux et proposition de rétablir le système de drainage existant antérieurement. Il est précisé qu'en dessous de la parcelle un réseau pluvial est prévu par la mairie.	C2
ROQ 9 04/05/17	M. CANTIE Bernard 14 rue de Labadal 11540 Roquefort des Corbières.			X	Conteste le classement en zone inondable des parcelles 221 et 222. Il affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone. Demande de revoir le classement	C2
ROQ 10 05/05/17	M. et Mme CANAL André et leur Fille 5 Rue de l'Eglise			X	Rajout d'une précision sur la lettre déposée le 04/05/17 (ROQ 8) concernant le ruissellement de l'eau, et la prévision d'un réseau pluvial réalisé par la mairie au-dessous de la parcelle	C2

	11540 Roquefort des Corbières.								
ROQ11 P 05/05/17	M. BEY Marc 8 Rue de Lacapelle 11540 Roquefort des Corbières.	1	X	D				C2	Voir document joint : ROQ 11 L (4 pages) M. BEY considère que la partie de la parcelle C 1296 – 1307 classée en aléas fort (R1 1) résulte d'une erreur matérielle et devrait être classée dans sa totalité en aléa modéré (R12).
ROQ12 P 05/05/17	M. RIVIERE Pierre 5 Chemin de la Triolle 11540 Roquefort des Corbières.	1				X		C1	Confirme ses observations de la précédente permanence, et demande une re-délimitation de la ZUC.
ROQ 13P 05/05/17	M. MIQUEL André 38 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	1				X			Confirme les observations formulées lors de la permanence du 03/04/17. Reviendra déposer un dossier
ROQ 14P 05/05/17	Mme PERTL Claire 32 avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	1				X			Prend connaissance du classement de certaines parcelles. Reviendra déposer un dossier.
ROQ 15P 05/05/17	Mme COMBRES Carole 1 Impasse des Tilleuls 11540 Roquefort des Corbières.	1				X			Mme COMBRES souhaitait obtenir des précisions sur les critères de classement de différentes zones.
ROQ 16P 05/05/17	M. COPOVI Lilian 60 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	1				X		C2	M. COPOVI souhaiterait pouvoir réaliser un bassin de décantation à proximité de la station d'épuration sur des parcelles dont une partie est classée RI 3. Reviendra déposer un dossier.
ROQ 17 10/05/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Eglise 11540 R d C		X					C2	Demande le reclassement des parcelles A 268, A 269, A 266 et A 267. IL affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone.

ROQ 18 14/05/17	M. PARNAUD Alain 1 place de l'Eglise 11160 Caunes Minervois	X	D	Voir document joint : ROQ 18D (2pages) Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 275 et A 276 qui sont contigües à des parcelles déjà construites A 1979, A 1980 et A 1981.	C2
ROQ 19 15/05/17	M. RAYNAUD Jacques	X	D	Voir document joint : ROQ 19D (1page) Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 259 et A 260 qui de mémoire n'ont jamais été inondées.	C2
ROQ 20 15/05/17	Mme VILLAGORDO Roselyne 14 rue des Ecoles 11130 Sigean	X		Pour le compte de Mme FELIX Agnès, demande que les parcelles A 1932 et A 1930 qui sont la suite de deux parcelles déjà construites depuis 2010 soient classées en terrain non inondable.	C2
ROQ 21 15/05/17	M. MIQUEL André 38 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières	X	D	Voir document joint : ROQ 21D (1page) Demande que les parcelles A 218 et A 219. soient classées en zone blanche. Il n'a jamais constaté d'eau sur ces parcelles.	C2
ROQ 22P 18/05/17	Mairie de Roquefort : MM. VIE et CLEMENT adjoints, M. CATHALA ; Bureau d'Etudes GAXIEU : Mme FISSOT Aurélie et M. LE MASLE	X	D	Voir dossier joint : ROQ 22D (43 pages + 2 annexes) Dossier commenté parle bureau d'études Gaxieu : Etude de faisabilité pour l'ouverture à l'urbanisme d'une zone agricole. Une analyse exhaustive (hors impact du PPRI) des possibilités de développement sur le territoire de la commune de Roquefort permet de retenir le secteur du lieu-dit Gairaud, comme étant le seul qui : -n'est pas impacté par de zonages environnementaux réglementaires, -présente des enjeux environnementaux faibles, -s'inscrit dans une parfaite cohérence avec la forme urbaine déjà existante, -présente une faisabilité relativement aisée, tant en termes d'accès que de réseaux. Les documents du PPRI soumis à l'enquête publique indiquent que le secteur situé au lieu-dit Gairaud : -N'est pas soumis aux aléas inondation fort et modéré obtenus par modélisation, -Est soumis à l'aléa inondation déterminé par la méthode hydrogéomorphologique et à un aléa ruissellement,	

		<p>-Est considéré comme étant hors zone d'urbanisation continue (ZUC) et donc classé majoritairement dans le zonage réglementaire Ri3. Ce zonage vise à préserver les capacités d'écoulement ou de stockage des crues en y interdisant les constructions nouvelles.</p> <p>L'analyse des pièces présentées à l'enquête publique du PPRI de la Berre et du Rieu n'apportent pas suffisamment d'éléments pour caractériser l'inondabilité du secteur du lieu-dit Gairaud.</p> <p>Les interrogations soulevées à l'enquête sont les suivantes :</p> <p>1-Quelle est la différenciation entre l'aléa inondation induit par le débordement du réseau hydrographique et l'aléa induit par ruissellement pluvial. Quelle a été l'articulation entre le modèle de ruissellement et le modèle hydraulique ?</p> <p>2-Quelle est la caractérisation de l'aléa "ruissellement important" ?</p> <p>3-La donnée Lidar exploitée sur la commune de Roquefort a-t-elle une résolution suffisante pour prendre en compte l'ensemble des axes d'écoulement existants jusqu'aux plus petits d'entre eux (ravines, fossés, ..) ?</p> <p>4-La donnée Lidar exploitée sur la commune de Roquefort des Corbières prend-elle en compte des murs et des ouvrages susceptibles de modifier l'écoulement naturel du ruissellement comme les réseaux enterrés ?</p> <p>5-Pouquoi les zones inondables définies par la méthode hydrogéomorphologique diffèrent de celles présentées par l'Atlas des zones inondables ?</p> <p>Est-ce que ce nouveau zonage résulte d'une expertise particulière ?</p> <p>Auquel cas il serait déterminant de caractériser le dire d'expert : s'agit-il d'une délimitation par incertitude, d'un lit majeur exceptionnel, existe-il des données historiques, ... ?</p> <p>Afin de mieux comprendre l'évolution de la cartographie dans les zones inondables par la méthode hydrogéomorphologique, il serait bon que la note d'expertise hydrogéomorphologique puisse être mise à disposition.</p> <p>6-Aucune justification/explication des modifications apportées aux cartographies des aléas et des zonages réglementaires n'est disponible dans les différents documents présentés à l'enquête publique vis à vis de ceux présentés lors de la concertation avec le public :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aléa ruissellement important sur les zones inondables par méthode hydrogéomorphologique, • Zonage Ri3 différent. <p><u>Conclusion :</u> Considérant qu'il a été démontré, comme demandé par les Services cde l'Etat par courrier en date du 25 janvier 2017, que le secteur de Gairaud demeure le seul secteur sur lequel le développement futur pourra être envisagé, la commune souhaite que ce secteur soit intégré à la Zone</p>
--	--	--

C1
C2

									d'Urbanisation Continue (ZUC), dans le PPRI en tant que zone susceptible d'être ouverte à l'urbanisation (Ri4). Cela implique que l'aménagement de ce secteur tienne compte de dispositions spécifiques à la gestion du ruissellement pluvial.
ROQ 23P 18/05/17	M. COPOVI Lilian 60 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	2	D						Voir document joint : ROQ 23D (2pages) Mail de M. COPOVI adressé à la mairie de Roquefort et remis au commissaire enquêteur concernant le classement des parcelles B 344, B 343, B331, B 325, B 332, situées à proximité de la station d'épuration et sur lesquelles il souhaiterait réaliser un bassin de décantation des eaux rejetées par la station d'épuration. Ces eaux permettraient ensuite d'irriguer les vignes du secteur. (Ce mail confirme les demandes formulées oralement lors de la permanence du 05 mai)
ROQ 24P 18/05/17	M. MIQUEL Olivier	2	D						Voir document joint : ROQ 24D (2pages) Demande le classement en zone blanche: des parcelles du secteur Gayraud : A 248, A 249, et du secteur Saint Martin : D 1859. Il atteste qu'aucune inondation n'a été constatée sur ces parcelles
ROQ 25P 18/05/17	M. et Mme GIRARD Bernard et leur fils Rue du Stade 11540 Roquefort des Corbières	3							Contestent la mise en zone inondable des parcelles D 586 (Saint Martin), et D 709 (La Triolle). Il affirme également que depuis plus de 70 ans, ces parcelles n'ont jamais été inondées.
ROQ 26P 18/05/17	Mme PERTL Claire 32 avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	1					X		Demande des précisions concernant le classement de certaines parcelles lui appartenant. Formulera ses observations sur le registre d'enquête.
ROQ 27 18/05/17	M. CLASTES Didier 5 rue du Champ de Naut 11540 Roquefort des Corbières			X	L				Voir lettre jointe : ROQ 27L (1page) M. CLASTES propose pour résoudre le problème d'écoulement des eaux de pluie de Roquefort : <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration et extension du pluvial sur 3 axes qui déversent dans le RIEU : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avenue de Montpezat, ○ Rue Fount de las Muolas, ○ Route des Corbières, ● Redimensionner le pluvial Rue du Champ de Naut,

						<ul style="list-style-type: none"> • Nettoyer et ne pas boucher les ruisseaux ouverts, • Entretien du lit et berges du RIEU, • Entretien du ruisseau angle du stade (environ 3m au départ, 1m à l'arrivée ?). <p>Pour ces raisons il émet un avis défavorable au projet de PPRI, puisque des solutions existent.</p>	
ROQ 28 18/05/17	M. RIVIERE Pierre 5 Chemin de la Triolle 11540 Roquefort des Corbières	X	D			<p>Voir document joint : ROQ 28D (1page) Les parcelles A 283, A 285, et A 286 sont impactées par des taches (Ri3) sur le plan. Il ne voit pas à partir de quels critères ces parcelles ont été classées. Il demande un classement en zone homogène constructible.</p>	C2
ROQ 29 19/05/17	Mme PERTL Claire 32 avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	X	D			<p>Voir document joint : ROQ 29D (4 pages) Les parcelles D 1858 et D 596 sont classées en zone Ri3. Elle ne comprend pas, car ses parents (78 ans) n'ont jamais vu d'inondations sur ces parcelles. Elle constate en plus que les parcelles attenantes : D 1762, D1761, D1792, D587, A1053, D 581, D 587, D591 ? D599, D598, et D984, sont soit en zone blanche, soit classées en Ri4 ou RIP. Certaines sont déjà construites ou en cours de construction. Elle demande que ses deux parcelles D 1858 et D 596 soient classées en zone blanche ou au pire en Zone Ri4 ou RIP.</p>	C2

II-2 - LES OBSERVATIONS ET DEMANDES DE LA COMMISSION D'ENQUETE

A3- Cartographie :

- Absence de références topographiques, de repérage des parcelles,
- Absence de références des hauteurs d'eau (Ex : Plan réglementaire),

C2 - Zonages ponctuels Ri3

D - Analyse géomorphologique – dossier trop succinct sur les explications des résultats obtenus,

II-3- LA RENCONTRE AVEC MADAME LE MAIRE DE LA COMMUNE DE ROQUEFORT DES CORBIERES

Comme le prévoit l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017, faisant référence aux articles R 123-16 et R 562-8 du Code de l'Environnement, la commission d'enquête, représentée par Claude FAYT président de la commission d'enquête relative au projet de PPRi, a entendu Madame le Maire de la commune de Roquefort des Corbières le samedi 13 mai 2017.

Au cours de cet entretien, Madame le Maire s'est essentiellement exprimée sur les possibilités d'aménagement et d'urbanisation de la commune qui se trouvent bloquées, en raison du classement de la zone envisagée en RI3. Elle a insisté sur les délais importants nécessaires pour l'établissement d'un projet de PLU et sa validation, qui nécessitent que le zonage du secteur envisagé soit reconsidéré sur le projet de PPRi de la commune. Le compte rendu de l'entretien est joint en annexe.

III - SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS PAR THÈME ET QUESTIONS AU MAÎTRE D'OUVRAGE

La synthèse proposée ne reprend pas systématiquement l'intégralité des observations, remarques ou demandes. Son objet est de dégager l'essentiel selon les 6 thèmes définis ci-dessus afin d'en faciliter l'analyse et le traitement.

En plus des éléments recueillis au cours de l'enquête auprès du public, la synthèse intègre des observations et questions de la commission d'enquête.

Présentation des questions :

Pour chaque thème sont successivement présentés avec les attributs de caractères suivants :

- *En caractère italique normal : des extraits des observations du public,*
- En caractère droit normal : des commentaires du commissaire enquêteur (pas systématiquement pour chaque thème ou sous thème),
- **En caractère droit gras : la (ou les) question(s) de la commission d'enquête.**

A3 : Documents cartographiques

OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE :

Cartographie :

- Absence de références topographiques, de repérage des parcelles (Un plan supplémentaire avec le numéro des parcelles, la représentation des

- cours d'eau, de la voirie) aurait grandement aidé le public et les membres de la commission d'enquête.
- Absence de références des hauteurs d'eau (Ex : Plan réglementaire) : Difficultés d'apprécier la hauteur d'eau sur les parcelles.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Certains plans présentent des difficultés de lecture et d'interprétation par manque de repères : numéros de parcelles, représentation cours d'eau, voiries,...

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Néant

B : Entretien du lit des rivières

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

ROQ 27 : Voir lettre jointe : ROQ 27L (1page)

M. CLASTES propose pour résoudre le problème d'écoulement des eaux de pluie de Roquefort :

- Nettoyer et ne pas boucher les ruisseaux ouverts,
 - Entretien du lit et berges du RIEU,
 - Entretien du ruisseau angle du stade (environ 3m au départ, 1m à l'arrivée ?).
- Pour ces raisons, cumulée aux demandes de travaux formulées ultérieurement, il émet un avis défavorable au projet de PPRI, puisque des solutions existent.*

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Effectivement les travaux d'entretien des cours d'eau, des fossés, des réseaux enterrés, ...ne peuvent qu'améliorer la situation en cas de fortes pluies. Il reste toutefois à en mesurer l'incidence sur la détermination des zones d'aléa et sur le zonage réglementaire.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

A qui incombe la réalisation de ces travaux (sur le domaine public et sur le domaine privé) ?

Qui prend la décision ?

Qui en assure le contrôle ?

C1 - Extensions de ZUC

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

ROQ 6 P - M. RIVIERE s'est déjà exprimé lors de la phase de concertation du public. La réponse de la DDTM ne le satisfait pas. Il considère que ses parcelles constituent un "décrochement" (dent creuse) dans la ZUC..

ROQ 12 P - Confirme ses observations de la précédente permanence, et demande une re-délimitation de la ZUC.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

La demande de M. RIVIERE concerne les parcelles D754, D755 et D756 du secteur de La Triolle qui sont en limite de ZUC . La partie basse est en zone d'aléa inondable déterminée par la méthode hydrogéomorphologique et classée en Ri3 et la partie haute en zone blanche (aléa et zonage). Elles constituent une "dent creuse" dans la délimitation de la ZUC. D'après la carte de l'hydrogéomorphologie, elles sont situées en terrains encaissants : versant. Elles sont pratiquement au sommet de la colline. Le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site. Il considère que l'urbanisation sur ces parcelles, qui y est peut être un peu difficile, mais réalisable, présente surtout comme atouts : le calme (limite sud de l'urbanisation) et le point de vue (vue sur le village).

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Quels sont les éléments qui ont été pris en compte pour tracer la limite entre la zone blanche et la zone d'aléa inondable ? Quelle est la hauteur d'eau qui peut, dans ce secteur, faire craindre des risques d'inondation ? Quels sont les critères qui ont été retenus pour exclure ces parcelles D754, D755 et D756 de la ZUC et constituer une "dent creuse" ?

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

Voir dossier joint : ROQ 22D remis par les représentants de la mairie et commenté par le bureau d'études GAXIEU

Considérant qu'il a été démontré, comme demandé par les Services cde l'Etat par courrier en date du 25 janvier 2017, que le secteur de Gairaud demeure le seul secteur sur lequel le développement futur pourra être envisagé, la commune souhaite que ce secteur soit intégré à la Zone d'Urbanisation Continue (ZUC), dans le PPRI en tant que zone susceptible d'être ouverte à l'urbanisation (Ri4).

Cela implique que l'aménagement de ce secteur tienne compte de dispositions spécifiques à la gestion du ruissellement pluvial.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Il s'agit d'une demande forte de la mairie et de son conseil municipal qui envisage prochainement de mettre à l'étude son nouveau PLU., et qui souhaiterait intégrer le secteur de Gairaud en zone d'extension urbaine.

Le dossier présenté par le bureau d'études développe des arguments démontrant que ce secteur est le seul secteur envisageable.

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Quels sont les éléments de réponse aux six interrogations du bureau d'études ?

Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les arguments développés par le bureau d'études et sur la demande d'intégration dans la ZUC ?

C2 – Requalifications de zonage

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

ROQ 1 Voir document joint : ROQ 1D (Plan Topo)

M. CANAL confirme sa demande formulée par lettre du 15/09/2016 relative à la parcelle n°24 (Champ de Naut) et est toujours dans l'attente des éléments de réponse du bureau d'études comme indiqué dans la lettre DDTM du 13/12/2016. Il demande en outre quelles sont les possibilités de construction dans l'état de classement actuel de cette parcelle. Il estime que les constructions sont possibles à condition de remblayer le terrain et de construire des bâtiments sur-élevés. Il joint en pièce annexe un levé de nivellement de la parcelle déjà communiqué aux services de la DDTM.

ROQ 7 Voir document joint : ROQ 7 D

Lettre du 15/09/17 adressée à la DDTM lors de la phase de concertation avec un plan de nivellement du terrain établi par un géomètre ; demande de classement en aléa modéré.

ROQ8 Voir lettre jointe : ROQ 8 L

Demande de remblaiement du creux et proposition de rétablir le système de drainage existant antérieurement.

Il est précisé qu'en dessous de la parcelle un réseau pluvial est prévu par la mairie.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Cette parcelle est située en zone urbanisée de la commune. Le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site. Il a pu constater qu'elle est directement accessible à partir de la rue, et qu'elle est bordée au Nord et au Sud par deux parcelles urbanisées dont le niveau est environ 30 à 40 cm au-dessus du niveau de la parcelle n° 24. Ces parcelles attenantes auraient été remblayées il y a des années.

Si l'on compare la situation de la zone rouge (Ri1) au levé topographique transmis à la DDTM et remis lors de l'enquête, on peut constater que cette zone est située approximativement en-dessous des points 49,20 – 49,30 NGF, et que le point le plus bas de la parcelle est à la cote 49,18n NGF. La hauteur d'eau maximum correspondant à la zone rouge serait d'environ 10 cm.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

La commission d'enquête demande d'examiner attentivement, à partir du levé topographique transmis par le pétitionnaire, l'importance du niveau d'eau justifiant ou pas le classement en Ri1 d'une partie de la parcelle.

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

Voir document joint : ROQ 11 L

M. BEY considère que la partie de la parcelle C 1296 – 1307 classée en aléas fort (Ri 1) résulte d'une erreur matérielle et devrait être classée dans sa totalité en aléa modéré (Ri 2).

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site. Il s'agit de deux parcelles urbanisées avec une maison d'habitation et un cabanon où le propriétaire envisage de réaliser une extension. La zone Ri1 figurant sur le plan réglementaire du PPRI ne lui permet pas de déposer une demande de permis. A vue d'œil, sur le site, le commissaire enquêteur n'a pas constaté des différences de niveaux sur l'ensemble de la partie non bâtie de la parcelle, justifiant le zonage Ri1 figurant sur le plan réglementaire du PPRI. Les photos du site jointes au dossier du pétitionnaire ne justifient pas la différence de classement entre Ri1 et Ri2, telle que présentée sur le plan.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage

La commission d'enquête demande d'examiner attentivement, les éléments qui ont été pris en compte pour différencier deux zones Ri1 et Ri2 sur cette parcelle, car il n'y a pas de différences de niveau entre la partie en Ri2 et partie en Ri1. Le classement de la totalité de la parcelle en Ri2 paraît justifié.

OBSERVATIONS DU PUBLIC (Cave coopérative) :

ROQ 23P : Voir document joint : ROQ 23D : Mail de M. COPOVI adressé à la mairie de Roquefort et remis au commissaire enquêteur concernant la zone Ri1 sur la parcelle C1436 (cave coopérative), il y a une petite zone Ri1. M. copovi conteste et explique qu'ils'agit d'une "flaque "sur une zone non parfaitement nivelée.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Effectivement, à vue d'œil, cette zone Ri1 située à l'arrière du bâtiment de la cave coopérative ne se justifie ni par sa superficie, ni par le dénivelé.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

La commission d'enquête demande d'examiner attentivement, les éléments qui ont été pris en compte pour différencier deux zones Ri1 et Ri2 sur cette parcelle, car il n'y a pas de différences de niveau notables entre la partie en Ri2 et partie en Ri1. Le classement de la totalité de la parcelle en Ri2 paraît justifié.

OBSERVATIONS DU PUBLIC : (La Vignasse)

ROQ 2P : La parcelle B 326 est classée en zone blanche, alors que la parcelle mitoyenne B 325 qui est au même niveau est classée en grande partie en zone Ri3. Ils demandent que la parcelle B 325 soit classée en zone blanche.

ROQ 16P : M. COPOVI souhaiterait pouvoir réaliser un bassin de décantation à proximité de la station d'épuration sur des parcelles dont une partie est classée RI 3. Reviendra déposer un dossier

ROQ 23P : **Voir document joint : ROQ 23D** : Mail de M. COPOVI adressé à la mairie de Roquefort et remis au commissaire enquêteur concernant le classement des parcelles situées à proximité de la station d'épuration et sur lesquelles il souhaiterait réaliser un bassin de décantation des eaux rejetées par la station d'épuration. Ces eaux permettraient ensuite d'irriguer les vignes du secteur.(parcelles : B 344, B 343, B331, B 325, B 332)

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Sur les parcelles concernées, au lieu-dit "La Vignasse", à proximité de la station d'épuration, le pétitionnaire projette de réaliser un bassin de décantation des eaux traitées et rejetées par la station d'épuration pour irriguer les vignes du secteur. La station d'épuration est implantée sur la parcelle 330, qu'est dans sa quasi totalité en zone blanche. Les parcelles pour lesquelles il est demandé un reclassement sont dans leur totalité classées en zone Ri3, mais très près de la zone blanche. En ce qui concerne les aléas : La parcelle B 325 est en partie en zone blanche, en partie en zone inondable déterminée par la méthode hydrogéomorphologique, et en partie en zone d'aléa modéré ; les parcelles B 344, B 343, et B331, sont dans leur quasi totalité zone inondable déterminée par la méthode hydrogéomorphologique; et la parcelle B 332 est en quasi-totalité en zone aléa modéré.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Quels sont les critères retenus pour obtenir ces différents classements sur chaque parcelle, et en particulier les hauteurs d'eau ? Ne peuvent-ils pas permettre un classement en zone blanche ?

OBSERVATIONS DU PUBLIC : (Saint Martin)

ROQ 24P :**Voir document joint : ROQ 24 D**

Demande le classement en zone blanche: du secteur Saint Martin : D 1859. Il atteste qu'aucune inondation n'a été constatée sur ces parcelles

ROQ 25 P : *Contestent la mise en zone inondable des parcelles D 586 (Saint Martin),*

Il affirme également que depuis plus de 70 ans, ces parcelles n'ont jamais été inondées.

ROQ 29 : **Voir document joint : ROQ 29D**

Les parcelles D 1858 et D 596 sont classées en zone Ri3.

Elle ne comprend pas, car ses parents (78 ans) n'ont jamais vu d'inondations sur ces parcelles. Elle constate en plus que les parcelles attenantes : D 1762, D1761, D1792, D587, A1053, D 581, D 587, D591, D599, D598, et D984, sont soit en zone blanche, soit classées en Ri4 ou RiP. Certaines sont déjà construites ou en cours de construction.

Elle demande que ses deux parcelles D 1858 et D 596 soient classées en zone blanche ou au pire en Zone Ri4 ou RiP.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

La parcelle D 1859 est attenante aux parcelles D 1761 (construite et classée en Ri4) et D 591 classée en RiP.
La parcelle D 586 est en grande partie en zone blanche et attenante à une parcelle classée en RiP
Les deux parcelles D 1858 et D 596 sont attenantes à des parcelles classées en RiP, dont certaines sont déjà construites.
L'ensemble de ces parcelles est en zone inondable déterminée par la méthode hydrogéomorphologique.
La rue qui dessert ce secteur est en partie viabilisée : les lampadaires d'éclairage public sont en place.

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Quelles sont les hauteurs d'eau prises en compte pour déterminer la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ?

A partir de quels éléments a été déterminée la limite entre les zones RiP et le zonage Ri3 ?

Quels sont les éléments qui s'opposent au classement de ces parcelles en zone blanche, ou en Ri4 ou RiP ?

OBSERVATIONS DU PUBLIC : (Gairaud)

ROQ 9 : Contesté le classement en zone inondable des parcelles 221 et 222. Il affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone. Demande de revoir le classement
ROQ 17 : Demande le reclassement des parcelles A 268, A 269, A 266 et A 267. Il affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone.
ROQ 18 : **Voir document joint : ROQ 18 D** - Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 275 et A 276 qui sont contigües à des parcelles déjà construites A 1979, A 1980 et A 1981.
ROQ 19 : **Voir document joint : ROQ 19D** - Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 259 et A 260 qui de mémoire n'ont jamais été inondées.
ROQ 20 : Pour le compte de Mme FELIX Agnès, demande que les parcelles A 1932 et A 1930 qui sont la suite de deux parcelles déjà construites depuis 2010 soient classées en terrain non inondable.
ROQ 21 : **Voir document joint : ROQ 21D** - Demande que les parcelles A 218 et A 219, soient classées en zone blanche. Il n'a jamais constaté d'eau sur ces parcelles.
ROQ 24 P : **Voir document joint : ROQ 24D** - Demande le classement en zone blanche: **des parcelles du secteur Gairaud : A 248, A 249**. Il atteste qu'aucune inondation n'a été constatée sur ces parcelles
ROQ28 : **Voir document joint : ROQ 28D** - Les parcelles A 283, A 285, et A 286 sont impactées par des taches sur le plan. Il ne voit pas à partir de quels critères ces parcelles ont été classées. Il demande un classement en zone homogène constructible.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Il y a une forte contestation des propriétaires de parcelles situées sur ce secteur qui ne comprennent pas le classement en Ri3 qui correspond en grande partie à un aléa inondation déterminé par la méthode hydrogéomorphologique. Ils affirment avec vigueur qu'il n'y a jamais eu d'inondations sur ce secteur, même par fortes pluies les eaux de ruissellement s'écoulent naturellement vers le Rieu qui est d'ailleurs séparé de ce secteur par une zone blanche. Ces

demandes de reclassement rejoignent la demande de la mairie de considérer que ce secteur est urbanisable.

(certaines parcelles sont classées en totalité ou en partie en zone blanche)

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage

Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ?

Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ?

Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?

OBSERVATIONS DU PUBLIC (La Triolle) :

ROQ 25 P : Contestent la mise en zone inondable de la parcelle D 709 (La Triolle).

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Cette parcelle D 709 en limite de ZUC et attenante à une parcelle construite classée en Ri4 et Ri2. Le zonage de la parcelle D 709 est en partie en zone Ri3 et en partie en zone blanche. En terme d'aléa elle est dans la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique.

Question de la commission d'enquête du commissaire enquêteur au maître d'ouvrage :

Comme pour les autres parcelles l'inondabilité déterminée par la méthode hydrogéomorphologique doit être démontrée ?

Comment a été établie la limite entre zone blanche et zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ?

Ne peut-on pas envisager de réintégrer cette parcelle en zone blanche ?

OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Zonages ponctuels Ri3

Le plan de zonage réglementaire fait ressortir des "pastilles" de zones rouge (Ri3) sur un grand nombre de parcelles de l'agglomération de Roquefort des Corbières. Ces zones sont certes de superficie relativement limitée, mais peuvent avoir une incidence non négligeable en cas de demande de travaux autorisés en zone Ri2 et interdits en zone Ri1.

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Quelques propriétaires ont réagi et demandé la suppression de ces zones Ri1, dont ils ne voient pas et ne comprennent pas le fondement.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

Il est demandé de répertorier toutes les parcelles concernées , analyser le bien-fondé des classements indiqués sur la carte d'aléa et sur le plan de zonage réglementaire, et supprimer les zones Ri1 qui ne sont pas pleinement justifiées.

D – PERTINENCE DES ZONES HYDRO-GEOMORPHOLOGIQUES ET DE LEUR PORTEE.CONFUSIO AVEC LE RUISELLEMENT

OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Analyse géomorphologique – dossier trop succinct sur les explications des résultats obtenus,

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

L'application de cette méthode suscite beaucoup d'interrogations. Des explications précises avec validation sur le terrain seraient fortement souhaitables.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage

Quel est le degré de fiabilité des résultats obtenus et présentés ?

Que compte faire le maître d'ouvrage pour mieux informer et sensibiliser le public ?

H – TRAVAUX

OBSERVATIONS DU PUBLIC :

ROQ 27 : Voir lettre jointe : ROQ 27L (1page)

M. CLASTES propose pour résoudre le problème d'écoulement des eaux de pluie de Roquefort :

- **Amélioration et extension du pluvial sur 3 axes qui déversent dans le RIEU :**
 - Avenue de Montpezat,
 - Rue Fount de las Muolas,
 - Route des Corbières,
 - **Redimensionner le pluvial Rue du Champ de Naut,**
- Pour ces raisons, cumulées avec celles relatives à l'entretien, il émet un avis défavorable au projet de PPRI, puisque des solutions existent.**

COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Compte tenu de la progression des zones urbanisées ou à urbaniser, il est effectivement nécessaire d'améliorer et de redimensionner le réseau pluvial.

Lors de l'entretien avec Mme le Maire, celle-ci a convenu qu'il était nécessaire de réaliser des travaux d'assainissement pluvial. Elle a même précisé qu'en première phase un projet de 900 000 € devait débiter fin 2017, et qu'il permettrait de traiter le secteur entre la cave coopérative et le Rieu. Les phases suivantes devraient progresser vers le village historique, pour qu'à terme les eaux de ruissellement soient canalisées vers le Rieu.

Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage :

L'amélioration du réseau pluvial devrait permettre de limiter les risques d'inondations par ruissellement. Comment cette nouvelle donne en matière de ruissellement sera-t-elle prise en compte dans la détermination des zones d'aléas (hydrogéomorphologie) et par voie de conséquence dans le zonage réglementaire du PPRI ?

Le 29 mai 2017

La commission d'enquête

Claude FAYT
Président

Bruno FROIDURE
Membre

Gérard Biscan
Membre

Nota : En pièces jointes :

- Copies des pages des registres d'enquête avec les pièces annexées (dossiers et lettres déposés par le public et la commune de Roquefort des Corbières

Compte rendu de l'entretien avec Madame le Maire de Roquefort Corbières le 13 mai 2017

Comme le prévoit l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017, faisant référence aux articles R 123-16 et R 562-8 du code de l'environnement, la commission d'enquête relative au projet de PPRI, représentée par Claude FAYT président de la commission a entendu le 13 mai 2017 en mairie de Roquefort des Corbières Madame THERON-CHET Maire de la commune avec Messieurs CLEMENT et VIE , adjoints qui ont participé à cet entretien.

Au cours de cette rencontre, Mme le Maire a d'abord précisé les orientations de la commune en matière d'urbanisme et d'aménagements vers un projet progressif, harmonieux, cohérent et homogène.

La commune est passée en trente ans de 550 à 1000 habitants. L'objectif est d'atteindre les 1200 habitants, en restant une vraie entité, sans discontinuités, sans devenir une cité dortoir, avec une vie et des relations harmonieuses entre les habitants.

L'extension de la commune est bloquée par des barrières naturelles : la falaise au sud, le massif de la Triolle au sud-ouest, la colline de la chapelle St Martin à l'ouest et par les axes de voies de communications route nationale, autoroute, et ultérieurement ligne TGV à l'est. Le développement de l'agglomération ne peut donc s'envisager que vers le nord. Un développement hors de cette zone entraînerait une coupure avec le village historique et un éclatement de l'urbanisation entraînant des coûts d'aménagement supplémentaires, l'implantation de services complémentaires, un mode de vie différent pour les habitants, une intégration plus difficile pour les nouveaux arrivants,

Elle a été surprise découvrir lors d'une réunion à Sigean en 2014 que le projet de PPRI présenté ne permettait pas les orientations envisagées par les élus locaux en matière d'urbanisation.

Suite aux demandes de la mairie pour intégrer dans la ZUC le secteur du lieu-dit Gairaut (espace compris entre "les Figuerasses", le chemin de Sigean, le cimetière et le chemin communal n° 27), des arguments de refus évoqués des services de l'Etat, *(la commune dispose d'autres secteurs hors zones inondables pouvant être ouverts à l'urbanisation, notamment que le développement ne peut se réaliser à un autre endroit, ce qui n'est pas le cas)* ne donnent pas satisfaction aux élus. Les suggestions des services de l'Etat ne permettent pas une continuité

urbaine cohérente et harmonieuse telle qu'envisagée par la mairie.

Elle a insisté sur le fait que la zone proposée en matière d'aménagementset refusée par les services de l'Etat n'a, à la connaissance des anciens, jamais fait l'objet d'inondations ; et elle émet quelques interrogations sur les résultats de l'étude hydrogéomorphologique qui induit le classement présenté dans le projet.

Elle est toutefois consciente qu'il convient de réaliser des travaux d'assainissement pluvial. En première phase, un projet de 900 000 € qui doit débuter fin 2017 permettra de traiter la zone comprise entre le Rieu et la cave coopérative. Les phases suivantes progresseront vers le village historique, pour que les eaux de ruissellement soient canalisées vers le Rieu.

La commune est prête à accepter des contraintes d'aménagement permettant de poursuivre l'urbanisation vers le nord.

Les ZUC, telles que prévues dans le projet de PPRi permettent d'envisager le développement urbain sur les 10 prochaines années. Un nouveau PLU doit être établi dans les 5 années à venir. Il est donc indispensable qu'il puisse prendre en compte le développement urbain au-delà de 10 ans ; et que le PPRi ne bloque pas les possibilités d'extension prévues par la mairie.

Lors de la dernière permanence du 18 mai 2017, les services de la mairie remettront un dossier à intégrer au registre d'enquête, pour renouveler les demandes déjà formulées et rejetées par les services de l'Etat. Ce dossier sera accompagné d'une note technique établie par un bureau d'études.

Elle a ensuite pris connaissance des observations et questions émises par le public depuis le début de l'enquête. Elle comprend tout à fait la réaction des propriétaires de parcelles dont une partie est classée en zone RI3 (tâches rouge) alors qu'il n'y a jamais d'eau, si ce n'est quelques flaques lors des fortes précipitations, qui disparaissent très rapidement par infiltration ou par évaporation.

Avec MM. les adjoints Mme le Maire ne comprennent pas, que malgré l'information importante donnée au public sur le déroulement de l'enquête, le public ne soit pas davantage manifesté et exprimé.

**Compte rendu de l'entretien avec Madame le Maire de
Roquefort Corbières le 13 mai 2017**

2 page

Comme le prévoit l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017, faisant référence aux articles R 123-16 et R 562-8 du code de l'environnement, la commission d'enquête relative au projet de PPRI, représentée par Claude FAYT président de la commission a entendu le 13 mai 2017 en mairie de Roquefort des Corbières Madame THERON-CHET Maire de la commune avec Messieurs CLEMENT et VIE, adjoints qui ont participé à cet entretien.

Au cours de cette rencontre, Mme le Maire a d'abord précisé les orientations de la commune en matière d'urbanisme et d'aménagements vers un projet progressif, harmonieux, cohérent et homogène.

La commune est passée en trente ans de 550 à 1000 habitants. L'objectif est d'atteindre les 1200 habitants, en restant une vraie entité, sans discontinuités, sans devenir une cité dortoir, avec une vie et des relations harmonieuses entre les habitants.

L'extension de la commune est bloquée par des barrières naturelles : la falaise au sud, le massif de la Triolle au sud-ouest, la colline de la chapelle St Martin à l'ouest et par les axes de voies de communications route nationale, autoroute, et ultérieurement ligne TGV à l'est. Le développement de l'agglomération ne peut donc s'envisager que vers le nord. Un développement hors de cette zone entraînerait une coupure avec le village historique et un éclatement de l'urbanisation entraînant des coûts d'aménagement supplémentaires, l'implantation de services complémentaires, un mode de vie différent pour les habitants, une intégration plus difficile pour les nouveaux arrivants,

Elle a été surprise découvrir lors d'une réunion à Sigean en 2014 que le projet de PPRI présenté ne permettait pas les orientations envisagées par les élus locaux en matière d'urbanisation.

Suite aux demandes de la mairie pour intégrer dans la ZUC le secteur du lieu-dit Gairaut (espace compris entre "les Figuerasses", le chemin de Sigean, le cimetière et le chemin communal n° 27), des arguments de refus évoqués des services de l'Etat, (*la commune dispose d'autres secteurs hors zones inondables pouvant être ouverts à l'urbanisation, notamment que le développement ne peut se réaliser à un autre endroit, ce qui n'est pas le cas*) ne donnent pas satisfaction aux élus. Les suggestions des services de l'Etat ne permettent pas une continuité urbaine cohérente et harmonieuse telle qu'envisagée par la mairie.

Elle a insisté sur le fait que la zone proposée en matière d'aménagements et refusée par les services de l'Etat n'a, à la connaissance des anciens jamais fait l'objet d'inondations ; et elle émet quelques interrogations sur les résultats de l'étude hydrogéomorphologique qui induit le classement présenté dans le projet.

Elle est toutefois consciente qu'il convient de réaliser des travaux d'assainissement pluvial. En première phase, un projet de 900 000 € qui doit débuter fin 2017 permettra de traiter la zone comprise entre le Rieu et la cave coopérative. Les phases suivantes progresseront vers le village historique, pour que les eaux de ruissellement soient canalisées vers le Rieu.

La commune est prête à accepter des contraintes d'aménagement permettant de poursuivre l'urbanisation vers le nord.

Les ZUC, telles que prévues dans le projet de PPRI permettent d'envisager le développement urbain sur les 10 prochaines années. Un nouveau PLU doit être établi dans les 5 années à venir. Il est donc indispensable qu'il puisse prendre en compte le développement urbain au-delà de 10 ans ; et que le PPRI ne bloque pas les possibilités d'extension prévues par la mairie.

Lors de la dernière permanence du 18 mai 2017, les services de la mairie remettront un dossier à intégrer au registre d'enquête, pour renouveler les demandes déjà formulées et rejetées par les services de l'Etat. Ce dossier sera accompagné d'une note technique établie par un bureau d'études.

Elle a ensuite pris connaissance des observations et questions émises par le public depuis le début de l'enquête. Elle comprend tout à fait la réaction des propriétaires de parcelles dont une partie est classée en zone RI3 (tâches rouge) alors qu'il n'y a jamais d'eau, si ce n'est quelques flaques lors des fortes précipitations, qui disparaissent très rapidement par infiltration ou par évaporation.

Avec MM. les adjoints Mme le Maire ne comprennent pas, que malgré l'information importante donnée au public sur le déroulement de l'enquête, le public ne soit pas davantage manifesté et exprimé.

La Commission d'Enquête
Plan de Prévention
des Risques Littoraux
et d'Inondation
du Bassin de la Berre et du Rieu
(PPRL&i)
Siège de l'enquête
Mairie de Sigean

Monsieur le Préfet de l'Aude
Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
105 Boulevard Barbès – Cs 40001
1 838 Carcassonne Cédex
A l'attention de Monsieur José SAEZ
Service Prévention des Risques
& Sécurité Routière

1 page

Sigean le 30 mai 2017

Objet : Enquête publique

Plan de Prévention des Risques Littoraux et d'inondation

(PPRL&i du Bassin de la Berre et du RIEU

Communes de : Cascastel des Corbières, Durban Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigean, Villeneuve les Corbières, Villesèque des Corbières.

Monsieur le Préfet,

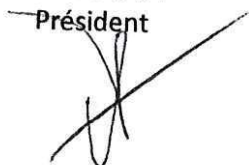
En vertu des dispositions de l'article 7 de l'Arrêté Préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-012 du 10 mars 2017, nous vous prions de trouver ci-joint **pour chaque commune, le PROCES-VERBAL DE SYNTHESE** avec les diverses observations, questions, orales et écrites émises par le public concernant l'enquête publique relative au PPRL&i du Bassin de la Berre.

En vertu des dispositions du même article, nous vous invitons à produire et à nous adresser, dans un délai de 15 (quinze) jours votre mémoire en réponse avec vos avis et vos observations éventuelles aux diverses questions et remarques formulées par le public et par la commission d'enquête.

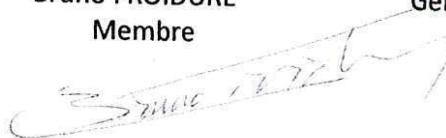
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

La Commission d'Enquête

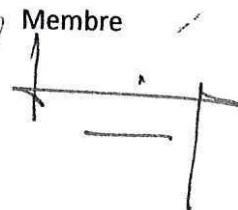
Claude FAYT
Président



Bruno FROIDURE
Membre



Gérard BISCAN
Membre

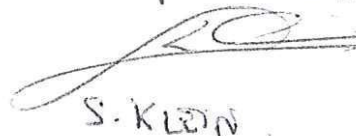


P.J. : - Procès-verbaux de synthèse avec pièces annexes (copies : registres, courriers et dossiers) des sept communes : Cascastel des Corbières, Durban Corbières, Portel des Corbières, Roquefort des Corbières, Sigean, Villeneuve les Corbières, Villesèque des Corbières.

Documents remis et notifiés à la Direction Départementale des Territoire et de la Mer – Service Prévention des Risques & Sécurité Routière le 30 mai 2017.

Date et Signature : le 30/05/17

Le chef de Service



S. KLEIN

ANNEXE 17

contenu du message	
de	""DDTM 11/SPRISR/UPRiM (Unité Prévention des Risques Majeurs) emis par SAEZ José (Chef du BE) - DDTM 11/SPRISR/UPRiM"" <jose-l.saez.-.ddtm-spris-uprim@aude.gouv.fr>
à	"FAYT Claude" <fayt.claude@wanadoo.fr>
cc	"FROIDURE Bruno" <bruno.froidure@sfr.fr> ; "BISCAN Gérard" <gerard.biscan@orange.fr> ; "KLEIN Sabrina - DDTM 11/SPRISR" <sabrina.klein@aude.gouv.fr> ; "REYNIER Oriane - DDTM 11/SPRISR/UPRiM" <oriane.reynier@aude.gouv.fr>
date	15/06/17 15:58
objet	PPRi Berre - enquête publique
pièce(s) jointe(s)	12 fichier(s) 17.240 répo...pdf (520.9 ko) , SYNTHESE TH...pdf (98.74 ko) , SYNTHESE TH...pdf (69.35 ko) , SYNTHESE TH...pdf (280.16 ko) , SYNTHESE TH...pdf (54.38 ko) , SYNTHESE TH...pdf (88.18 ko) , SYNTHESE TH...pdf (55.94 ko) , SYNTHESE TH...pdf (59.51 ko) , SYNTHESE TH...pdf (114.85 ko) , SYNTHESE TH...pdf (97.7 ko) , ThemeC.ods (59.12 ko) , Themes A-l.ods (85.1 ko)

Bonjour monsieur FAYT,

je vous envoie les tableaux qui répondent aux thèmes et aux questions que vous nous posez dans le cadre des observations suite à l'enquête publique du PPRi de la Berre et du Rieu.

Ces tableaux vous sont également envoyés par courrier.

Nous nous tenons à votre disposition pour des compléments d'informations.

Cordialement

José SAEZ



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE L'AUDE

ANNEXE 18

1 page

15 JUIN 2017

Carcassonne, le

direction
départementale
des Territoires
et de la Mer
Aude

Service
Prévention des Risques
et
Sécurité Routière

Unité
Prévention des
Risques Majeurs

LR 1A 101 119 8483 0

17.240

Monsieur le président de la commission d'enquête,

Vous avez adressé à la DDTM de l'Aude, en date du 30/05/2017, les procès verbaux de synthèse des observations émises au cours de l'enquête publique des PPRi de la Berre, qui s'est déroulée du 03 avril au 19 mai 2017.

Je vous transmets, ci-joint, le document rassemblant les réponses de la DDTM à ces différentes observations et les pièces annexées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président de la commission d'enquête, l'expression de ma considération distinguée.

La chef du Service
Prévention des Risques
et Sécurité Routière

Sabrina KLEIN

horaires d'ouverture :
8 h. 30 – 12 heures
14 heures – 16 h.30 -
16 h. le vendredi

Adresse : 105 boulevard Barbès
CS 40001 11838 Carcassonne
cedex

téléphone :
04 68 10 31 00
télécopie :
04 68 71 24 46
courriel : ddtm@aude.gouv.fr

Monsieur le président de la commission d'enquête :
Monsieur Claude FAYT
40, rue des Dahlias
11 100 NARBONNE

THEME A - Qualité des documents

Extrait des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête

Réponses de la DDTM

VILLENEUVE-LES-CORBIERES

VIN_2 19/05/17	Monsieur le Maire VILLENEUVE les CORBIERES	M. le Maire rappelle les différents points du dossier qui posent problèmes : Cartographie imprécise et d'exploitation très difficile. Les cotes de l'inondation sont souvent positionnées sans tenir compte de la topographie des lieux (le village est construit sur les flancs de collines). Aucune consultation n'a été menée auprès des élus, aucune visite sur le terrain n'a été effectuée par des experts pour élaborer une cartographie crédible.	
Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage : Des réunions de travail ont-elles été organisées entre les élus et les services instructeurs et le bureau d'étude ?		Une réunion de démarrage a été organisée le 23 octobre 2014 en présence de la DDTM, du bureau d'étude ISL et des élus locaux afin de présenter la démarche d'élaboration du PPRI et la méthode de détermination de l'aléa. Le bureau d'étude ISL a rencontré les maires à l'occasion d'un entretien (par exemple le maire de Villeneuve a été rencontré le 03 septembre 2015). En fin une réunion de présentation du projet de PPRI a été faite le 31 mai 2016 en présence des élus. A la suite de laquelle, les cartes du projet de PPRI ont été transmises aux mairies pour remarques éventuelles. Il faut noter qu'il s'agit de la ré-élaboration du PPRI de la Berre qui a été annulé. Le bureau d'étude ISL a déjà travaillé sur le précédent PPRI et sur la cartographie issue de la directive inondation sur ce secteur (en date du premier semestre 2013). Il a dès lors une excellente connaissance des problématiques liées à ces cours d'eau.	

PORTEL-DES-CORBIERES

POR 3 02/05/17	Pétitionnaire non identifié	Reiève l'absence dans le dossier du guide de réduction de la vulnérabilité.	
POR 4-L 03/05/17	Mme Monbellet Yolande	Reiève l'absence dans le dossier du guide de réduction de la vulnérabilité.	
POR 9P 18/05/17	Mme Monbellet Yolande	Souligne l'illisibilité des cartes réglementaires (absence de repères), conteste la méthodologie d'élaboration du PPRI.	

ANNEXE 19

19 pages

SIGEAN

<p>SIG 7P 11/05/17</p>	<p>M. MILHAU Adjt Urbanisme M. BALTAZAR DGS Mme GLEIZES DGA Mairie de Sigean</p>	<p>Pas de collaboration avec les collectivités locales. Il est demandé d'engager une étude complémentaire d'ISL sur toute la zone urbaine en concertation avec les représentants de la ville de Sigean.</p> <p>Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage (A1) : Comment cette concertation a été mise en œuvre ? Une ultime concertation avec la ville de Sigean et le bureau d'études ISL, peut-elle être envisagée ?</p>	<p>Voir réponse à la question précédente. Une réunion publique a également été organisée en mairie de Sigean le 8 novembre 2016. De nombreux échanges ont eu lieu avec les services de la mairie et la DDTM. De plus la délibération pour l'avis des personnes et organismes associés (POA) en date du 25 novembre 2016 n'a pas fait état de manque de concertation. Toutefois, si la commune le souhaite, une nouvelle réunion de travail peut être organisée entre les services de la mairie et la DDTM afin de donner suite aux nouvelles demandes de la nouvelle délibération prise lors de l'enquête publique.</p>
<p>id</p>	<p>Données topographiques issues du vol du 25 août 2014 obsolètes. Laissez de crues de 2014 n'ont pas été inférieures à celles de 1999.</p> <p>Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage (A2) : Quelle est l'incidence éventuelle de ces observations sur l'établissement du PPRL&i ?</p>	<p>Les données topographiques ne sont pas obsolètes. Les remblais autorisés par la réglementation effectués après les relevés topographiques auraient utilement pu être fournis par la commune à la DDTM.</p> <p>En ce qui concerne la zone des Aspres, un plan de récolement a été demandé par la DDTM sur la totalité de la zone afin de le prendre en compte dans le PPRI. Or seul un plan de récolement des voiries a été fourni précédemment, ce qui ne permettait pas d'exclure les parcelles de la zone d'aléa fort. Depuis, deux autres levés topographiques ont été fournis, qui seront intégrés dans la cartographie de la version approuvée après l'enquête publique. Pour les autres parcelles de la zone, ainsi que le prévoit d'ailleurs le règlement du PPRI lors du dépôt de permis de construire sur la zone, si un plan topographique des parcelles est fourni et permet de déterminer un niveau d'eau inférieur à celui du zonage du PPRI, alors le règlement correspondant à la hauteur d'eau de la zone correspondant au niveau d'aléa calculé sur cette nouvelle base (ex : aléa modéré et non fort dans la zone d'urbanisation continue, dont RI2 et non RI1) sera appliqué.</p>	
<p>id</p>	<p>Cartes élaborées sans liens entre elles.</p> <p>COMMENTAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE : Exemple de l'étang Boyer : non inondable sur la carte des phénomènes naturels et finalement classé en RI3 Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage (A3) : Quelle est la bonne carte à prendre en considération ?</p> <p>OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE : Cartographie : Absence de références topographiques, de repérage des parcelles (Un plan supplémentaire avec le numéro des parcelles, la représentation des cours d'eau, de la voirie) aurait grandement aidé le public et les membres de la commission d'enquête. Absence de références des hauteurs d'eau (Ex : Plan réglementaire) : Difficultés d'apprécier la hauteur d'eau sur les parcelles. Légende incomplète des zonages : les zones ne sont pas répertoriées dans la légende des cartes</p> <p>Question de la commission d'enquête au maître d'ouvrage (A3) : Quelles dispositions le maître d'ouvrage envisage-t-il de prendre pour les dossiers définitifs ?</p>	<p>Le secteur de l'étang Boyer apparaît sur la carte des phénomènes naturels comme une zone de ruissellement, ce zonage se retrouve sur la carte d'aléa et également sur le zonage réglementaire par un classement en RI3 dû à cet aléa. Les cartes sont élaborées et actualisées tout au long de l'élaboration du PPRI.</p> <p>Les cartes sont élaborées de façon à être lisibles, claires et utilisables par les services instructeurs du droit des sols, pour cela elles sont réalisées sur un fond cadastral. Mettre plus d'éléments comme les numéros de parcelles ou le nom de rue rend les cartes illisibles du fait du nombre important de données.</p> <p>La mise en page des cartes sera reprise avant l'approbation du plan pour corriger les erreurs de légende. Les hauteurs d'eau seront ajoutées aux cartes de zonages réglementaires.</p>	

THEME B – Entretien des cours d'eau

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage

Réponses de la DDTM

La doctrine et les préconisations sur l'entretien des cours d'eau ont fait l'objet de communication à travers des documents de synthèse élaborés en partenariat entre les différents acteurs de l'eau. Le résultat de ces travaux sont disponibles sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/entretien-des-cours-d-eau-dans-l-aude-a8626.html>.

En résumé, l'entretien régulier incombe réglementairement aux riverains propriétaires des parcelles longeant le cours d'eau. En cas de défaillance, l'entretien peut être pris en charge par la commune ou le syndicat de bassin par l'intermédiaire d'une procédure de type déclaration d'intérêt général, ce qui est le cas sur la Berre depuis 2005.

L'entretien régulier consiste notamment à enlever les embâcles, à entretenir la végétation des rives par élagage ou recepage, à faucher les végétaux aquatiques si nécessaire, ou bien encore à faciliter le transit sédimentaire par dé-végétalisation des atterrissements.

L'entretien est à différencier de travaux de restauration ou d'aménagements plus lourds dans le lit ou sur les berges qui sont souvent soumis à une procédure au titre de la loi sur l'eau.

Etat d'avancement des recommandations suivantes :

Mise en place d'une équipe-projet : Une gouvernance particulière a été mise en place :

- un comité de suivi, rassemblant l'ensemble des parties prenantes pour leur rendre compte de l'avancement des différentes actions ; ce comité plénier a vocation à se réunir une fois par an, voire deux fois si l'actualité l'exige. Il est présidé par Monsieur le Préfet de l'Aude.

- un comité de pilotage, constitué de l'ensemble des pilotes des actions définies pour répondre aux recommandations des auditeurs. Il est animé par Madame le Sous-Préfet de Narbonne, assistée par le chef du service Prévention des Risques de la DDTM et le chef du service technique du SMMAR.

Mise en place d'un lieu de concertation : La Commission Géographique Berre a été mise en place avec l'ensemble des acteurs, institutionnels, élus, professionnels, associatifs dans le cadre du SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) de la Basse Vallée de l'Aude.

Création d'un EPAGE : La création de l'EPAGE dans le cadre de la GEMAPI interviendra en janvier 2019.

Réouverture des archives du Pont du Barrou : Les études ont été réalisées, les négociations foncières se terminent. Les travaux sont prévus pour le second semestre 2017.

Enlever les embâcles : un plan de gestion du bassin versant de la Berre est en phase de validation, la sectorisation et l'identification des travaux est effectuée. L'ARBRA a mis en place de dispositif d'identification des embâcles avec les citoyens. Ce dispositif sera intégré dans le plan de gestion. La SLGRI est en cours de signature. Les travaux prévus au PAPI avancent dans les délais indiqués.

Expertise sur la traversée de Durban : le cahier des charges est en cours de rédaction, la consultation des bureaux d'étude interviendra au second semestre 2017.

Pont Raffin : les études seront être intégrées dans le cahier des charges sur la traversée de Durban.

Transport solide : Des études sur le transport solide sont en cours.

Globalement, les recommandations de la mission de médiation et d'expertise avancent selon le calendrier prévisionnel. Les actions présentant un retard par rapport à ce calendrier font l'objet d'une attention particulière. Ces quelques retards sont sans impact sur les dispositions du PPRI.

Qu'en est-il aujourd'hui des recommandations des chapitres 30, 34, 37, 39 et 40 de la Mission de médiation et d'expertise sur le bassin de la BERRE (Aude), Rapport n°010344-01 ? sur la commune de Durban, en particulier dans la traversée du village (effacement des obstacles à l'écoulement...)?

<p>La détermination des aléas a été réalisée par modélisation hydraulique de la crue de référence, soit la crue de 1999. Cette modélisation a été notamment calée sur les lâisses de crues de 1999.</p> <p>Les modèles hydrauliques tiennent compte des ouvrages présents dans le lit majeur des cours d'eau (passages à gué, ponts, etc.), mais pas des embâcles. Chaque modèle hydraulique étant construit spécifiquement pour un cours d'eau particulier, sa validité (c'est-à-dire la fiabilité de son résultat, traduit en cartographie) est toujours vérifiée par rapport à des données de terrains, notamment les lâisses de crues.</p> <p>Lors de l'élaboration du premier PPRI, l'administration ne disposait pas d'autres données que celles relatives à la crue de 1999. Dès lors, bien qu'une attention particulière ait été apportée à l'époque pour écarter les lâisses de crues nettement impactées par l'effet de vague lié aux ruptures d'embâcles, il est possible que certaines n'aient pas été écartées faute de pouvoir déterminer précisément l'impact des ruptures d'embâcles.</p> <p>C'est pourquoi, lors de la réélaboration du PPRI, la DDTM a demandé au bureau d'études de vérifier le calage de son modèle hydraulique en remodelant la crue de 2014 qui, elle, n'a pas connu de phénomène de rupture d'embâcles. Le modèle hydraulique donnant une cartographie des zones inondées par la crue de 2014 fidèle à la réalité, le débit de la crue de 1999 (supérieur à celui de la crue de 2014) a été réinjecté dans le modèle pour cartographier cette crue dite « de référence » pour le PPRI. C'est pourquoi des différences apparaissent sur certains secteurs entre la cartographie du premier PPRI et celle du PPRI faisant l'objet de la présente enquête publique, notamment à Durban-Corbières : les effets de vague liés à la rupture d'embâcles en 1999 ont été gommés en utilisant la connaissance de la crue de 2014.</p> <p>La détermination des aléas est indépendante des actions menées pour l'entretien du lit de la Berre. Les études menées montrent que la gestion sédimentaire ne suffit pas à éviter les inondations sur ce cours d'eau (il faudrait décaisser de plusieurs mètres le lit mineur). Le transit sédimentaire fait partie du fonctionnement naturel du cours d'eau.</p> <p>Le PPRI n'est que l'un des outils de la politique de prévention des inondations. Il s'inscrit dans une démarche plus globale qui comprend aussi, par exemple, la prévision des crues ou encore les PAPI. L'approbation rapide du PPRI est une recommandation de l'audit du CGEDD, mais le PPRI se substitue en aucun cas aux autres recommandations dont les actions en découlant sont en cours de réalisation.</p> <p>La gestion des eaux pluviales relève de la compétence des communes sur le domaine public. Cette gestion recouvre les fonctions de collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales. Cette mission de service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines consiste à définir les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines et à exploiter et entretenir ce système.</p> <p>Sur le domaine privé, la gestion des eaux pluviales incombe au propriétaire de la parcelle.</p>	<p>Quelle réponse apporte le MO aux arguments avancés par l'association ARBRA ?</p>
<p>A qui incombe la réalisation de ces travaux sur le réseau pluvial (sur le domaine public et sur le domaine privé) ?</p> <p>Qui prend la décision ?</p> <p>Qui en assure le contrôle ?</p>	<p>A qui incombe la réalisation de ces travaux sur le réseau pluvial (sur le domaine public et sur le domaine privé) ?</p> <p>Qui prend la décision ?</p> <p>Qui en assure le contrôle ?</p>

THEME C - Demande de requalification du zonage y compris des ZUC et de modification du règlement

Extraits des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête

CASCATEL-DES-CORBIERES

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage

Réponses de la DDTM

DURBAN-CORBIERES

DUR 2R 27/04/17	Mme BASCOU Marie Josée 1, avenue de Narbonne, 11360 Durban	Règlement observation formulée par son fils lors de la concertation publique. Maison de maître située en ZUC sur le profil 92 NGF, classée en R11. Souhaite une requalification du zonage en R12. Arguments avancés : la construction est protégée côté ouest et nord (contigu à la Berre) par un mur de clôture plein. L'habitation est surélevée au-dessus d'une cave de 2,5m.	Comme indiqué sur le courrier en réponse à la concertation du 5 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié car le niveau d'âles fort, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose un zonage en R11. De plus les ouvrages de protection sont vulnérables à l'âles inondation, d'autant plus les murs de clôture qui ne sont pas pris en compte dans la modélisation.
DUR 6R 27/04/17	Mme GLEZES Anne 1, route d'Albas 11360 Durban	S'est déjà exprimée dans le cadre de la concertation publique. Parcelle bâtie située à proximité du pont d'Albas et classée en secteur R11. Profil 916 NGF. Reconnait que la cave, côté Berre a été inondée en 1999 mais pas le terrain situé côté jardin. Souhaite agrandir son habitation de 20 m2 en rez de jardin.	Comme indiqué sur le courrier en réponse à la concertation du 5 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. Néanmoins, il sera possible de réaliser une extension en respectant les prescriptions inscrites dans le règlement.
DUR 8R 05/05/17	M. MASSACRET Michel 1, rue du Parc 11360 Durban	Il demande des observations formulées lors de la concertation publique. Constata de petites modifications intervenues depuis la phase de concertation, qui ne règlement pas en cause l'équilibre du projet. Constata également que, désormais le village ne peut s'étendre de façon limitée que dans la partie ouest - nord ouest du village. S'interroge sur la délimitation d'une petite tache rouge et bleue (R11 et R12), correspondant au terrain d'assiette d'une habitation emprise par l'inondation de 1999 (borne sud du village sur la RD en direction de Villeneuve).	Les observations émises lors de la concertation ont reçu une réponse en date du 5 décembre 2016. En ce qui concerne la délimitation du terrain situé à la sortie du village, en direction de Villeneuve les Corbières, il est effectivement intégré dans la ZUC, réalisée dans cette zone à partir d'un plan fond de SCAN 25 sur lequel la maison figure encore. Au vu du règlement, le propriétaire de cette parcelle ne pourra en aucun cas déposer un permis pour reconstruire ce bâtiment démolit par une inondation.
DUR 9R 18/05/17	HERPE René-Simone, Pascale 5,7 et 9 avenue de Narbonne 11360 DURBAN	Habitations classées en R11 (à proximité de la maison Bascou). Demandent un classement en R12 au motif que la Berre a été dégagée de ses embâcles.	Le zonage ne pourra pas être modifié, le niveau d'âles fort, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose un zonage en R11. (cf également thème 8 sur l'entretien des cours d'eau)
DUR 10R 19/05/17	Mr GARCIA Bernard (Ancien Adjt au maire) 11360 DURBAN	Rappelle qu'en 1999 l'avenue de Narbonne, artère principale de Durban, a été inondée par surverse de la Berre à hauteur du pont Raffin. Des lors s'interroge sur le classement en R12 d'une partie de cette voie et demande sa requalification en R11 (hauteur d'eau 2,5 m et vitesse élevée)	Les baisses de crues relevées en 1999 sur l'avenue de Narbonne sont dues notamment à un effet de vague. La nouvelle modélisation a supprimé cet effet de vague et de fait les hauteurs d'eau modélisées sur l'avenue sont moins importantes que les repères de crue de 1999. (cf également thème 8)
DUR 13R 19/05/17	GERANTES Marcel et Viviane 7 rue Solo de Gardo 11360 DURBAN	Propriétaires, rue de Chamma d'un terrain (D 2461) et d'une remise agricole (D 0102) Demandent que la remise classée en R11 soit reclassée en R12, au motif que l'habitation mitoyenne « n'est pas en zone rouge ». Indiquent cependant que la remise a été inondée en 1999.	Le zonage ne pourra pas être modifié car le niveau d'âles fort, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose un zonage en R11.
	Mr le Maire	Il demande donc aux services de l'Etat d'expliquer les conséquences sur le contenu du projet de PPLI et de supprimer les secteurs R11 et R12, sur le bâti existant en rive droite de la Berre, dans la traversée du village.	Le zonage ne pourra pas être modifié car le niveau d'âles fort, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose un zonage en R11. (cf également thème 8 sur l'entretien des cours d'eau)

PORTEL-DES-CORBIERES

POR 2P4+D 27/04/17	Mr Pous André 14, Les Courtoies 66120 Font Romeu	Présente 2 requêtes : La 1ère concerne 2 parcelles cadastrées A 200 et 201, situées dans la partie basse du village. Dans le prolongement du qual, classées R13 (hors ZUC et âles fort) ; Indique que ces parcelles sont surélevées/qual. Souhaite réaliser une construction sur la partie en retrait -> basculement en R12. La 2ème concerne un terrain cadastré A 1796, 2169 et 2170, constructible au PLU, situé le long de la RD. Ce terrain est hors ZUC, classé en zone blanche sur la partie haute et R13 sur la partie basse. Souhaitent qu'il n'y ait jamais été inondé, ni en 1999, ni en 2014.	Le dernier document d'urbanisme opposable sur le territoire de Portel des Corbières est caduque depuis le 25 mars 2017. En l'état actuel de nos connaissances, le zonage actuel ne pourra pas être modifié puisque les parcelles sont en dehors de la zone urbaine continue. Les hauteurs d'eau seront ajoutées sur les cartes définitives. Sur les parcelles concernées, elles varient entre 41,5m NGF et 43,5m NGF.
POR 8P+D 18/05/17	Mr Fraisse Jean 48 rue du Quartier Neuf 11490 Portel	Propriétaire dans le vieux village des parcelles A 335 (habitation) 338 (jardin) et 339. L'habitation est en zone blanche, la parcelle 338 est en R12 et R11 à la marge, la parcelle 339 en R12 et zone blanche. Concernant la parcelle 339, il s'agit de la discrimination qui est faite et demande le classement de toute la surface en zone blanche.	Le zonage ne pourra pas être modifié car les niveaux d'âles, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, imposent les zonages R11 et R12. Si les zonages étaient harmonisés à la parcelle, ce serait l'âles le plus défavorable qui serait pris en compte par principe de précaution, mais cette pratique n'est pas d'usage dans les PPLI afin de permettre la réalisation des projets sur les parties de parcelles soumises à des âles modifiés.

ROQUEFORT DES CORBIERES

ROQ 1P 03/04/17	M. CANAL André et sa fille 11540 Roquefort des Corbières	Voir document joint : ROQ 1 D (1 page - Plan TOPO) M. CANAL confirme sa demande formulée par lettre du 15/09/2016 relative à la parcelle n°24 (Champ de Navet), et est toujours dans l'attente des éléments de réponse du bureau d'études comme indiqué dans la lettre DDTM du 13/12/2016. Il demande en outre quelles sont les possibilités de construction dans l'état de classement actuel de cette parcelle. Il estime que les constructions sont possibles à condition de remblayer le terrain et de construire des bâtiments surélevés. Il joint en pièce annexe un plan de nivellement de la parcelle déjà communiqué aux services de la DDTM.	Après analyse des données topographiques fournies, la dépression du terrain naturel existe bien et le zonage R11 est confirmé. Lors du dépôt d'un permis de construire, la dépression dans le terrain naturel pourra être affinée à partir des données topographiques fournies et sans adaptation illégale du sol. Les remblais sont interdits par le PPLI. Le règlement des zones R11 et R12 devra être respecté (notamment l'interdiction de nouvelle construction dans la zone R11 préalablement affinée) et intégré dans la conception du projet par le maître d'ouvrage.
ROQ 7 07/04/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Église 11540 Roquefort des Corbières	Voir document joint : ROQ 7 D (2 pages) Lettre du 15/09/17 adressée à la DDTM lors de la phase de concertation avec un plan de nivellement du terrain établi par un géomètre. Demande de classement en âles modifié.	La commission d'enquête demande d'examiner attentivement, à partir du levé topographique transmis par le pétitionnaire, l'importance du niveau d'eau justifiant ou pas le classement en R11 d'une partie de la parcelle.
ROQ 8 04/05/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Église 11540 Roquefort des Corbières	Voir lettre jointe : ROQ 8 L (1 page) Demande de remblaiement du creux et proposition de rétablir le système de drainage existant antérieurement. Il est précisé qu'en dessous de la parcelle un réseau pluvial est prévu par la mairie.	
ROQ 10 05-05/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Église 11540 Roquefort des Corbières	Rajout d'une précision sur la lettre déposée le 04/05/17 (ROQ 8 L) concernant le ruissellement de l'eau, et la prévision d'un réseau pluvial réalisé par la mairie au-dessous de la parcelle	
ROQ 17 10/05/17	M.CANAL André 5 Rue de l'Église 11540 R d C	Demande le reclassement des parcelles A 268, A 269, A 266 et A 267. Il affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone.	voir aux chapitres n°3 part 3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°5 de la "note méthodologique des PPLI de la Berre et du Fleu" pages 15 et 22. La méthode de détermination de l'âles hydrogeomorphologique ne permet pas d'évaluer les hauteurs d'eau. Le zonage ne sera pas modifié.

Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogeomorphologique ?
Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ?
Qu'est-ce qui oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?

ROQ 2P 03/04/17	M. et Mme ALVERNE Jean Luc et Françoise 3 chemin de Saint Martin 11540 Roquefort des Corbières	La parcelle B 326 est classée en zone blanche, alors que la parcelle mitoyenne B 325 qui est au même niveau est classée en grande partie en zone RI3. Ils demandent que la parcelle B 325 soit classée en zone blanche.	Quels sont les critères retenus pour obtenir ces différents classements sur chaque parcelle, et en particulier les hauteurs d'eau ? Ne peuvent-ils pas permettre un classement en zone blanche ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22. Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 0P 03/04/17	M. RIVIERE Pierre 5 Chemin de la Triole 11540 Roquefort des Corbières	M. RIVIERE (est déjà copié) lors de la phase de concertation du public, la réponse de la DDTM ne le satisfait pas. Il considère que ses parcelles constituent un "décolement" (démérissement) dans la ZUC. Il demande une re-délimitation de la ZUC.	Quels sont les éléments qui ont été pris en compte pour tracer la limite entre la zone blanche et la zone d'Alés Inondable ? Quelle est la hauteur d'eau qui peut, dans ce secteur, faire craindre des risques d'inondation ? Quels sont les critères qui ont été retenus pour exclure ces parcelles D754, D755 et D756 de la ZUC et constituer une "dent creuse" ?	Comme indiqué dans le courrier en réponse à la concertation du 13 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 La ZUC a été déterminée en concertation avec les services de la mairie et par rapport au document d'urbanisme en vigueur. Les services de la mairie n'ont pas fait la demande de l'intégration dans la ZUC de ces parcelles.
ROQ12 P 05/05/17	M. RIVIERE Pierre 5 Chemin de la Triole 11540 Roquefort des Corbières	voir document joint : ROQ 280 (1page) M. RIVIERE a été impacté par des tâches (RI3) sur le plan. Il ne voit pas à partir de quels critères ces parcelles ont été classées. Il demande un classement en zone homogène constructible.	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 18 11/05/17	M. ARNAUD Alain 1 place de l'Eglise 11560 Cauxmes Minervois	voir document joint : ROQ 180 (2pages) Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 259 et A 1930 qui sont la suite de deux parcelles déjà construites A 1931 et A 1933.	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 19 15/05/17	M. ARNAUD Jacques	voir document joint : ROQ 190 (1page) Demande que le risque inondation soit levé sur les deux parcelles A 1932 et A 260 qui de mémoire n'ont jamais été inondées.	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 20 15/05/17	Mme VILLAGORO Roselyne 14 rue des Ecoles 11130 Sigeac	Pour le compte de Mme FELIX Agnès, demande que les parcelles A 1932 et A 1930 qui sont la suite de deux parcelles déjà construites depuis 2010 soient classées en terrain non inondable.	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 9 04/05/17	M. GANTIE Bernard 14 rue de Labadi 11540 Roquefort des Corbières.	Conteste le classement en zone inondable des parcelles 221 et 222. Il affirme qu'il n'y a jamais eu d'eau dans cette zone. Demande de revoir le classement	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ11 P 05/05/17	M. BEY Marc 8 Rue de Lacapelle 11540 Roquefort des Corbières.	voir document joint : ROQ 11 L (4 pages) M. BEY considère que la partie de la parcelle C 1296 - 1307 classée en Alés fort (RI 3) résulte d'une erreur matérielle et devrait être classée dans sa totalité en Alés modéré (RI2).	La commission d'enquête demande d'examiner attentivement les éléments qui ont été pris en compte pour différencier deux zones RI3 et RI2 sur cette parcelle, car il n'y a pas de différences de niveau entre la partie en RI2 et partie en RI3. Le classement de la totalité de la parcelle en RI2 paraît justifié.	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 21 15/05/17	M. MIQUEL André 38 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières	voir document joint : ROQ 240 (2pages) Demande le classement en zone blanche des parcelles du secteur Gayraud : A 248, A 249, et du secteur Saint Martin : D 1859. Il atteste qu'aucune inondation n'a été constatée sur ces parcelles	Comment a été déterminée la limite entre la zone blanche et la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Quelles sont les hauteurs d'eau qui ont été retenues ? Qu'est-ce qui s'oppose au classement en zone blanche de ces parcelles ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 24P 05/05/17	M. MIQUEL Olivier	voir document joint : ROQ 240 (2pages) Demande le classement en zone blanche des parcelles du secteur Gayraud : A 248, A 249, et du secteur Saint Martin : D 1859. Il atteste qu'aucune inondation n'a été constatée sur ces parcelles	Quelles sont les hauteurs d'eau prises en compte pour déterminer la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? A partir de quels éléments a été déterminée la limite entre les zones RIP et le zonage RI3 ? Quels sont les éléments qui s'opposent au classement de ces parcelles en zone blanche, ou en RI4 ou RIP ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22 Le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 23P 05/05/17	M. COPOVI Lilian 60 Avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières	voir document joint : ROQ 230 (2pages) Mail de M. COPOVI adressé à la mairie de Roquefort et remis au commissaire enquêteur concernant le classement des parcelles B 344, B 343, B 331, B 332, B 333, situées à proximité de la station d'épuration et sur lesquelles il souhaiterait réaliser un bassin de décantation des eaux rejetées par la station d'épuration. Ces eaux permettraient ensuite d'irriguer les vignes du secteur. (Ce mail confirme les demandes formulées oralement lors de la permanence du 05 mai)	La commission d'enquête demande d'examiner attentivement les éléments qui ont été pris en compte pour différencier deux zones RI1 et RI2 sur cette parcelle, car il n'y a pas de différences de niveau entre la partie en RI2 et RI1. Le classement de la totalité de la parcelle en RI2 paraît justifié. Quels sont les critères retenus pour obtenir ces différents classements sur chaque parcelle, et en particulier les hauteurs d'eau ? Ne peuvent-ils pas permettre un classement en zone blanche ?	Toutes les parcelles se situent hors ZUC en zone RI3 Soit en zone RI3 (hors ZUC) soit en zone RI2 (hors ZUC) : le projet d'un bassin de récupération des eaux de rejets de la station d'épuration à des fins d'irrigation des vignes doit être autorisé. Il faut également veiller au respect des autres réglementations qui peuvent s'appliquer (notamment la loi sur l'eau). Selon le mail de monsieur Copovi du 18 mai 2017 adressé à la mairie de Roquefort des Corbières, il cite la parcelle de la cave coopérative C1435. Celle-ci se trouve dans le cœur du village en zone RI2 (Alés modéré) avec un accès permettant d'offrir la zone RI1 hors du dépôt d'un permis de construire, ces nouvelles données seront prises en considération lors de l'instruction de la demande. En l'état actuel de nos connaissances, le zonage ne sera pas modifié.
ROQ 25P 05/05/17	M. et Mme GIRARD Bernard et leur fils Rue du Stade 11540 Roquefort des Corbières	Conteste la mise en zone inondable des parcelles D 586 (Saint Martin), et D 709 (La Trioile). Il affirme également que depuis plus de 70 ans, ces parcelles n'ont jamais été inondées.	Quelles sont les hauteurs d'eau prises en compte pour déterminer la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? A partir de quels éléments a été déterminée la limite entre les zones RIP et le zonage RI3 ? Quels sont les éléments qui s'opposent au classement de ces parcelles en zone blanche, ou en RI4 ou RIP ? Comment pour les autres parcelles l'inondabilité déterminée par la méthode hydrogéomorphologique doit être démontrée ? Comment a été établie la limite entre zone blanche et zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? Ne peut-on pas envisager de réintégrer cette parcelle en zone blanche ?	Comme indiqué sur le courrier en réponse à la concertation du 13 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PRI de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22

R00_23P 15/05/17	Mairie de Requenaux : Mx VIE et CLEMENT adjoints, M. CATHALA, Bureau d'Etudes GAUVEU : Mme FISSOT Aurélie et M. LE MASSE	Conclusion : Considérant qu'il a été démontré, comme demandé par les Services de l'Etat par courrier en date du 25 janvier 2017, que le secteur de Gornaud demeure le seul secteur sur lequel le développement futur pourra être envisagé ; la commune a le statut de commune soumise à l'urbanisme continué (ZUC), dans le PPRi en tant que zone susceptible d'être soumise à l'urbanisme (RU). Cela implique que l'aménagement de ce secteur tienne compte de dispositions spécifiques à la gestion du ruissellement pluvial.	Quels sont les éléments de réponse aux six interrogations du bureau d'études et sur la demande d'intégration dans la ZUC ?	Question 1, 2 et 3 : se reporter aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu, pages 15 et 22. Question 3 : se reporter à la page 7 de la note méthodologique. Question 4 : se reporter aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22. Question 5 : les zones déterminées par hydrogéomorphologie sont différentes de l'Atlas des zones inondables de la DREAL datant de 2010 car elles ont été contrôlées et complétées par une nouvelle étude du bureau d'étude mandaté sur le PPRi de la Berre. Question 6 : la différence relevée entre la carte des alicés et le zonage réglementaire est due à une erreur d'impression dans le traitement des superpositions des couches ruissellement et hydrogéomorphologie. Cette erreur a été rectifiée pour l'enquête publique. Les arguments de la DDTM quant au refus d'intégrer cette zone dans la ZUC ont été donnés à la mairie dans le courrier en réponse à l'avis des personnes et organismes associés en date du 25 janvier 2017.
R00_29P 19/05/17	Mme PERTI Claire 32 avenue de Montpezat 11540 Roquefort des Corbières.	Voix document joint : R00_29P (4 pages) Les parcelles D 1858 et D 596 sont classées en zone RI3. Elle ne comprend pas, car ses parents (79 ans) n'ont jamais eu d'inondations sur ces parcelles. Elle constate en plus que les parcelles classées : D 1762, D 1761, D 1762, D 587, D 583, D 581, D 587, D 589, D 598, et D 584, sont soit en zone blanche soit classées en RI4 ou RI5. Certains sont déjà construits ou en cours de construction. Elle demande que ses deux parcelles D 1858 et D 596 soient classées en zone blanche ou au pire en Zone RI4 ou RI5.	Quelles sont les hauteurs d'eau prises en compte pour déterminer la zone inondable par la méthode hydrogéomorphologique ? A partir de quels éléments a été déterminée la limite entre les zones RIP et le zonage RI3 ? Quels sont les éléments qui s'opposent au classement de ces parcelles en zone blanche, ou en RI4 ou RI5 ?	Comme indiqué sur le courrier en réponse à la concertation du 13 décembre 2016, toutes ces parcelles se trouvent hors ZUC, le zonage ne pourra pas être modifié. La ZUC a été déterminée en concertation avec la mairie. voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22
SIG 1 P 18-04-17	M. SANGALI Thomas Groupe SM Narbonne Mme GENSAINE Chantal Groupe ANCELOTTI 866iers	Voix dossier joint : SIG 1 P (24 pages) Le dossier concerne la zone des GRAZELS : demande d'évolution du zonage RI1 en RI2 (Il y a dans le dossier un accord écrit des services de la DDTM) ainsi que la possibilité d'aménager des infrastructures en bordure du ruisseau du Vals (débuts en N49 de 1,60 m, avec 30% de vides sur la première rangée d'agglomérés pour permettre le libre passage des eaux pluviales).	La commission d'enquête est surprise de devoir à recueillir cette demande. Faut-il un avis de la commission d'enquête pour valider la modification du zonage sur ce secteur ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ces demandes n'ont pas été prises en compte dans le règlement ?	Le principe de la modification de ce secteur a été validé et les cartes corrigées avant l'approbation du document.
SIG 13 P 11-05-17	M. MOURRUT Jacky Maire Honoraire 37 Rue des Moulins 11130 Sigean	Voix dossier joint : SIG 13 D (Lettre de 2 pages + Dossier 4 pages) Inondation au sud de la digue de l'Espinal. Il estime qu'il n'était pas nécessaire de la démolir, et qu'à sa reconstruction elle n'a pas été assez surélevée. Il indique que d'autres solutions étaient possibles : en construire une autre plus élevée pour doubler la protection, utiliser le remblai de l'ancienne nationale en rehaussant celui-ci, ce qui permettrait de créer un vaste champ de retenue au lieu-dit Le Pla, limiter nos anciens du 16 ^{ème} et 17 ^{ème} siècles en construisant des aqueducs d'évacuation sous Les Oubliés pour rejoindre le lit historique de la Berre au Bois du Trou. Il apprend que la zone des Aspres est bloquée, car certains ont décrété ce plateau à terre gravelaiseuse d'inondable. !!!	Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur le zonage et le projet envisagé ?	Les réflexions sur le sujet de la digue de l'Espinal seront analysées dans le cadre du PAPI (programme d'action de prévention des inondations). cf réponse donnée au thème A sur la zone des Aspres.
SIG 15 P 11-05-17	Mme RIERE Valérie Lac à Chemins 11540 Roquefort des Corbières	Voix lettre jointe : SIG 15 L (Lettre de 3 pages) Mme RIERE demande la limite de la crue de référence sur les parcelles H 371, 379, 380, à Sainte CROIX. Elle a constaté une incohérence entre l'axe n°4 (Diminution des méthodes de calcul des alicés qui est en zone blanche) et la carte de référence des zones RI3. Elle souhaiterait savoir si elle peut réaliser son projet : création d'un chemin-penson pour chiens et chats et ensuite un logement.	Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur la demande formulée ?	L'étang de Sainte-Croix réceptionne les eaux de pluie et de ruissellement des collines avoisinantes. Il sert de bassin de rétention lors de pluies intenses et s'évacue par un canal souterrain commandé par une vanne. Les cartes présentées dans la note méthodologique sont des documents d'illustration, les documents à prendre en compte sont les cartes du dossier de PPRi. Le projet envisagé devra respecter les prescriptions du règlement de la zone RI3. Toutefois la création de logement en zone RI3 est interdite. S'il persiste des difficultés de lecture du règlement par rapport au projet envisagé, la personne est invitée à se rapprocher des services de la DDTM.
SIG 16 P 11-05-17	M. et Mme CARBON Xavier Hameau du Lac, 11130 Sigean	Voix lettre jointe : SIG 16 L (Lettre de 3 pages) Monsieur CARBON a adressé en février 2017 une lettre à la DDTM (copie jointe avec un plan de situation au registre d'enquête), il n'a jamais obtenu de réponse. Il demande que la situation de la zone de l'Auberge du Lac soit examinée et considérée comme une ZUC. Ils demandent également de revoir l'écoulement des eaux sous le passage de l'ancienne et de la nouvelle route	Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur la demande formulée ?	Le secteur de l'Auberge du Lac n'est pas intégré dans la zone urbaine continue (ZUC) car la délimitation de la zone urbaine est réalisée à partir des zones urbanisées du PLU. Ce secteur est en zone N (naturelle) au PLU et n'est alors pas intégré dans la ZUC. Le règlement en RI3 permet toutefois des adaptations du bâti sous réserve du respect des prescriptions imposées. La question des écoulements sous les voiries est à adresser au gestionnaire de la voirie.
SIG 20 P 11-05-17	M. PLANES Zilla Bourrette 84 Gaby Lucas, 11000 Carcasonne	Voix dossier joint : SIG 20 D (dossier de 2 pages + photos + plan) Concernant la zone des Aspres, M. PLANES demande que les plans cartographiques soient mis à jour sur les bases des relevés topographiques réalisés par le géomètre. Il joint au registre une lettre de 2 pages du bureau d'études qui argumente la demande.	Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	cf réponse donnée au thème A sur la zone des Aspres.
SIG 37 P 19-05-17	Monsieur LAVOYE Eric 968 Avenue de Catalogne 11210 Port la Nouvelle	Voix dossier joint SIG 37 D (6 pages + photos et plan M. LAVOYE est propriétaire de terrains dans la zone des Aspres. Considérant que cette zone a fait l'objet d'un remblaiement et d'une viabilisation totale (permis d'aménager déposé le 24/12/2008), il demande la suppression du classement en zone inondable RI2 et RI4. Il a remis un dossier composé d'un bordereau d'envoi et de quatre documents.	Quels sont les éléments (hauteur d'eau en particulier) qui justifient des classements en RI2, RI4 et même RI1. Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	En l'état actuel de connaissances, le niveau d'aicés sur une partie de ce secteur, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose le zonage RI1. Les profils des niveaux d'eau seront rajoutés sur les cartes définitives.
SIG 23 16-05-17	Madame THOMAS Colette 89 Avenue de Port la Nouvelle 11130 Sigean	Voix lettre jointe : SIG 23 L (Lettre recommandée de 1 page + 1 plan) Mme THOMAS précise que sa parcelle AX245 a été classée en partie en zone RI1, alors qu'elle n'a jamais été inondée. Elle demande un classement en zone non inondable.	Quels sont les éléments (hauteur d'eau en particulier) qui justifient des classements en RI2, RI4 et même RI1. Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	voir aux chapitres n°3 (art.3.3.4 cas particulier des zones de ruissellement) et n°6 de la "note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22. Le zonage ne pourra pas être modifié car les niveaux d'aicés, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, imposent les zonages RI2 et RI4.
SIG 34 17-05-17	Madame GAUD Mylène Mme RIGAUD 1 bis chemin de Moncal 11490 Roquefort des Corbières	Voix lettre jointe : SIG 34 L (Lettre recommandée de 1 page) Madame GAUD constate que sa parcelle AX 459 est classée en grande partie en risque inondable, alors qu'elle n'a jamais connu d'inondations et qu'aucun cours d'eau ne la borde ni ne la traverse. Elle demande le reclassement en zone non inondable.	Quels sont les éléments (hauteur d'eau en particulier) qui justifient des classements en RI2, RI4 et même RI1. Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	En l'état actuel des connaissances, le niveau d'aicés sur une partie de ce secteur, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose le zonage RI1. Seul un lever de géomètre-expert adressé à un dossier de permis de construire permet d'affiner la connaissance de l'aicés fort ou modéré en fonction de la hauteur d'eau de la crue de référence sur la parcelle. Les profils des niveaux d'eau seront rajoutés sur les cartes définitives.
SIG 36 P 19-05-17	Madame COURTOT Lucette et Madame ROMERO Geneviève 88 et 81 bis Avenue de Port la Nouvelle 11130 Sigean	Voix lettre jointe : SIG 36 L (Lettre de 3 pages) Madame COURTOT et Madame ROMERO constatent le classement en zone RI2 des parcelles AX 431 et AX 441 et le classement d'une petite poche en RI1 sur plusieurs parcelles. Elles précisent qu'il n'y a jamais eu aucune inondation depuis 1971, date de construction de leurs maisons. Le classement en RI2 ne leur permet pas de construire un mur bât de 1,40 m avec 0,70 m de grillage. Elles demandent de sortir les parcelles des zones RI1 et RI2.	Quels sont les éléments (hauteur d'eau en particulier) qui justifient des classements en RI2, RI4 et même RI1. Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	En l'état actuel des connaissances, le niveau d'aicés sur une partie de ce secteur, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, impose le zonage RI1. Seul un lever de géomètre-expert adressé à un dossier de permis de construire permet d'affiner la connaissance de l'aicés fort ou modéré en fonction de la hauteur d'eau de la crue de référence sur la parcelle. Les profils des niveaux d'eau seront rajoutés sur les cartes définitives.
SIG 31 P 19-05-17	Madame RIGAUD Claudine 160 Chemin du Recobre 11130 Sigean	Voix lettre jointe : SIG 31 L (Lettre de 1 page + 1 extrait de plan cadastral) Madame RIGAUD constate que sa parcelle AX 243 est classée en zone inondable RI4, alors qu'elle n'a jamais connu d'inondations, même lors des inondations de la commune en 1999 et 2014. Lors de fortes précipitations les eaux de pluie s'évacuent naturellement sans stagner. Elle demande de classer cette parcelle en zone non inondable.	Quels sont les éléments (hauteur d'eau en particulier) qui justifient des classements en RI2, RI4 et même RI1. Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les demandes formulées ?	voir au chapitre n°6 de la "note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu" pages 15 et 22. Le zonage ne sera pas modifié.

<p>SIG 32 P 19-05-17</p>	<p>Monsieur MOGET Benjamin 2 La Joncasse 11130 Sigean</p>	<p>Voir lettre jointe : SIG 32 L (Lettre de 3 pages + 6 annexes) Monsieur MOGET est propriétaire des parcelles AW 16, 17, 18, et 226 à La Joncasse. Elles sont classées en zone inondable RL3. La parcelle 18 est occupée par une maison sur étage qui est habitée et par une remise partiellement démolie et en voie de reconstruction. Il a fait faire un relevé topographique par un géomètre ; le plancher bas de la maison est à 2,32 m NGF et le sol d'assise est à environ 1,90 m NGF. Il constate que les niveaux sont à une altimétrie supérieure à l'altimétrie limite des allées modérés pour l'aléa 2100. Il demande de reconsidérer le classement des parcelles ci-dessus, et de les classer en aléa modéré, afin qu'il puisse effectuer certains travaux sur les constructions existantes, ainsi que quelques extensions.</p>	<p>Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur la demande formulée ?</p>	<p>Les parcelles concernées sont en RL3 du règlement du fait de l'éloignement du centre bourg de Sigean. Cette zone n'est alors pas comprise dans la zone urbaine continue. De plus, l'aléa 2100 de submersion marine est à la cote de 2m40 NGF. Le règlement RL3 n'interdit pas les aménagements ou extensions sous réserve du respect des prescriptions.</p>
<p>SIG 11 P 11-05-17</p>	<p>M. CARBOU Jacques Directeur Technique SCA Distillerie Sud du Languedoc La Prade 11130 Sigean</p>	<p>La demande de M. Jacques CARBOU concerne un projet d'extension de la zone de la distillerie pour une chaudière biomasse sur une parcelle qui n'est pas incluse dans la ZUC. Il reviendra déposer un dossier.</p>	<p>Quel est l'avis argumenté du maître d'ouvrage sur la demande d'extension de la ZUC. (Cette demande étant liée au classement des parcelles dans le zonage réglementaire) ? Quelle est la hauteur d'eau constatée au niveau de chaque parcelle (réservoir comparable au niveau de la crue de 1999) ? Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur le classement des parcelles concernées et sur les demandes formulées ?</p>	<p>Afin de permettre le projet de la Distillerie, la parcelle attenante sera intégrée dans la zone urbaine continue. La détermination de l'aléa peut être affinée par des levés topographiques effectués par un géomètre-expert joints au dossier de permis de construire. S'ils montrent que l'aléa est modéré, le règlement de la zone R2 s'appliquera. La topographie plus récente sera également prise en compte si elle est défavorable au pétitionnaire. Aucune dérogation au règlement ne sera réalisée pour la Distillerie qui devra s'y conformer. La hauteur d'eau sur la parcelle à intégrer dans la ZUC est à 4m NGF sur sa limite ouest. Les profils des niveaux d'eau seront rajoutés sur les cartes définitives.</p>
<p>SIG 33 P 19-05-17</p>	<p>M. TAPISSIER Axel Directeur et M. CARBOU Jacques Directeur Technique SCA Distillerie Sud du Languedoc La Prade 11130 Sigean</p>	<p>Voir lettre jointe : SIG 33 L (Lettre de 7 pages) La distillerie fait actuellement partie d'une ZUC. M. TAPISSIER ET CARBOU font une remarque sur le contexte méthodologique et l'interprétation des données hydrologiques qui repose sur deux hypothèses : Stabilité du système pluvial mis en place depuis le début de l'holocène et un système pluvial qui a mis en place la plaine alluviale active, et considèrent que les surfaces qui la composent peuvent être à nouveau inondées. L'incertitude liée à la stabilité n'est pas démontrée. Ils demandent un classement identique pour les parcelles 361 et 665, qui sont sensiblement au même niveau. Ils estiment que la carte des allées proposées ne correspond pas à la réalité ; ils notent que personne n'est venu sur le terrain pour corroborer les relevés aériens ; la zone R1 correspond à un bassin de décaumation entouré de digues ; et au centre une zone d'aléa fort correspond à une batterie de diffusion accolée au stockage du marc de raisin. Ils demandent une visite technique pour corriger ces erreurs. Ces dirigeants souhaitent procéder à une extension des installations de la distillerie, projet d'implantation d'une chaudière à biomasse sur la parcelle attenante dont ils sont propriétaires. Ils demandent que les deux parcelles soient classées dans un même zonage et qu'elles constituent une ZUC. L'aléa de hauteur d'eau affectant ces parcelles peut être assimilée au relevé constaté à proximité pour la crue de 1999 : 3,14 NGF. Le terrain naturel de ces parcelles (moyenne 3,54 NGF, n'a jamais été concerné par les inondations depuis la date de création de la distillerie il y a 104 ans.</p>	<p>Quels sont les éléments qui ont été pris en compte pour délimiter le zonage présenté dans le projet de PPR&L ?</p>	<p>La réserve africaine de Sigean a été réorientée comme un enjeu spécifique dans sa totalité, comme indiqué sur la carte d'enjeu et le zonage réglementaire. La détermination des allées montre qu'elle est soumise à un aléa inondation et de submersion marine. Du fait de ces allées et qu'il ne s'agit pas d'une zone urbanisée, elle est soumise à un zonage R13 et RL3. Toutefois le règlement de ces deux zones a été adapté de façon à prendre en compte les enjeux de développement de la réserve africaine. Une partie spécifique du règlement est dédiée aux activités de la réserve, elle a été réglée en concertation avec la réserve africaine.</p>
<p>SIG 29 P 19-05-17</p>	<p>Réserve Africaine de Sigean (Madame PEREIRE)</p>	<p>Voir dossier joint : SIG 29 D (Dossier de 9 pages + 12 pièces annexes) La lettre et le dossier de Madame PELLEGRINI ont été présentés au commissaire enquêteur par Madame PEREIRE. Après un historique de la création et du développement de cette activité sur ce territoire, le dossier développe deux points essentiels : Non prise en compte de la totalité de la Réserve comme un enjeu : "Non seulement pris comme enjeu : le restaurant, la boutique souvent, la zone technique. Or la notion d'enjeu "recouvre l'ensemble des personnes, des biens, et des activités susceptibles d'être affectés ou endommagés par les aléas considérés au titre du PPR&L" (Guide méthodologique) Les arguments de classement de la totalité du territoire comme enjeu : Les instructions données par l'autorité hiérarchique : Lettre de Madame le Ministre de l'Environnement, "mise en place d'une mission d'expertise des enjeux liés au bassin de la Berre, tout en présentant les intérêts de la Réserve Africaine de Sigean"; rapport d'audit : "Concernant la Réserve Africaine de Sigean, la mission souligne l'enjeu économique que représente pour le territoire la permission sur le site de cette entreprise"; Le responsable de l'unité Gestion des Riques Majeurs. La législation relative aux établissements recevant du public : La Réserve Africaine dans son ensemble est un ERP de 1^{ère} catégorie de type PA pouvant accueillir jusqu'à 12000 personnes. "Les installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : La Réserve Africaine est une EPCI, Rubrique 2140 "Présentation au public d'animaux domestiques". Le maintien d'un tel zonage est incompatible avec les obligations s'imposant à une telle EPCI. L'application du Code du travail : 96 salariés (équivalent temps plein) au 30/04/17 doivent être protégés. Les retombées économiques dans le département de l'Aude : 100 millions €/an Le défaut de qualification d'enjeu de la totalité du territoire est illégal : "en dépit de ses infrastructures, de la spécificité de son activité et de sa fréquentation par le public, le site de la Réserve Africaine de Sigean n'a pas été identifié comme un enjeu, ni comme soumis à un aléa déterminé". Il est donc demandé que la totalité du périmètre de la Réserve Africaine soit qualifiée d'enjeu ?</p>	<p>Quels sont les obstacles qui s'opposent à la création d'une "zone adaptée" qui réponde aux exigences légales et administratives qui régissent le fonctionnement et l'activité des parcs animaliers ?</p>	<p>Sur la Berre dans cette zone, il ne s'agit pas d'une digue mais d'un merlon sans aucune tenue géotechnique. Le comblement de la bêche de ce merlon a été étudié en 2013 et les résultats de la modélisation hydraulique ont été transmis à la réserve africaine de Sigean. Il apparaît que cet ouvrage est déversant pour une crue de retour 5 ans, donc même avec le comblement de la bêche, la réserve africaine ne serait pas protégée pour les crues les plus fréquentes.</p>
<p>SIG 8 P 11-05-17</p>	<p>M. CAZAL PHILIPPE ECLA 170 Avenue de Bordeaux 11100 Narbonne</p>	<p>Voir dossier joint : SIG 8 D (6 pages + 1 carte parvenue par courrier électronique et rattaché au dossier) Le document fait un rapide historique des crues et des inondations dans le bassin de la Berre et du Rieu. Il préconise de rechercher des zones de moindre impact pour permettre à la rivière de s'y écoulant prioritairement.</p>	<p>Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur les modalités de prise en compte de la totalité du territoire en qualité d'enjeu spécifique ? La digue (ou enrochement) en rive gauche de la Berre, dans le secteur du hameau du Lac n'a pas été rétablie à sa hauteur initiale. Pour quelles raisons ? Si elle était rétablie comme initialement, avant 1999, quelles seraient les incidences sur les allées et le zonage réglementaire, tant en rive droite, qu'en rive gauche dans ce secteur ?</p>	<p>Quels sont les obstacles qui s'opposent à la création d'une "zone adaptée" qui réponde aux exigences légales et administratives qui régissent le fonctionnement et l'activité des parcs animaliers ?</p>

<p>1 et 2 : Ces deux remarques ne peuvent être prises en compte car elles ne sont pas conformes avec la réglementation nationale.</p> <p>3 : La règle générale est « 0,20m au-dessus du niveau de la crue de référence. Dans la zone d'îlots hydrogéomorphologique, il est défini que le principe de construction est de surélever les planchers de « 0,60m au-dessus du terrain naturel afin de protéger les personnes et les biens.</p> <p>4 : Cette remarque est pertinente mais est au-delà des prescriptions que le PPRU peut imposer. Par contre, le PPRU impose pour les habitations en zone d'aléa fort de disposer d'un espace refuge au-dessus du niveau de la crue de référence, par exemple un étage à l'habitation.</p>	<p>1 : Le règlement sera modifié sur les prescriptions relatives aux projets photovoltaïques au sol.</p> <p>2 : De manière générale, le règlement interdit les obstacles à l'écoulement des eaux, sauf les ouvrages qui protègent les populations. Les travaux de protection sont épluchés et soumis aux autres réglementations en vigueur (et notamment la loi sur l'eau). Notamment, la construction d'une digue pour la protection d'une zone individuelle est contraire aux principes du plan de gestion du risque inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée.</p> <p>3 : Le règlement interdit en zone RI1 le stockage et dépôt de produits ou matériaux susceptibles de se révéler dangereux pour la sécurité et pour la santé des personnes ou pour la pérennité des biens. Afin de ne pas mettre en péril les activités économiques, le règlement les autorise en zone RI2 et RI3 sous réserve de démontrer qu'il n'y a pas de risque pour les riverains et de mettre le stockage hors d'eau.</p> <p>L'épandage des boues est soumis d'autres réglementations auxquelles le PPRU ne se substitue pas. La réflexion se porte sur le risque engendré par un épandage en amont des enjeux à envisager au cas par cas suivant le sens de l'écoulement des eaux. Le règlement ne comporte pas de prescriptions en ce sens, puisque d'autres réglementations les prennent en compte.</p> <p>4 : La cartographie des cours d'eau demandée par l'instruction du 3 juin 2015 est en cours de réalisation par les services de l'Eau. Il s'agit d'une réglementation indépendante de celle de prévention des risques. Se reporter aux réponses données au thème B.</p>	<p>1 : La DDTM va vérifier la distance de la zone RI4 derrière la digue de l'Espinat conformément avec la doctrine départementale et la corriger si nécessaire.</p> <p>2 : Ce secteur correspond à l'ancien lit de la Berre. Il est classé dans sa majorité en zone RI3 qui interdit les nouvelles constructions.</p> <p>3 : Les gîtes ruraux rentrent dans les activités touristiques. Le règlement sur les constructions à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire s'applique.</p> <p>4 : se reporter à la réponse donnée au thème A sur la zone des Aspères.</p> <p>5 : n'appelle pas d'observation de la DDTM.</p> <p>6 : Effectivement il s'agit d'une erreur qui sera rectifiée avant l'approbation des documents du PPRU.</p> <p>7 : Le camping du Pavillon est bien considéré comme un camping au point de vue de la réglementation. Le règlement interdit les créations ou extensions de camping en zone inondable.</p>
--	---	--

Quel est l'avis du maître d'ouvrage sur toutes les observations et demandes formulées par l'Association ECCLA ?

<p>Remarques sur les principes qui se retrouvent dans le règlement :</p> <p>1-Reconstruction des bâtiments endommagés : En zone RI1 tout bâtiment endommagé accidentellement que ce soit par une inondation ou pour une autre raison ne devrait pas être reconstruit afin de faciliter la circulation de l'eau et ne pas accroître les risques.</p> <p>2-Possibilité de construire dans les dents creuses : ECCLA est complètement opposé à cette mesure de façon générale, mais surtout pour la zone RI1 pour de multiples raisons développées dans le dossier.</p> <p>3-Logique générale pour les reconstructions : Planchers hors d'eau : il n'y a aucune explication sur le choix de la hauteur de 60 cm au-dessus du sol.</p> <p>4- Logique pour les extensions : Une seule extension avec un maximum de 20% d'accroissement de l'emprise au sol. La limitation paraît judicieuse, mais pour ceux qui n'ont pas d'étage. Il faudrait plutôt conseiller d'accroître la surface en créant un étage supplémentaire, qui de plus jouera le rôle d'espace refuge et peut permettre un accès vers l'extérieur, soit par balcon, soit par vèlu.</p>	<p>Remarques sur des aspects plus ponctuels :</p> <p>1- Réglementation sur le photovoltaïque (un peu bizarre) : Le photovoltaïque a un peu de mal à trouver sa place alors que c'est un bon usage pour des terres inondables. Les conditions posées pour le photovoltaïque en RI2 devaient être prises pour RI3 et RI3 (où il aurait plus sa place)</p> <p>2-Travaux de protection autorisés : « Constructions ou ouvrages nouveaux liés à la réalisation et/ou au confortement d'ouvrages ayant pour objet la protection. Des lieux habités » On ne comprend pas très bien si chaque riverain peut décider de faire une digue devant chez lui s'il en a les moyens. Peut-on avoir une réponse plus précise sur ce que veut dire ce paragraphe ?</p> <p>3-Stockage de matériaux et épandage de boues : ECCLA demande : De limiter fortement le stockage de produits dangereux en zone urbaine et de l'interdire en zone RI1. Que l'épandage de boues soit interdit en ZUC quel que soit le niveau de d'aléa et qu'il ne soit autorisé qu'en RI3 et RI3.</p> <p>4-Au début du Titre III du règlement on peut lire : Dispositions propres aux cours d'eau non domaniaux « entretien et restauration des milieux aquatiques ».</p> <p>En vertu des articles L 215-1 à 6 et L215-14 à 18 du code de l'environnement, il est rappelé que : « Le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, fortants ou non, par dragage ou nettoyage de la végétation des rives ». Depuis que les embâcles, débris et atterrissements, fortants ou non, par dragage ou nettoyage de la végétation des rives » connue en tant que cours d'eau, en particulier dans l'est-audois. Donc, le riverain ne va plus entretenir le cours d'eau, mais il peut même y mettre un remblai, le creuser, le combler ; le ruissseau n'a plus d'existence réglementaire.</p> <p>La DDTM qui gère les deux aspects de ces cours d'eau, peut-elle nous préciser quelle réglementation va s'appliquer aux cours d'eau et aux "non cours d'eau" dans le cadre du PPRU ? Lorsqu'il y a un PPRU, peut-on considérer que tous les cours d'eau restent cours d'eau ?</p>	<p>Cas particulier de SIGEAN :</p> <p>1-Secteur derrière la digue de l'Espinat : ECCLA demande d'interdire la zone RI4 au moins jusqu'à 100 m ou 200 m en raison, en particulier des possibilités d'extension de petites maisons ou cabanons situés en zone RI3 au lieu-dit Le Pils.</p> <p>2-Secteur de la Didiellière chemin de la Basse Prade au Nord-Est du village : ECCLA demande qu'on vérifie si est ancien lit de la Berre est vraiment un chenal privilégié d'écoulement de la crue. Si la réponse est positive, alors il faut être plus restrictif sur les possibilités de constructions nouvelles, indépendamment des risques de débordement.</p> <p>3-Secteur Nord du village et de l'ancien lit de la Berre : Il est en grande partie en zone RI3 (champ d'expansion des crues, hors ZUC) ; il est possible en lien avec une exploitation agricole d'y construire des bâtiments à usage d'habitation et des bâtiments à usage d'exploitation agricole indissociables à l'activité agricole. Les gîtes ruraux sont-ils considérés comme entrant dans cette définition ou non ?</p> <p>4-Zone commerciale des Aspères : Les débordements du Rieu à cet endroit semblent rares. Quel est le risque réel ? ECCLA s'interroge sur la porte classée en RI1 ?</p> <p>5-Secteur du Peyrou : Dans le PLU il classé ZAU (urbanisation à moyen et à long terme). Dans le PPRU, il est en zone blanche, non inondable. Comme il est dans la ZUC, on peut y construire des habitations. C'est donc un secteur d'extension possible pour Sigean.</p> <p>6-Réserve Africaine : Elle est en zones : RI3 (risque de submersion marine), RI3 (submersion marine + inondation), RI3 (zone naturelle), et en partie en zone blanche. Pour les trois zones inondables, il y a un chapitre spécial, "Réserve Africaine" pour lequel les règles de construction sont les mêmes. Un détail : dans la partie du règlement RI3 sur la réserve Africaine, au 2-9, le paragraphe a) et le paragraphe b) sont quasiment identiques (il s'agit de constructions nouvelles à usage strict pour l'activité de parc animalier) Es-ce un doublon ? Il y a toutefois une petite différence : le a) précise "en complément d'un bâtiment d'exploitation". Quelle est la bonne formulation ?</p> <p>7-Camping du Pavillon : Il est situé en zone RI3. Le PPRU précise pour cette zone comme pour les zones RI3 et RI3 que les extensions d'habitations sont possibles. Il précise pour la zone RI3 que les créations et extensions de campings sont interdites. Compte tenu du rapport de la Mission, ECCLA doit être clair sur ce point: Aucun accroissement de surface bâtie ne doit être autorisé.</p>
--	--	---

<p>Les remarques de l'association vont au-delà des périmètres du PPRIL.</p>	<p>Réponses à la délibération :</p> <p>Se reporter à la réponse donnée au thème A se reporter à la réponse donnée au thème D se reporter à la réponse donnée au thème A se reporter à la réponse donnée au thème A Les hauteurs de planchers prises dans le règlement du PPRIL permettent de mettre en œuvre la politique de prévention en protégeant les personnes et les biens du risque inondation.</p> <p>se reporter à la réponse donnée au thème A</p> <p>1. Ce secteur est soumis à un aléa ruissellement pluvial. La carte des phénomènes naturels sera corrigée pour correspondre à la légende (hachures pour le ruissellement). 2. L'aléa de ce secteur a été déterminé par la méthode hydrogéomorphologique, il doit donc figurer sur la carte des phénomènes naturels dans l'emprise inondable. 3. La partie basse de ce secteur est soumise à un aléa ruissellement pluvial, cette partie sera corrigée pour correspondre à la légende (hachures pour le ruissellement). Le reste de la zone est en aléa hydrogéomorphologique. Il doit donc rester dans l'emprise inondable de la carte des phénomènes naturels. 4. Cette zone est soumise à un aléa inondation fort et modéré, ainsi qu'à un aléa hydrogéomorphologique. Des levés topographiques sur les parcelles, joints par les périmètres lors du dépôt d'un permis de construire, permettront d'affiner le zonage réglementaire. Néanmoins cette zone est dans l'emprise inondable. 5. Se reporter à la réponse donnée au thème A 6. La différenciation est déjà effectuée sur la carte des phénomènes naturels entre la zone urbaine soumise à un aléa ruissellement ou à un aléa inondation. 7. Ces secteurs sont concernés par un aléa inondation et également par un aléa submersion marine. Un levé topographique précis pourrait permettre d'affiner la connaissance de l'aléa sur ces secteurs et les sortir de l'emprise inondable. En l'état, les cartes sont valables.</p> <p>1. Un relevé topographique effectué par un géomètre-expert et sous réserve de non-adaptation illégale du sol peut permettre d'affiner l'aléa littoral sur ces parcelles. En l'absence d'élément, l'aléa reste identique à celui reporté sur les cartes. 2. idem 3. Les bâtiments de Port Mahon sont concernés en partie par l'aléa submersion marine. Des levés topographiques fournis par la commune permettront d'affiner la connaissance de l'aléa.</p> <p>1. L'aléa de ce secteur a été déterminé par la méthode hydrogéomorphologique, le ruissellement ne le concerne pas sauf sur sa partie basse. 2. se reporter à la réponse donnée au thème A sur la zone des Aspres 3. Seuls des levés topographiques établis par un géomètre-expert permettent d'affiner la connaissance de l'aléa. La détermination de l'aléa hydrogéomorphologique est effectuée à partir d'une méthodologie validée (cf note méthodologique et réponse donnée au thème B) 4. Un relevé topographique effectué par un géomètre-expert et sous réserve de non-adaptation illégale du sol peut permettre d'affiner l'aléa inondation sur ces parcelles. En l'absence d'élément, l'aléa reste identique à celui reporté sur les cartes. 5. idem 6. idem</p> <p>1. et 2. Les pictogrammes sont enlevés sur les cartes définitives. 3. La périmètre exact de l'emprise inondable, les plans, aucune demande d'extension n'est connue de nos services. Dès lors, la région, indépendamment de camping en zone inondable (notamment le PGRI). La demande ne sera pas prise en compte. 4. La zone urbaine a déjà été élargie afin de prendre les possibilités d'urbanisation de la commune. 5. Ces bâtiments sont considérés comme des habitations isolées.</p> <p>1. Le zonage réglementaire découle directement de la détermination des aléas, en l'état actuel des connaissances et comme dit précédemment, zonage ne peut être réévalué. Lorsqu'un levé topographique est effectué, l'ensemble des données sont prises en compte pour définir le zonage réglementaire (aléa inondation, aléa submersion marine, aléa ruissellement pluvial, aléa hydrogéomorphologique). 2. 5. et 6. Le zonage réglementaire découle directement de la détermination des aléas, en l'état actuel des connaissances et comme dit précédemment, le zonage ne peut être réévalué. 3. se reporter aux réponses précédentes. 4. La DDTM a déjà répondu à cette remarque lors de la réponse à la délibération pour l'avis des POA en date du 25 novembre 2016. 7. se reporter aux réponses précédentes</p>
---	---

<p>Application du PPRIL/PPRI :</p> <p>Les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) devront être adaptés. Certaines mesures peu coûteuses et de bon sens pourraient être mises en œuvre avec une bonne campagne d'information et de sensibilisation :</p> <p>Penser à armer les cuves et les bouteilles de gaz. Prévoir des bardeaux qui permettent de passer des inondations sans dégâts, Matérialiser les piscines et bassins pour éviter de piéger les secours.</p> <p>ECCLA suggère :</p> <p>que la population se regroupe entre voisins et s'entraide pour faire des travaux collectivement, que, là où les travaux qui sont vraiment importants et que le propriétaire n'a pas les moyens de les faire, il y ait une réflexion pour savoir s'il ne faut pas renoncer et demander le rachat par le Fond Barrière pour aller vivre dans une zone non inondable.</p> <p>Avec les suggestions et réserves émises ci-dessus, ECCLA donne un avis favorable à ce PPRIL.</p>	<p>La commission d'enquête sollicite l'avis argumenté du maître d'ouvrage sur toutes les demandes exposées par la mairie de Sigean.</p>
---	---

<p>Délibération du conseil municipal :</p> <p>concentration insuffisante méthode hydrogéomorphologique sans validation de terrain données topographiques erronées liste de crue de 2014 supérieurs à ceux de 1999 Hauteurs de planchers arbitraires</p> <p>Cartes élaborées sans lien entre elles (exemple de l'Emag Boyer)</p> <p>carte des phénomènes naturels : enlever « emprise inondables » sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. rue de la mairie jusqu'à école maternelle 2. rue des pichons jusqu'à rue de la barbacane 3. secteur du pont du croc/propriété clavaque 4. secteur chemin des aspres jusqu'au chemin du recobre 5. zone des aspres 6. zone urbaine soumise au ruissellement seulement 7. les secteurs route de Port Mahon et Grand Salin <p>carte des aléas littoraux 2010/2010 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. revoir le contour des bâtiments « Grand Salin » et le passer d'aléa fort à modéré 2. revoir le contour du hameau des Cabanes et le passer d'aléa fort à modéré 3. vérifier que les bâtiments de Port Mahon sont hors aléas <p>carte des aléas inondation :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. passer le secteur du pont du croc/propriété clavaque en ruissellement pluvial 2. revoir la zone des Aspres (jusqu'au chemin des aspres) pour enlever l'aléa fort et privilégier un ruissellement ponctuel 3. revoir la zone urbaine pour enlever l'aléa géomorphologique et diminuer les aléas 4. les Cabanes : enlever l'aléa fort et modéré du périmètre des bâtiments 5. Grand Salin : enlever les aléas et réduire au minimum autour des bâtiments 6. la Rouquille : revoir les aléas pour permettre la délocalisation du camping Le Pavillon <p>carte des enjeux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. enlever le pictogramme école 2. enlever le pictogramme hôtel 3. élargir le périmètre du camping 4. élargir la zone urbaine continue aux secteurs indiqués (entre la déviation et la zone urbaine) 5. ajouter les enjeux suivants : Port Mahon, les Cabanes, Grand Salin <p>carte réglementaire et zoom :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le secteur des Aspres est à revoir : enlever le B1 et réévaluer en R14 pour autoriser le développement des Aspres sans extension de la ZUC 2. La zone urbaine est à revoir complètement : supprimer le B1 3. Extension de la ZUC jusqu'à la déviation afin de permettre de bénéficier d'une étude « aménagement Dupont » et réduire l'insécurité à 35m. 4. Revoir la zone de la future délocalisation du Camping Le Pavillon, enlever la zone R13 qui ne se justifie pas 5. Les Cabanes : enlever R13 et passer en R15 au droit des bâtiments 6. Grand Salin : revoir le secteur et passer en R13 au droit des bâtiments 7. Vérifier que les bâtiments de la base nautique de Port Mahon sont hors aléas 	<p>La commission d'enquête sollicite l'avis argumenté du maître d'ouvrage sur toutes les demandes exposées par la mairie de Sigean.</p>
---	---

<p>SIG 7 P 11-05-17</p> <p>M. MILHAU Adr Urbanisme M. BALTAZAR DGS Mme GLEZES DGA Mairie de Sigean</p>	<p>La commission d'enquête sollicite l'avis argumenté du maître d'ouvrage sur toutes les demandes exposées par la mairie de Sigean.</p>
--	---

			<p>Réglement.</p> <p>1. les discordances éventuelles entre les documents graphiques et le règlement risquent de générer un contentieux supplémentaire lors de la délivrance des autorisations d'urbanisme en particulier pour les projets à enjeux</p> <p>2. le niveau de risque doit être harmonisé à la parcelle pour éviter une juxtaposition des règlements des différents secteurs</p> <p>3. restaurer le règlement afin de permettre la poursuite de renouvellement urbain et d'autoriser les changements de destination et adaptations du bâti existant ou à déménager</p> <p>4. les hauteurs de plancher doivent être harmonisées notamment lors d'extensions de constructions existantes</p> <p>5. le remblaiement doit être autorisé pour permettre l'accessibilité des constructions</p> <p>6. il est demandé d'admettre des propositions architecturales de clôtures différentes, respectant la transparence hydraulique</p> <p>7. les aménagements paysagers dans la zone « aménagement Dupont » doivent être autorisés</p>
Vis.6 P 22/04/17	Mme PIERRE Ginetti, 1 rue des Jardins, 11360 Villeneuve les C.	VILLENEUVE-LES-CORBIERES	<p>Venu le 13/04, Mme PIERRE conteste le classement en RI1, 2 et 4 des logements locatifs qu'elle possède au 3 rue des ronniers :</p> <p>une ancienne cave et deux logements un au r.d.c., et l'autre à l'étage donnant sur la rue de la Fontaine.</p> <p>Ré: jamais été inondée, même en 1999</p>
Vis.7 P 18/05/17	Mme CARRERE Martine 30 av. des Hees Corbières, Villeneuve les C.	VILLENEUVE-LES-CORBIERES	<p>Mme CARRERE est surprise de voir que la parcelle C 765 au lieu dit La Récaouqué est classée en zone RI3, alors que cette parcelle surplombe entièrement les parcelles voisines par un talus de 2 mètres de haut !</p>
Vis. 2 19/05/17	Monsieur le Maire VILLENEUVE-LES-CORBIERES	VILLENEUVE-LES-CORBIERES	<p>M. le Maire rappelle les différents points du dossier qui posent problèmes :</p> <p>Cartographie imprécise et d'exploitation très difficile. Les codes de l'imposition sont souvent positionnés sans tenir compte de la topographie des lieux (le village est construit sur les flancs de collines). Aucune consultation n'a été menée auprès des élus, aucun visite sur le terrain n'a été effectuée par des experts pour corroborer les données issues de photos et de visites sur le terrain ont-elles été effectuées pour corroborer les données issues de photos ? Si oui, par qui et quand ?</p> <p>Des visites sur le terrain ont-elles été effectuées pour corroborer les données issues de photos ? Si oui, par qui et quand ?</p>
Vis.5 R 03/05/17	Mme PUJOL 3 rue des Jardins, Villesèque des C.	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Dejà venue la veille à la permanence, Mme PUJOL conteste la méthodologie utilisée pour l'élaboration du PPRi sur la commune, et souligne qu'en 1999 et en 2014 le ruisseau de la fontaine des prés n'a pas débordé, encore moins rue des jardins située 2 m au dessus du niveau moyen de la zone. Les hypothèses retenues pour l'élaboration du PPRi lui paraissent totalement irréalistes.</p> <p>Elle demande de proposer un plan plus sérieux.</p>
Vis.6 R 18/05/17	M. et Mme Christophe DENSZYN 1 rue basse Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>propriétaires de la parcelle A.459, constatant qu'ils sont en partie concernés par le PPRi, alors qu'ils n'ont jamais été inondés même en 1999. Demandant une rectification.</p>
Vis. 9 P 19/05	M. Antonio GLEZES, 23-23 grand-rue, Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Dépôt d'un dossier en 5 pages dont 3 plans, contestant le classement en RI3 de la ruine cadastrée: A.1318 et A.1319. Voir annexes II. Il y aurait des erreurs grossières concernant le relevé de la cote de la crue de la crue de 1999</p>
Vis.10 p 19/05	Mme DROUHOT 6 rec des Maures Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Intervenant également pour sa fille Mme Dagrind, elle conteste le classement (partiel) de sa parcelle en zone d'aléa fort RI1, qui n'a jamais été inondée !</p>
Vis.11 p 19/05	M. ZUBIETA Bruno, 17 rue fontaine des prés, Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Suite à sa venue lors de la précédente permanence, M. Zubieta a déposé un courrier en 2 pages (annexe III). Il s'agit de ne pas avoir reçu de réponse de l'Administration à son courrier de 2016 ! Contrairement au PPRi, l'orientation litigieuse par rapport à ses voisins ! Il semble que par erreur on se soit décalqué sur la plan mentionné dans l'annexe des lieux ! Trouve surprenant de ne pas voir mentionné sur le dossier un ruisseau qui coule depuis le haut de la rue de la Fontaine des prés et rejoint le ruisseau de la Font, et qui a inondé plusieurs fois les jardins d'en face !</p>
Vis.12 p 19/05	M. et Mme DUMORTIER des des Fontaines, Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Contestent le classement en RI2, zone bleu, de leur parcelle qu'ils ont achetée fin 2016. Elle est à la cote 110 NGF, que l'on retrouve de l'autre côté de la route, là où c'est classé en zone blanche !</p>
Vis.13 P 19/05	M. et Mme Michel OULD BOUAMAMA la Condamine Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Propriétaires de la parcelle 2257, ils contestent le classement en RI4, qui ne correspond pas du tout à la réalité !</p>
Vis.14 P 19/05	M. et Mme DUSART Frédéric et POTOMSKIS Solange La Condamine Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Propriétaires des parcelles 2258 et 2251, ils contestent le classement en RI4 qui ne correspond pas à la réalité du terrain et des faits.</p>
Vis.15 P 19/05	M. et Mme MARTEL Aubin, et Catherine, 10 rec des Maures Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Contestent le classement de leur maison et d'une partie du terrain en zone RI2 et RI4.</p>
Vis.16 P 19/05	Mme BEAULIEU Marie-Lise Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Mme BEAULIEU intervient d'abord pour monsieur GIL Eric qui conteste le classement de ses parcelles en zone inondable. Elle conteste pour son compte le classement en RI3 de ses parcelles B360, A.1, A.1494, A.1365 et A.459. Le calcul des courbes de niveau lui semble erroné. Elle attend la réponse d'un géomètre.</p>
Vis.17 P 19/05	M. ESCANDE Philippe, 11 rue de la fontaine des prés Villesèque	VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES	<p>Propriétaire de la parcelle A 2472, 11 rue de la fontaine des prés, conteste le classement en RI3 (en fait, en RI1 et RI2), car à la création du lotissement il a été imposé par l'Administration de créer une digue de 1 m de haut côté ruisseau des saules, ce qui fait que notre parcelle est plus haute que l'autre côté du ruisseau. Je signale que j'ai un garage en sous sol, jamais inondé, bien que 1,20 m plus bas que le niveau naturel du terrain.</p>

<p>1. Les documents opposables du PPRi sont le règlement et le zonage réglementaire associé. Le règlement précise bien que si un relevé topographique réalisé par un géomètre-expert permet d'affiner la connaissance de l'aléa, il y a préséance du règlement sur le zonage.</p> <p>2. ce n'est pas dans les pratiques d'élaboration des PPRi de procéder à une harmonisation du risque à la parcelle. De plus si tel était le cas, le risque le plus fort serait pris en compte, ce qui désavantagerait les propriétaires des parcelles.</p> <p>3. le règlement autorise les changements de destination sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité zone inondable mais afin de réduire la vulnérabilité de la parcelle.</p> <p>4. Le règlement impose des prescriptions de type d'implantation, des plans et des plans et des plans et des plans.</p> <p>5. le règlement autorise déjà ce type d'aménagement.</p> <p>6. la prescription pour les clôtures est de respecter une transparence hydraulique à 80 %, toute proposition qui respecte ce principe peut être autorisée.</p> <p>7. les aménagements paysagers sont autorisés à condition de respecter le règlement du PPRi.</p>	<p>La partie inchassée correspond à la délimitation des enjeux, elle se superpose aux autres couleurs représentant le zonage réglementaire. Les légendes sont correctes sur le zonage réglementaire.</p>
<p>Le zonage ne pourra pas être modifié car les niveaux d'aléas, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, déterminent les différents zonages RI, RI2 et RI4.</p> <p>Comme indiqué sur le courrier en réponse à la concertation du 19 décembre 2016 (mais sur une autre parcelle), le zonage ne pourra pas être modifié car la parcelle se trouve hors ZUC et en perte en aléa hydrogéomorphologique. La ZUC a été déterminée en concertation avec les services de la mairie.</p>	<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>
<p>cf réponse donnée au thème A sur ce sujet.</p> <p>Monsieur le Maire et une conseillère municipale ont rencontré le bureau d'étude le 03/09/2016 en mairie de Villeneuve et sont allés ensuite sur le terrain.</p> <p>Une réunion de travail à églement été organisée, le 11/10/2016 en mairie de Villeneuve, en présence de Monsieur le Maire, de deux conseillers municipaux, de la secrétaire de mairie et de la BDDM. L'objet de cette réunion était de clarifier certains points sur la détermination de l'aléa.</p>	<p>Courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>
<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>	<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>
<p>Calca qui détermine par la suite le zonage réglementaire prend en compte non seulement la hauteur d'eau (- ou +0,50 m d'eau) mais aussi la vitesse d'écoulement. Le niveau d'aléa fort, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, détermine le zonage RI.</p> <p>cf chapitre 3-2 de la note de présentation.</p>	<p>Calca qui détermine par la suite le zonage réglementaire prend en compte non seulement la hauteur d'eau (- ou +0,50 m d'eau) mais aussi la vitesse d'écoulement.</p> <p>cf chapitre 3-2 de la note de présentation.</p>
<p>Calca qui détermine par la suite le zonage réglementaire prend en compte non seulement la hauteur d'eau (- ou +0,50 m d'eau) mais aussi la vitesse d'écoulement. Le niveau d'aléa modéré, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, détermine le zonage RI2. cf chapitre 3-2 de la note de présentation.</p> <p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>	<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>
<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>Le niveau d'aléa modéré, déterminé par modélisation hydraulique sur la propriété, détermine le zonage RI2.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>	<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>
<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>Les niveaux d'aléas, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, déterminent les différents zonages.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>	<p>Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.</p> <p>cf note méthodologique des PPRi de la Berre et du Rieu.</p>

VILLENEUVE-LES-CORBIERES

VILLESÈQUE-DES-CORBIÈRES

VIS. 18 L 19/05	M. Romain REMALUIT 8, chemin du rec des Maures, Villesèque	Annexe IV : Propriétaire d'une parcelle schématisée et construite en 2011. Le suis actuellement classé en zone d'aléa fort, et l'inconstructible. Depuis la construction le rec des Maures n'a jamais débordé, y compris en 2014. Le rec des Maures est à la fois entretenu correctement par la municipalité et les propriétaires. Il n'y a aucun bouchon. De plus lors de la délivrance du permis, on doit respecter une zone de 7 m aux abords du rec. Seule cette zone devrait être classée comme potentiellement inondable. Je décline de l'ensemble qu'il doit y avoir une erreur matérielle dans les documents graphiques, qu'il convient de rectifier.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. Les niveaux d'aléas, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, déterminent les différents zonages. La délimitation de la ZUC a été effectuée en concertation avec les services de la mairie. L'interdiction d'occupation des sols dans une bande de 7m à partir des berges de cours d'eau en zone inondable s'applique sur l'ensemble du département de l'Aud.
VIS. 19 D 19/05	Courrier de M. MONTANIE J.P., au nom de l'Indivision Montané et du GFA Gilon. (Venu 2 fois en permanence)	Annexe V : « Lors de la « concertation » nous avions fait part de nos observations, et la réponse de la DDTM laissait espérer un réajustement des zones inondables au niveau de Gilon. Rien n'a changé sur le document mis à l'enquête publique. Le plan actuel ne correspond pas à la tradition. Le plan actuel de la Berre a été établi alors que le lit encombré par les embâcles et les alluvions, a quasi disparu ! La référence choisie 1999, est la première catastrophe provoquée par le non entretien, lié à la gestion défilante du Syndicat intercommunal, et aux réglementations très restrictives actuelles. Le PPRI dans sa forme actuelle ne protège pas les biens et les personnes, mais apparaît fait pour dégrader les autorités de leurs responsabilités.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. De plus les ouvrages de protection sont vulnérables à l'aléa inondation, d'autant plus les murs de clôture et note méthodologique des PPRI de la Berre et du Rieu : l'altimétrie du terrain est une composante essentielle du modèle développé par le bureau d'étude.
VIS. 20 L 19/05	Courrier de M. Christopher THOMSON, chemin du rec des maures Villesèque	Annexe VI Propriétaire de la maison sur la parcelle A265, résidences secondaire, ainsi que de la parcelle A 261, le me demandés si la modification à tenu compte que la grande prairie (A 353), est à peu près 2 m en contrebas, et pourrait risquer une très grande quantité d'eau ! Mais il faudrait aussi tenir compte de l'aménagement des murs de soutènements actuels, qu'il faudrait adapter !	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
VIS. 21 L 19/05	Délibération du 03/11/2016 du CM de Villesèque, et Courriers (2) du 18/05/2017	Annexe VII Reçu la délib. Du 03/11/2016, dans laquelle le CM de Villesèque demande que le PPRI soit modifié en tenant compte des réclamations. Reçu le courrier Jac-25-2017 du 18/05/2017, dans lequel M. le maire prend acte de la modification du PPRI initial, permettant à la commune de réaliser ses projets MARRA et aire de jeux. Reçu le courrier Jac-26-2017 du 18/05/2017 dans lequel M. le maire conteste et désapprouve des mesures de précautions envisagées. Les zones dites inondables, figurant au projet résultent d'une erreur manifeste d'appréciation. Ces zones n'ont jamais subi de dommages, même en 1999 ou 2014 ! La modification des effets d'une crue n'a pas pris en compte l'altimétrie des terrains concernés. La municipalité se joint à ARBRA pour ce qui concerne la lutte pour l'entretien des cours d'eau : entretien significatif enlèvement des embâcles et des atterrissements, dessouchage des arbres situés dans le lit de la rivière, et non les « mesurètes » mises en œuvre !	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. Le plus les ouvrages de protection sont vulnérables à l'aléa inondation, d'autant plus les murs de clôture et note méthodologique des PPRI de la Berre et du Rieu : l'altimétrie du terrain est une composante essentielle du modèle développé par le bureau d'étude.
VIS. 22 D 19/05	ARBRA	Annexe VIII L'association ARBRA a déposé en mairie un dossier spécifique à la commune de Villesèque sur 2 pages accompagnées de 26 photos couleur. Elle rappelle que les zonages réglementaires des PPRI entraînent une dépréciation des biens classés en zone inondable. Imposent des travaux obligatoires aux propriétaires de ces mêmes biens. Les zonages réglementaires proposés sont inacceptables car établis en fonction de l'état actuel de la Berre. Les lits mineurs sont encombrés d'embâcles et d'atterrissements qui réduisent la section d'écoulement et provoquent des débordements. Si les travaux préconisés par les experts généraux de l'Environnement avaient été réalisés certains sites ne seraient pas inondés. Sur le territoire de Villesèque, le barrage de Bonafour est totalement rempli de sables et graviers. L'ouvrage de franchissement de la Berre situé en face de la station d'épuration du village ne constituerait pas un obstacle si la rivière était correctement entretenue en amont. Globalement sur Villesèque le manque d'entretien de la Berre est flagrant !	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
VIS. 23 L 19/05	Mme Michèle UROT 6 rue du Faucon Prévert, 93200 Saint Denis	Mme Urot a déposé le 18/05 en mairie de Cascastel le double du courrier adressé en janvier 2017 au préfet. (Annexe IX) Ils synthétisent les termes de la réponse de l'Administration reçue le 20/12/2016 qui ignore leur argumentation et reprend une formulation d'ordre de motivations. Ils persistent dans leurs conclusions à savoir que la crue de 1999, référence pour la Berre, aurait dû également être retenue comme référence pour les affluents de la Berre.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
VIS 24 L 19/05	Mme GINIE Monique 17300 Vergeroux	Mme GINIE confirme par lettre que sa maison -ise section A.286 n'a jamais été inondée.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.

Y a-t-il eu des vérifications sur le terrain après la modélisation ?
Si oui, par qui et quand ?

Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. Les niveaux d'aléas, déterminés par modélisation hydraulique sur la propriété, déterminent les différents zonages. La délimitation de la ZUC a été effectuée en concertation avec les services de la mairie. L'interdiction d'occupation des sols dans une bande de 7m à partir des berges de cours d'eau en zone inondable s'applique sur l'ensemble du département de l'Aud.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Se reporter aux réponses données au thème B.	
Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié. De plus les ouvrages de protection sont vulnérables à l'aléa inondation, d'autant plus les murs de clôture et note méthodologique des PPRI de la Berre et du Rieu : l'altimétrie du terrain est une composante essentielle du modèle développé par le bureau d'étude.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Se reporter aux réponses données au thème B.	
Se reporter aux réponses données dans le thème B.	
Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.	Comme indiqué dans le courrier de réponse à la concertation du 29 décembre 2016, le zonage ne pourra pas être modifié.
Monsieur le Maire et un adjoint au maire ont rencontré le bureau d'étude le 20/07/2015 à 14h à la mairie et sont allés effectuer sur le terrain. Une réunion de travail a été organisée, le 13/10/2016 en mairie de Villesèque-Ves-Près de Monsieur le Maire, de trois conseillers municipaux et de la DDTM. Logé de cette réunion ont été effectués des points techniques sur la détermination de l'aléa ou sur les projets communaux. Un tour du village a été effectué afin de visualiser le problème de ruissellement dans le village par temps de pluie.	

THEME D – Pertinence des zones hydrogéomorphologiques et de leur portée ; confusion avec le ruissellement

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage	Commentaires de la commission d'enquête	Réponses de la DDTM
<p>Quel est le degré de fiabilité des résultats obtenus et présentés ?</p> <p>Que compte faire le maître d'ouvrage pour mieux informer et sensibiliser le public ?</p>	<p>L'application de cette méthode suscite beaucoup d'interrogations. Des explications précises avec validation sur le terrain seraient fortement souhaitables.</p>	<p>La méthode hydrogéomorphologique fait l'objet d'un chapitre dans la note méthodologique annexée à la note de présentation du PPRI. Le bureau d'études y précise notamment qu'il a procédé à des vérifications de terrain.</p> <p>La méthode a été mise au point dans les années 1980 par des experts du ministère de l'Équipement (DGUHC*, CBTE Méditerranée*), des scientifiques et des bureaux d'études privés. Elle est reconnue et validée depuis 1996 par les différents ministères en charge de la prévention des inondations et codifiée à travers un guide méthodologique : « Cartographie des zones inondables. Approche hydrogéomorphologique », 1996, (Éditions Villes et Territoires, MEDITERRANÉE).</p> <p>On peut également et opportunément se reporter au document édité par la DIREN PACA en 2007 : « L'approche hydrogéomorphologique en milieu méditerranéen ». Ces deux documents, disponibles sur internet, peuvent être consultés par les personnes qui souhaitent avoir plus de connaissances sur la méthode et sa précision.</p> <p>Son emploi est justifié pour l'application de la circulaire du 21 janvier 2004 qui demande aux préfets des départements méditerranéens de tenir compte de l'ala hydrogéomorphologique dans les PPRI. Les PPRI élaborés dans le département de l'Aude depuis 2004 utilisent TOUS cette méthode hydrogéomorphologique.</p> <p>Par ailleurs, dans la mesure où cette méthode permet de cartographier le lit majeur exceptionnel des cours d'eau, elle permet également de se conformer aux dispositions du plan de gestion du risque inondations (PGR) Rhône-Méditerranée, avec lequel le PPRI de la Berre doit être compatible.</p>

THEME E – Contraintes liées aux conséquences de réduction de la vulnérabilité dans les zones inondables

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage	Commentaires de la commission d'enquête	Commune concernée	Extrait des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête	Réponses de la DDTM
<p>Pour quelles raisons le fond « BARNIER » n'a-t'il pas été mis en œuvre ?</p> <p>Quelles sont les modalités précises de la mise en œuvre du fond « BARNIER » ?</p> <p>Quelles sont les modalités d'attribution des diverses aides, dont le fond Barnier ?</p>			<p>VIN 2 P M et Mme FABRE Cherchent à savoir de quelles aides ils pourraient bénéficier pour créer dans leur maison un espace « hors d'eau »</p> <p>VIN 1 L M. DURAND.....demande la mise en œuvre du Fond Barnier...</p>	<p>Durant toute la période de validité du PPRI précédent (approuvé en 2007 puis annulé par la cour administrative d'appel de Marseille en 2013), aucune demande de subvention au titre du Fonds Barnier pour mettre en œuvre les mesures de réduction de la vulnérabilité imposées par ce document, n'est parvenue à la DDTM.</p> <p>Depuis l'annulation du PPRI précédent en 2013, le Fonds Barnier ne peut plus, du fait de la législation en vigueur, être mis en œuvre sur la vallée de la Berre pour les travaux de réduction de la vulnérabilité. Des subventions pourront être à nouveau attribuées une fois approuvé le PPRI faisant l'objet de la présente enquête publique.</p> <p>Les travaux de réduction de la vulnérabilité rendus obligatoires par un PPRI approuvé, sont subventionnables par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (Fonds Barnier), dans la limite de 10 % de la valeur du bien considéré (au-delà de ce plafond de 10 % de la valeur du bien, les travaux ne sont plus obligatoires).</p> <p>Peuvent en bénéficier les personnes physiques ou morales, propriétaires, exploitants ou utilisateurs. Pour les entreprises, seules sont éligibles les entreprises de moins de 20 salariés.</p> <p>Le montant de la subvention est de 40 % pour les particuliers, et de 20 % si les travaux concernent des locaux ou des biens à usage professionnel.</p> <p>Les dossiers de demandes de subvention sont à adresser à la DDTM de l'Aude / Service Prévention des Risques et Sécurité Routière.</p> <p>Une plaquette informative mise au point par la DDTM, sera mise à disposition des propriétaires en mairie de chaque commune, ainsi qu'il a été fait dans d'autres communes dans le cadre d'autres PPRI.</p>
<p>N'est-il pas envisageable que la DDTM mette en place un dispositif d'assistance aux particuliers, même simplifié ? Apparemment les plaquettes ne suffisent pas.</p> <p>Ne faut-il pas prévoir la mise en place de moyens d'information et d'aide auprès du public concerné ?</p>	<p>La question des modalités de mise en œuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité est récurrente car complexe pour le public ; dans la note du 17/05/17 annexée à sa double intervention au cours de l'enquête, Mme Mombellet résume assez bien les préoccupations du public : « En zone Ri1, les reconstructions de bâtiments dont tout ou partie du gros œuvre a été endommagé par une crue sont interdites. Si ma maison est endommagée au niveau du gros œuvre, je fais quoi ? Serai-je indemnisée ? Si oui, par qui ? Sur quelle base ? Ou serai-je reléguée ? Je n'ai trouvé aucun endroit dans le PPRI où l'on parle de cela. Jusqu'à quel niveau le fond Barnier subventionne t-il ? Il est demandé de faire un auto diagnostic avec un relevé topographique des seuils par un expert. Qui est-il ? Ou le trouver ? Combien ça coûte ?</p>	<p>Toutes</p>	<p>L'indemnisation des dommages en cas de crue, dès lors que cette crue est supérieure à une crue décennale, fait partie de la garantie « catastrophes naturelles », obligatoire avec chaque contrat d'assurance habitation. Les assureurs sont donc tenus d'indemniser les dommages au-delà d'une franchise dont le montant, rappelé dans tous les contrats d'assurance, est fixé par la loi ; cette franchise peut être multipliée par 2, 3 ou 4 en fonction du nombre d'arrêts « catastrophe naturelle » sur la commune dès lors que la commune n'est pas couverte par un PPRI. Si le bien sinistré était concerné par des mesures de réduction de la vulnérabilité rendues obligatoires par un PPRI, et que ces mesures n'ont pas été réalisées dans le délai imposé, l'assureur est tenu de l'indemniser mais peut ensuite arguer du non-respect des obligations du PPRI pour procéder à la résiliation du contrat, en considérant que le coût du sinistre aurait été moins élevé si les obligations avaient été remplies.</p> <p>La question du logement en cas de sinistre est à poser par chaque assuré à son assureur, car elle est fonction du contenu du contrat signé par l'assuré.</p>	
<p>Quelle suite sera donnée à l'expertise programmée ?</p>	<p>Sigean</p>		<p>-En ce qui concerne l'expertise des maisons préalable à la prise de mesures rapides de protection, il constate un retard important (en novembre 2016, prévues par les services de la DDTM pour février 2017). A ce jour, pas de nouvelles. Désagréable sensation d'abandon, d'autant que les habitations ne valent plus rien et qu'il est impossible de les vendre.</p>	<p>Suite à la mission d'expertise et de médiation par le CGEDD, dont les conclusions ont été rendues en avril 2016, la commune de Sigean a pris à sa charge la mise en place d'un dispositif d'animation pour aider les propriétaires, notamment des bas quartiers de Sigean, à préparer le diagnostic de vulnérabilité de leurs habitations et leurs dossiers de demandes de subventions afin que ces derniers puissent être déposés au plus tôt après l'approbation du PPRI. Une personne en service civique a été recrutée à cet effet et est entrée en fonctions au mois de mai 2017. A ce jour, la cote altimétrique de la quasi-totalité des maisons des bas quartiers de Sigean a été levée par un géomètre expert (sauf 2 maisons dont les propriétaires étaient absents).</p>

THEME F – Dévalorisation des biens

<u>Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage</u>	<u>Commentaires de la commission d'enquête</u>	<u>Commune concernée</u>	<u>Réponses de la DDTM</u>
<p>Les professionnels de l'immobilier ont-ils fait l'objet d'une sensibilisation sur ce point, de la part des services de l'Etat, certains ayant tendance à ne pas respecter la retenue qui s'impose ?</p>	<p>Ce n'est pas le PPRI qui génère la dévalorisation, mais le caractère inondable du bien.</p>	<p>Toutes</p>	<p>Peu d'études ont été menées sur l'impact, en France, des risques naturels sur le marché foncier et immobilier. Toutefois, les quelques études statistiques menées jusqu'à présent sur la France semblent indiquer que ce sont la fréquence et le caractère récent des inondations qui influent principalement le prix des biens situés en zone inondable, plus que le niveau d'aléa ou la réglementation, et notamment les politiques de prévention des risques. De manière générale, le prix des logements dépendra également fortement de la dynamique et de la tension des marchés locaux de l'immobilier, et donc du nombre de logements mis en vente dans et hors zones à risque. (source : Observatoire National des Risques Naturels)</p> <p>Les professionnels de l'immobilier se doivent de rappeler leurs obligations aux propriétaires engagés dans une démarche de mise en vente ou de location de leur bien. En effet, l'obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) sur leur exposition aux risques (naturels, technologiques et miniers) est obligatoire dans le cadre de toute transaction immobilière ; cette obligation incombe au propriétaire vendeur ou bailleur, qui doit établir un état des risques naturels, technologiques et miniers du bien considéré, sur la base des documents disponibles notamment en mairie ou sur le site internet des services de l'Etat (rubrique IAL).</p> <p>Dans le cas où la commune a fait l'objet d'un ou plusieurs arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique, et si le bien a fait l'objet d'une indemnisation particulière, il convient d'annexer au contrat une déclaration du ou des sinistres indemnisés et dont on a connaissance.</p> <p>Dans le cadre du plan d'actions consécutif de la mission d'expertise et de médiation du CGEDD, il est prévu que les services de l'Etat (DDTM) rappellent ces points réglementaires à la profession des notaires notamment.</p>
<p>Le maître de l'ouvrage est-il conscient du trouble causé à ce sujet dans un village qui n'a jamais été inondé ?</p>	<p>Même si ARBRA a évoqué seule directement ce thème, il est sous-jacent (mais non exprimé directement !) chez de nombreux particuliers qui ont réclamé une modification du zonage.</p>	<p>Villeseque</p>	<p>Il est des prérogatives des services de l'Etat, au travers de documents tels les plans de prévention des risques naturels prévisibles, de dire le risque. Ces prérogatives s'inscrivent dans le cadre général de la politique nationale de prévention des risques, qui se renforce à chaque fois que surviennent des événements dramatiques.</p> <p>C'est ainsi que, suite aux multiples et tragiques inondations des années 1999 et 2002 en Languedoc-Roussillon notamment, il a été demandé aux préfets de tenir compte de l'aléa dit « hydrogéomorphologique » dans les plans de prévention des risques (circulaire du 21 janvier 2004). Les PPRI audois tiennent compte de cette instruction depuis son entrée en vigueur. Par ailleurs, il a été constaté que l'enveloppe hydrogéomorphologique peut parfois être dépassée (certaines communes de l'Orbiou en 1999, ou encore dans l'Hérault en 2014).</p> <p>Les événements dramatiques de 2015 survenus dans plusieurs départements de l'arc méditerranéen, ont conduit à ce qu'il soit demandé aux préfets de renforcer la prévention des inondations induites par le ruissellement, en en tenant compte dans les PPRI (Instruction du Gouvernement du 31 décembre 2015).</p>

THEME G – Capacités d'évolution des PPRI

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage	Commentaires de la commission d'enquête	Commune concernée	Extrait des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête
Pas de question.	<p>Sujet évoqué dans plusieurs communes concernées par la démarche d'élaboration d'un PPRI.</p> <p>Les possibilités d'évolution du contenu des PPRI sont prévues par les textes qui les régissent (procédures de modification ou de révision), mais le mécanisme auquel l'ARBRA fait référence est certainement plus souple, plus localisé et plus paritaire dans sa gestion que celui qui existe aujourd'hui, à la seule initiative de l'Etat.</p> <p>Or la partage de responsabilité en matière de risques naturels n'est pas encore envisagé.</p>	Durban	<p><i>4R : En outre forte demande pour que le PPRI ait un caractère évolutif, c'est-à-dire avec un dispositif de suivi permettant de le modifier au fur et à mesure de la réalisation des travaux.</i></p>

THEME H – Travaux envisagés

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage	Commentaires de la commission d'enquête	Commune concernée	Extrait des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête	Réponses de la DDTM
<p>Qu'en est-il aujourd'hui des recommandations des chapitres 30, 34, 37, 39 et 40 de la Mission de médiation et d'expertise sur le bassin de la BERRE (Aude), Rapport n°010344-01 ?</p> <p>Quelle est la position du maître de l'ouvrage et de la Police des Eaux sur ces trois thèmes ?</p>	<p>En demandant de « préserver les capacités d'écoulement...des crues », M. Durand aborde le sujet polémique !</p> <p>Même si la problématique de l'entretien du lit des rivières est juridiquement distincte de l'établissement d'un PPRI, ces deux questions sont étroitement liées, et interagissent l'une par rapport à l'autre.</p>	<p>Toutes</p>	<p>VIN 1 L M. DURAND...demande la réalisation de barrages et de bassins de décantation, la sauvegarde du milieu marin.</p> <p>Il précise que si l'on se réfère à la Loi Barnier de 1995, deux points importants sont absents de l'arrêté de prescription de 2013 : prescrire des mesures de protection et de prévention collectives, et préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues. Il estime que le PPRI doit être complété par un PPCI (Plan de Protection contre les inondations).</p>	<p>Voir réponse à la même question au thème A</p>
<p>La DDTM a-t-elle connaissance de ce problème ?</p>	<p>Le mur de soutènement a semble-t-il été reconstruit par la propriétaire et les aménagements de sécurité évoqués, s'ils s'imposent, relèvent de la compétence de la commune.</p>	<p>Durban</p>	<p>11R : Habite désormais chemin de la cascade, en zone blanche au PPRI.</p> <p>Cependant, le mur de soutènement de son terrain a été emporté en 2014.</p> <p>Demande quels aménagements de sécurité sont prévus entre cascade et ruisseau.</p>	<p>Ce sujet est évoqué pour la première fois auprès de la DDTM / Service Prévention des Risques. Sa connaissance ne remet toutefois pas en cause les études du PPRI.</p>
<p>Quel est l'avis du maître de l'ouvrage ?</p>		<p>Toutes</p>	<p>11R : Habite désormais chemin de la cascade, en zone blanche au PPRI.</p> <p>Cependant, le mur de soutènement de son terrain a été emporté en 2014.</p> <p>Demande quels aménagements de sécurité sont prévus entre cascade et ruisseau.</p>	<p>Le dispositif de Plan de protection contre les inondations est spécifique à la région parisienne.</p> <p>Sur le bassin versant de l'Aude et de la Berre, le dispositif équivalent est le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), qui prévoit un certain nombre de travaux sur l'ensemble de son secteur d'applications.</p> <p>Le PAPI est un dispositif contractuel entre l'Etat et plusieurs collectivités : Région, Département, Syndicats de rivières, Etablissement Public Territorial de Bassin.</p> <p>Le PAPI actuel porte sur la période 2014-2020. Il est porté par le Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR).</p> <p>Le PAPI et le PPRI concourent à la politique de prévention des risques, il s'agit de deux démarches complémentaires mais indépendantes.</p>
<p>L'amélioration du réseau pluvial devrait permettre de limiter les risques d'inondations par ruissellement. Comment cette nouvelle donne en matière de ruissellement sera-t-elle prise en compte dans la détermination des zones d'aléas (hydrogéomorphologie) et par voie de conséquence dans le zonage réglementaire du PPRI ?</p>	<p>Compte tenu de la progression des zones urbanisées ou à urbaniser, il est effectivement nécessaire d'améliorer et de redimensionner le réseau pluvial.</p> <p>Lors de l'entretien avec Mme le Maire, celle-ci a convenu qu'il était nécessaire de réaliser des travaux d'assainissement pluvial. Elle a même précisé qu'en première phase un projet de 900 000 € devait débiter fin 2017, et qu'il permettrait de traiter le secteur entre la cave coopérative et le Rieu. Les phases suivantes devaient progresser vers le village historique, pour qu'à terme les eaux de ruissellement soient canalisées vers le Rieu.</p>	<p>Roquefort</p>	<p>Suite aux tragiques événements sur l'arc méditerranéen survenus à l'automne 2015, le ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets de renforcer la prise en compte du ruissellement dans les plans de prévention des risques d'inondations.</p> <p>Dans les départements du Golfe du Lion (Gard, Hérault, Aude et Pyrénées Orientales), une nouvelle méthodologie est à l'étude (confiée au CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), devant permettre de répondre à cette demande de renforcement. Cette méthodologie n'étant pas encore aboutie à ce jour, il n'en sera tenu compte que lors d'une prochaine révision du PPRI faisant l'objet de la présente enquête publique.</p>	

<p>Quelles sont les probabilités de réalisation d'ouvrages ou d'infrastructures ainsi que l'entretien de certains ? et dans quels délais ?</p>	<p>Une grande partie du public est dans l'attente de la réalisation de travaux qui, permettraient de réduire et minimiser les risques</p>	<p>Sigean</p>	<p>Voir lettre jointe : SIG 6 L <i>La réalisation de barrages et de bassins de décantation, La sauvegarde du milieu marin.</i> Voir dossier joint : SIG 13 D <i>Construire une autre plus élevée que celle de Lespinat pour doubler la protection, Utiliser le remblai de l'ancienne nationale en rehaussant celui-ci, ce qui permettrait de créer un vaste champ de retenue au lieu-dit Le Pla,</i> <i>imiter nos anciens du 16^{ème} et 17^{ème} siècles en construisant des aqueducs d'évacuation sous Les Oubiels pour rejoindre le lit historique de la Berre au Bois du Trou.</i></p> <p>Voir lettre jointe : SIG 25 L <i>Domaine de la Pelissanne : des parcelles qui longent la Berre sont impactées à chaque crue et des dégâts importants sont constatés Sans réponse de la DDTM à qui a été adressé un devis de 1724100 € suite à la crue de 2014.</i> <i>Dans l'attente de solutions et de moyens pour qu'il n'ait plus de dégâts.</i> Voir lettre jointe : SIG 16 L (Lettre de 3 pages) <i>Monsieur CARBOU demande également de revoir l'écoulement des eaux sous le passage de l'ancienne et de la nouvelle route</i></p>	<p>De tels aménagements doivent faire l'objet d'études non seulement techniques, mais aussi d'analyses coûts-bénéfices sur les dommages évités, voire d'analyses multi-critères qui doivent notamment s'attacher à démontrer la pertinence du choix des solutions retenues. Ce type d'études, puis les travaux qui peuvent en découler, doivent être réalisés dans un cadre global qu'est celui de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondations, qui concerne le bassin versant de l'Aude et de la Berre, et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Aude-Berre. N'étant pas inscrites pour l'instant au PAPI en cours de validité, il appartient à la structure porteuse du PAPI, le SMMAR, d'en proposer l'inscription par le biais d'un avenant, qui devra être soumis à l'avis de la Commission Mixte Inondations, instance de niveau national. Seule cette inscription dans un PAPI permettra ensuite au maître d'ouvrage (voir ci-dessous) d'obtenir des financements de la part de l'Etat et de l'Europe. Par ailleurs, ce type d'études et de travaux, qui vise à la protection des populations, doit être porté par un maître d'ouvrage disposant des capacités pour en assurer la maintenance, selon les dispositions de la loi dite « GEMAPI » (Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).</p>
--	---	---------------	---	---

THEME I – Protection, secours et sauvegarde

Questions de la commission d'enquête au maître d'ouvrage	Commentaires de la commission d'enquête	Commune concernée	Extrait des procès-verbaux de synthèse de la commission d'enquête	Réponses de la DDTM
<p>Qu'en est-il aujourd'hui des recommandations des chapitres 30, 34, 37, 39 et 40 de la Mission de médiation et d'expertise sur le bassin de la BERRE (Aude), Rapport n°010344-01 ?</p> <p>Quelle est la position du maître de l'ouvrage et de la Police des Eaux sur ces trois thèmes ?</p>	<p>En demandant de « préserver les capacités d'écoulement...des crues », M. Durand aborde le sujet politique !</p> <p>Même si la problématique de l'entretien du lit des rivières est juridiquement distincte de l'établissement d'un PPRI</p> <p>ces deux questions sont étroitement liées, et interagissent l'une par rapport à l'autre.</p>	<p>Toutes</p>	<p>VIN L M. DURAND...demande la réalisation de barrages et de bassins de décantation, la sauvegarde du milieu marin. Il précise que si l'on se réfère à la Loi Barnier de 1995, deux points importants sont absents de l'arrêté de prescription de 2013 : prescrire des mesures de protection et de prévention collectives, et préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues. Il estime que le PPRI doit être complété par un PPIC (Plan de Protection contre les inondations).</p>	<p>voir réponse à la même question au thème A</p>
<p>Quel est l'avis du maître de l'ouvrage ?</p>		<p>Toutes</p>	<p>VIS. 7 M. DURAND demande : ..La réalisation de barrages et de bassins de décantation, Il estime que le PPRI doit être complété par un PPIC (Plan de Protection contre les inondations),</p> <p>Voir lettre jointe : SIG 6 L</p> <p>Le PPRI doit être complété par un PPIC (Plan de Protection Contre les inondations).</p> <p>Voir dossier joint : SIG 8 D</p> <p>Les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) devront être adaptés.</p> <p>Certaines mesures peut coûteuses et de bon sens pourraient être mises en œuvre avec une bonne campagne d'information et e sensibilisation :</p> <p>Penser à armer les cuves et les bouteilles de gaz.</p> <p>Prévoir des batardeaux qui permettent de passer des inondations sans dégâts,</p> <p>Matérialiser les piscines et bassins pour éviter de piéger les secours.</p> <p>Il est suggéré :</p> <p>que la population se regroupe entre voisins et s'entraide pour faire des travaux collectivement,</p> <p>que, là où les travaux qui sont vraiment importants et que le propriétaire n'a pas les moyens de les faire, il y ait une réflexion pour savoir s'il ne faut pas renoncer et demander le rachat par le Fond Barnier pour aller vivre dans une zone non inondable</p>	<p>voir réponse à la même question au thème H</p> <p>La plupart des mesures proposées dans le cadre de cette contribution sont déjà intégrées parmi les mesures de réduction de la vulnérabilité qui seront rendues obligatoires dès l'approbation du PPRI.</p> <p>Concernant l'alternative à la réalisation des travaux, le Code de l'Environnement, confirmé d'année en année par les lois de finances, ne prévoit pas l'insuffisance de moyens financiers du propriétaire en tant que critère de mobilisation du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (Fonds Barnier) pour le rachat des maisons concernées.</p>

ANNEXE 20

5 pages

contenu du message	
de	""DDTM 11/SPRISR/UPRiM (Unité Prévention des Risques Majeurs) emis par KLEIN Sabrina - DDTM 11/SPRISR"" <sabrina.klein.-.ddtm-spriser-uprim@aude.gouv.fr>
à	"Claude FAYT" <fayt.claude@wanadoo.fr>
cc	"JoséSAEZ" <ddtm-spriser-uprim@aude.gouv.fr> ; "SabrinaKLEIN" <sabrina.klein@aude.gouv.fr> ; "OrianeREYNIER" <oriane.reynier@aude.gouv.fr> ; "EricSIDORSKI" <eric.sidorski@aude.gouv.fr>
date	21/06/17 11:18
objet	Re: [INTERNET] PPRI Berre - Réponses DDTM

Bonjour M. FAYT,

>> *PV Synthèse Roquefort des Corbières :*

>> Thème B :Entretien du lit des rivières :

>> page 13 :

>> /A qui incombe la réalisation des travaux (sur le domaine public et sur

>> le domaine privé) ?/

>> /Qui prend la décision ?

>> /

>> /Qui en assure le contrôle ?/

Une réponse a été apportée à cette question (cf., dans le fichier, l'onglet "Thème B", dernière ligne).

>> Thème C2: Requalifications de zonages :

>> Pages19 et 20 : Zonages ponctuels Ri1 (Il ya une erreur dans l'intitulé

>> Ri3 au lieu de Ri1; mais dans le corps du texte, il y a bien Ri1)

>>

>> ./Il est demandé de répertorier toutes les parcelles concernées,

>> analyser le bien-fondé des classements indiqués sur la carte d'aléas et

>> sur le plan de zonage réglementaire et de supprimer les zones Ri1 qui ne

>> sont pas pleinement justifiées/

Pour mémoire, le zonage réglementaire est construit à partir notamment de la carte des aléas. Ainsi, dans la ZUC, un point en aléa fort est zoné en Ri1 dans le zonage réglementaire.

Il s'agit des principes de construction du zonage, auxquels il n'est pas souhaitable de déroger pour ne pas fragiliser juridiquement le PPRI.

Nous sommes par contre conscients qu'un lever topographique plus récent

et réalisé par méthode terrestre peut être ponctuellement plus précis

que la topographie dont nous disposons. C'est pour cela que le règlement

prévoit, dans son chapitre introductif, qu'un pétitionnaire peut joindre

un tel lever topographique à l'appui de sa demande (permis de construire

etc.) et que l'instruction de cette demande tient dès lors compte de

cette nouvelle topographie ; ainsi pour une parcelle dans la ZUC, s'il

s'avère, sur la base de cette nouvelle connaissance topographique, que

l'aléa n'est pas fort mais modéré sur certains points, c'est alors le

règlement Ri2 qui sera appliqué à ces points et non le règlement Ri1,

sans qu'il soit nécessaire de procéder à une modification du zonage

règlementaire.

>> *PV Synthèse Sigean :*
>> Thème B :Entretien du lit des rivières:
>> pages 22 et 23 :
>> /Que lest l'avis du Maître d'Ouvrage ? (sur les demandes et
>> interrogations du public)/

Les réponses à ces questions, que l'on retrouve dans d'autres communes, relèvent :

1/ de l'entretien des cours d'eau, sujet concernant plusieurs communes et auquel il a été apporté réponse (cf. onglet "Thème B" du fichier)
2/ de la mise en œuvre des recommandations de l'audit, sujet auquel il a également été apporté une réponse à l'onglet "Thème B" (la question concernant plusieurs communes, la réponse apportée par la DDTM vaut pour toutes ces communes)
3/ de la problématique de la digue de l'Espinat, sujet auquel la réponse a été apportée de manière plus générique dans le cadre de la réponse à la question "Quelles sont les probabilités de réalisation d'ouvrages d'infrastructures [...]" au thème H, s'agissant en fait des mêmes questions. De plus, dans le thème C, il est indiqué que "les réflexions sur le sujet [...] seront analysées dans le cadre du PAPI."

En effet, pour votre parfaite information également, des travaux du type construction de digue, compte tenu de leur coût important pour la collectivité publique, sont examinés notamment, dans le cadre des PAPI, au niveau national par la Commission Mixte Inondations dans la mesure où c'est à ce niveau que le PAPI est labellisé, labellisation indispensable au déclenchement des possibilités de financements par le Fonds Barnier et également les fonds européens ; c'est également cette labellisation dont il est tenu compte au niveau de la Région et du Département pour accorder des financements.

>> Thème C2 : Requalification de zonages :
>> Pages 29 : Zonages ponctuels Ri1 (Il ya une erreur dans l'intitulé Ri3
>> au lieu de Ri1; mais dans le corps du texte, il ya bien Ri1)
>> /Il est demandé de répertorier toutes les parcelles concernées, analyser
>> le bien-fondé des classements indiqués sur la carte d'aléas et sur le
>> plan de zonage réglementaire, et de supprimer les zones Ri1 qui ne sont
>> pas pleinement justifiées./

La réponse est identique à celle à la question relative à Roquefort des Corbières (cf. ci-dessus).

>> Thème C3 :Modificatioons règlement :
>> Page 30 : Dossier SIG 1D :
>> /L'avis favorable émis par mail en avril 2017 est-il confirmé ?/
>> /Dans l'affirmative, pour quelles raisons ces demandes n'ont pas été
>> prises en compte dans le Règlement ?/

Ainsi qu'il est indiqué dans le tableau des réponses, l'avis émis par mail le 13 avril 2017 est bien entendu confirmé.

Comme vous le constatez, cet avis, qui avait été sollicité le 30 mars (soit 4 jours avant le début de l'enquête publique dont deux jours non ouverts, alors que les dossiers d'enquête publique avaient déjà été visés par vos soins et transmis aux communes), a été rendu 10 jours après le début de l'enquête publique.

C'est la raison pour laquelle il n'en est pas tenu compte dans les documents mis à disposition dans le cadre de l'enquête publique, sous peine de vice de forme.

Pour plus de précisions si nécessaire, M. SAEZ et moi-même, en l'absence de Mme Reynier, nous tenons à votre disposition, au besoin par téléphone.

Enfin, nous avons bien reçu votre demande écrite formulée au Préfet concernant le délai supplémentaire pour la remise de votre rapport. L'avis de la DDTM sur cette demande est bien entendu favorable, eu égard notamment à la complexité du dossier. Vous recevrez également une réponse officielle signée de l'autorité préfectorale.

Recevez, Monsieur, mes salutations.

Sabrina KLEIN
Chef du service Prévention des Risques
et Sécurité Routière
DDTM de l'Aude

Le 19/06/2017 à 08:12, > Claude FAYT (par Internet) a écrit :

> Bonjour Monsieur SAEZ,
>
>
>
> Après retranscription des réponses données par la DDTM aux questions
> relatives aux divers thèmes sur chaque commune, la commission d'enquête
> constate que certaines questions n'ont pas eu de réponses :
>
>
>
> *PV Synthèse Roquefort des Corbières :*
>
>
>
> Thème B :Entretien du lit des rivières :
>
> page 13 :
>
>
>

- > /A qui incombe la réalisation des travaux (sur le domaine public et sur
- > le domaine privé) ?/
- >
- > /Qui prend la décision ?
- > /
- >
- > /Qui en assure le contrôle ?/
- >
- >
- >
- >
- >
- > Thème C2: Requalification de zonages :
- >
- > Pages 19 et 20 : Zonages ponctuels Ri1 (Il ya une erreur dans l'intitulé
- > Ri3 au lieu de Ri1; mais dans le corps du texte, il y a bien Ri1)
- >
- >
- >
- > .Il est demandé de répertorier toutes les parcelles concernées,
- > analyser le bien-fondé des classements indiqués sur la carte d'aléas et
- > sur le plan de zonage réglementaire et de supprimer les zones Ri1 qui ne
- > sont pas pleinement justifiées/
- >
- >
- >
- > *PV Synthèse Sigean :*
- >
- >
- >
- > Thème B :Entretien du lit des rivières:
- >
- > pages 22 et 23 :
- >
- >
- >
- > /Que lest l'avis du Maître d'Ouvrage ? (sur les demandes et
- > interrogations du public)/
- >
- >
- >
- > Thème C2 : Requalification de zonages :
- >
- > Pages 29 : Zonages ponctuels Ri1 (Il ya une erreur dans l'intitulé Ri3
- > au lieu de Ri1; mais dans le corps du texte, il ya bien Ri1)
- >
- >
- >
- >
- >
- > /Il est demandé de répertorier toutes les parcelles concernées, analyser
- > le bien-fondé des classements indiqués sur la carte d'aléas et sur le
- > plan de zonage réglementaire, et de supprimer les zones Ri1 qui ne sont

